

C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC

COMMISSION MUNICIPALE

N° : 66841

INTERROGATOIRE DE
M. ALAIN LAPLANTE,
(maire de Saint-Jean-sur-Richelieu)
LE 25 JANVIER 2019

COMPARUTIONS :

M^e NAOMI GUNST,
procureure de la Commission;

M^e CHANTALE BOUCHARD,
procureure de M. Alain Laplante.

Le 25 janvier 2019

66841

- 2 -

I N D E X

Page

ALAIN LAPLANTE

Interrogé 4

* * * *

LISTE DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

1. Note de service de Michèle Hébert du 22 février 2018 8
2. Date de la résolution «golf» 24
3. Mises en demeure (réclamation de 2 500 000 \$) 165
4. Lien YouTube pour entrevues de M. Samson 165
5. Publication Facebook de Mélanie Dufresne du 24 avril 2018 173

* * * *

Le 25 janvier 2019

66841

- 3 -

* * * *

Alors, nous sommes le vingt-cinq (25) janvier deux mille dix-neuf (2019), dans le dossier 66841, concernant l'élus monsieur Laplante.

Je suis Naomi Gunst, procureure indépendante, et j'interroge aujourd'hui monsieur Alain Laplante, maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, accompagné de la - de sa procureure, maître Chantale Bouchard.

Alors, nous allons débiter.

Est-ce que vous... est-ce que vous acceptez que j'assermente ou vous aimez mieux que j'assermente pas.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Ah, bien oui, vous pouvez assermenter sans... sans aucun problème.

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

O.K.

* * * *

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-cinquième jour de janvier, a comparu :

ALAIN LAPLANTE,

LEQUEL, après avoir affirmé solennellement de

Le 25 janvier 2019

66841

- 4 -

1 dire la vérité, dépose et dit :

2 **M^e NAOMI GUNST**

3 pour la Commission :

4 Q Parfait.

5 Merci!

6 Alors, Monsieur Laplante, dans le fond,
7 nous sommes ici - bien, je l'ai dit, pour le
8 dossier 66841.

9 Vous avez, bon, l'exposé des faits que,
10 nous, on a... on a nommé - on a exposé, en
11 fait, qu'on a listé, donc dans le fond, ce
12 qu'on aimerait savoir c'est votre... votre
13 version des faits, là, peut-être - là, il y
14 a... il y a... il y a le... l'emploi de
15 monsieur Grenier, le vingt-deux (22) novembre
16 deux mille dix-sept (2017), rétroactif au...
17 au vingt (20) novembre.

18 Est-ce que vous pourriez nous parler,
19 dans le fond, à compter de ce moment-là,
20 peut-être en suivant, là, la chronologie des
21 événements, là, de la liste des faits, là?

22 R Ben, peut-être avant de débiter, j'aimerais
23 peut-être faire une petite mise en contexte
24 politique, là, dans lequel je vis
25 présentement.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 5 -

1 Comme vous savez, j'ai été élu à la
2 dernière élection de façon minoritaire, avec
3 seulement trois (3) conseillers sur... sur
4 douze (12) de mon équipe et je me retrouve
5 donc avec une opposition de... de neuf (9)
6 conseillers.

7 Et puis actuellement, le directeur
8 général et les... le groupe des neuf (9) font
9 ce qu'on pourrait appeler un putsch politique
10 auprès de moi, actuellement.

11 Ils cherchent par tous les moyens
12 possibles de m'empêcher d'exercer mes pouvoirs
13 d'enquête et de surveillance, responsabilités
14 du maire, finalement, pouvoirs qui sont
15 conférés dans la Loi des cités et villes à
16 l'article 52.

17 Donc, ils cherchent par différentes
18 façons de m'empêcher d'exercer - de faire mon
19 travail, finalement, dans l'intérêt des
20 citoyens, évidemment.

21 Donc, comment font-ils?

22 Différentes façon : premièrement, ils ont
23 commencé par congédier mon chef de cabinet.

24 Deuxièmement, ils ont retiré toute la
25 délégation de pouvoir, ils ont rendu,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 6 -

1 finalement, caduc le comité exécutif de la
2 Ville de Saint-Jean.

3 Ils me refusent systématiquement toute
4 assistance juridique et, à l'inverse, ils font
5 produire des avis juridiques justement pour
6 contester mes actions.

7 De façon aussi organisée, j'ai, en
8 parallèle, été poursuivi au civil pour une
9 poursuite de deux point cinq millions de
10 dollars (2 500 000 \$), en prenant soin de...
11 de... de me retirer la couverture de la Ville,
12 en vertu de l'article 604.6, pour que la Ville
13 ne paie pas mes honoraires d'avocats.

14 Et cette plainte-ci, déposée à la
15 Commission municipale, s'insère dans cet même
16 objectif-là de m'empêcher de faire mon
17 travail.

18 D'ailleurs dans leur lettre, ils disent,
19 les neuf (9), que l'objectif, finalement,
20 c'est de me rendre inhabile à siéger.

21 Donc, tout ça est l'obje... - leur
22 objectif poursuivi.

23 Donc, c'est dans ce contexte-là que je
24 dois travailler, c'est extrêmement difficile,
25 vous en conviendrez, mais depuis le début,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 7 -

1 moi, j'ai toujours travaillé dans une - un
2 seul but : l'objectif des - l'intérêt des
3 citoyens, l'intérêt des contribuables de
4 Saint-Jean-sur-Richelieu.

5 Donc, pourquoi... pourquoi le... le
6 groupe des neuf (9), la direction générale
7 cherchent à m'empêcher d'effectuer mon travail
8 de surveillance et de contrôle?

9 Grosso modo, il y a deux (2) dossiers,
10 deux (2) dossiers qui - où je... où je
11 travaille et qui suscitent du... des craintes
12 ou des mécontentements.

13 Premièrement, tout le dossier des
14 honoraires d'avocats.

15 Quand je suis arrivé en poste en... en
16 novembre deux mille... deux mille deux mille
17 dix-sept (2017), j'ai fait un... une analyse
18 de tous les honoraires d'avocats qui avaient
19 été payés à l'externe, par la Ville de Saint-
20 Jean, donc la Ville de Saint-Jean, c'est un
21 budget de cent soixante millions de dollars
22 (160 000 000 \$) et puis dans - par année - et
23 puis dans le mandat précédent, dans les quatre
24 (4) années qui précédaient mon arrivée, c'est
25 l'équivalent de quatre millions de dollars

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 8 -

1 (4 000 000 \$) qui a été payé par la
2 Municipalité, en honoraires d'avocats.

3 Donc, j'ai commencé à... à mettre en
4 lumière ça et puis j'ai cherché à voir : est-
5 ce qu'il y aurait pas possibilité
6 d'économiser, pour les contribuables?

7 Ç'a rendu l'administration très, très
8 nerveuse et je suis tombé sur une note de
9 service écrite par Michèle Hébert, qui disait
10 - qui... qui prévenait ou qui avisait tous les
11 directeurs de... de la Municipalité pour leur
12 dire de... d'être prudents, que le maire
13 surveillait ça de près.

14 Est-ce qu'elle est déposée, cette pièce-
15 là, elle est-tu?

16 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

17 pour M. Alain Laplante :

18 Q Non.

19 R On... on... on pourra vous la remettre.

20 Et puis que dans cette note de... de
21 service...

22 **M^e NAOMI GUNST**

23 pour la Commission :

24 Q La pièce c'est, excusez-moi?

25 R Une note de service de Michèle Hébert.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 9 -

1 Q Qui date de quand?

2 R Qui date de... je vais vous le dire, là... on
3 doit avoir ça dans nos... dans mon...

4 ... note de service... vingt-deux (22)
5 février deux mille dix-huit (2018).

6 Q O.K.

7 R Donc, une note de service de Michèle Hébert,
8 qui dit que des contrats d'avocats, des
9 mandats à des firmes d'avocats ont été
10 octroyés de façon - sans le consentement du
11 conseil municipal ou du comité exécutif, donc
12 qui ont été octroyés de façon non conforme.

13 Donc, sur cette base-là, sachant que les
14 honoraires d'avocats avaient coûté extrêmement
15 cher dans le man... - dans le... dans le
16 mandat précédent et apprenant que des mandats
17 avaient été donnés de façon non conforme, le
18 comité exécutif de la Ville de Saint-Jean a
19 mandaté une firme d'avocats pour venir faire
20 une analyse de l'ensemble des... des contrats
21 octroyés par la Municipalité et ça, ç'a créé
22 beaucoup de mécontentement de la part de la
23 direction générale, beaucoup de
24 mécontentement.

25 Le... le... le directeur général a fait

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 10 -

1 une crise dans mon bureau, il a eu un
2 comportement totalement non professionnel à la
3 fois dans mon bureau, un à un, mais aussi en -
4 durant le plénier le soir même, il a sacré, il
5 a frappé sur la table, un complet... - un...
6 un comportement complètement déplacé, qui...
7 il a même invité les membres de mon opposition
8 à déposer des plaintes contre moi aux Affaires
9 municipales.

10 Il a été très, très, très loin.

11 Et puis donc, c'est dans la foulée de...
12 de cet événement-là qui... mon chef de cabinet
13 a été congédié.

14 Donc, premier dossier qui... qui les
15 irrite ou qu'ils souhaitent m'empêcher de...
16 d'effectuer, c'est le... l'analyse des frais
17 d'avocats.

18 Et l'autre dossier, aussi, qui... qui...
19 auquel mes res... - mes questions restent
20 toujours sans réponse, c'est le dossier de la
21 mainlevée pour les terrains de la Singer.

22 Je fais un petit retour rapide, une mise
23 en contexte.

24 En deux mille dix (2010) - moi, j'ai été
25 conseiller de deux mille neuf (2009) à deux

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 11 -

1 mille treize (2013).

2 En deux mille dix (2010), la Municipalité
3 de Saint-Jean a signé une entente avec deux
4 (2) promoteurs, le Groupe Maurice et le Groupe
5 Guy Samson, afin de leur donner un terrain...
6 un terrain municipal, là, une ancienne usine
7 désaffectée.

8 La valeur du terrain, grosso modo, dix
9 millions de dollars (10 000 000 \$).

10 Moi, j'étais conseiller municipal à ce
11 moment-là et puis j'ai dénoncé cette
12 transaction-là, je disais que la Municipalité
13 ne pouvait pas donner un terrain d'une valeur
14 de dix millions (10 000 000 \$) à deux (2)
15 promoteurs.

16 De la façon qu'ils l'ont fait, c'était
17 une do... - une subvention déguisée et j'ai
18 déposé une plainte aux Affaires municipales à
19 ce moment-là, en deux mille dix (2010), deux
20 mille onze (2011), dans ces eaux - deux mille
21 onze (2011), je pense.

22 Et puis quatre (4) ans plus tard, deux
23 mille quinze (2015), le ministère des Affaires
24 municipales ont finalement traité ma demande
25 et ont fait un blâme à la Ville.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 12 -

1 Finalement, le... le ministère des
2 Affaires municipales ont venu dire que mon
3 point était bon, j'avais raison, que la
4 Municipalité ne pouvait pas, de la façon
5 qu'ils l'ont fait, donner les terrains et ils
6 ont donné une tape sur les doigts sur - à la
7 Municipalité.

8 Ça, c'est en deux mille quinze (2015).

9 Deux mille dix-sept (2017), juste, juste
10 avant mon arrivée en poste, l'ancien conseil
11 de ville, l'ancien maire, l'ancien conseil de
12 ville ont voté une mainlevée totale et entière
13 à Groupe Samson, qui est l'entreprise à qui la
14 Municipalité avait donné le terrain en deux
15 mille dix (2010).

16 Donc, ce qu'il faut comprendre c'est
17 qu'il y avait un... un grand terrain
18 industriel, il y a une partie qui était donnée
19 au Groupe Maurice, sur ce bâtiment-là, il y a
20 une résidence pour personnes âgées qui a été
21 construite et il y a le terrain qui est au
22 pourtour de cette résidence-là, qui a été
23 donné à Groupe Guy Samson.

24 Donc aujourd'hui, dix (10) ans plus tard,
25 en deux mille dix-neuf (2019), ces terrains-là

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 13 -

1 ne sont toujours pas développés, donc la Ville
2 ne... ne récolte aucun revenu de taxes lié à
3 ce projet-là.

4 La Municipalité s'était engagée à donner
5 ce terrain-là au promoteur en deux mille dix
6 (2010).

7 En deux mille quinze (2015), la
8 Municipal... - le Ministère a donné une tape
9 sur les doigts.

10 En deux mille dix-sept (2017), malgré la
11 tape sur les doigts que la Ville avait eue du
12 ministère des Affaires municipales, la Ville a
13 voté une mainlevée pour venir retirer tous les
14 engagements, aussi minimes étaient-ils, auprès
15 du promoteur, donc est venue retirer tous les
16 engagements exigés par la Municipalité, ce qui
17 fait en sorte que ces décisions-là permettent
18 au promoteur, Groupe Guy Samson, de pouvoir
19 "flipper" le terrain, ils ont "pus"
20 d'obligation.

21 Il peut, lui, vendre le terrain à profit.

22 Même si le terrain est pas développé
23 aujourd'hui - je dis pas que c'est ça qu'il
24 veut faire...

25 Q Hum, hum.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 14 -

1 R ... ce que je dis c'est qu'il a la possibilité
2 de le faire.

3 Et puis donc, à mon arrivée en poste,
4 j'ai questionné par rapport à ces agissements-
5 là sur qu'est-ce que la Ville avait exigé en
6 retour.

7 C'est beau donner, donner, donner, mais
8 en... en retour, quelles garanties on obtient,
9 on travaille toujours pour l'intérêt des
10 contribuables, des citoyens, donc... en
11 donnant ça au promoteur, qu'est-ce que, nous,
12 on a exigé en retour et ces questions-là
13 restent toujours sans réponse.

14 Et là, tout ça est lié, ces... ces...
15 mes... mes questionnements sur les frais
16 d'avocats, mes questionnements par rapport
17 à... à ce terrain-là, le promoteur qui me
18 poursuit, deux point cinq millions
19 (2 500 000 \$), en parallèle, me fait de la
20 pression pour que le conseil municipal adopte
21 son PIIA.

22 Le promoteur actuel... - est... est
23 devant la Cour, où la municipalité est mise en
24 cause parce que le Groupe Maurice poursuit -
25 tente de faire - pas poursuit, mais fait une

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 15 -

1 injonction pour stopper le projet du Groupe
2 Maurice, menace la Municipalité de poursuite
3 si la Ville va de l'avant avec le projet.

4 Vous voyez tout le gros brouhaha
5 politique et moi, par prudence, dans ce
6 dossier-là, j'ai... j'ai dit : «On ne vote pas
7 de PIIA, on ne... on ne... on ne - la
8 Municipalité ne prend pas de décision tant que
9 ce dossier-là est pas réglé, tant que les...
10 les promoteurs ne se sont pas entendus l'un
11 avec l'autre.»

12 Et dans ce sens-là, le cons... - le
13 comité exécutif a aussi changé de procureurs
14 dans le dossier, procureurs, d'avocats, pour
15 tra... travailler à chercher une solution.

16 Et d'ailleurs, tout récemment, juste un
17 peu avant Noël, la Municipalité a finalement
18 réglé cet imbroglio-là de PIIA, la poursuite -
19 le promoteur Groupe Maurice a laissé tomber sa
20 poursuite et puis la Municipalité a adopté
21 son... son... le PIIA de... du Groupe Samson
22 et, comme par magie, la poursuite de deux
23 point cinq millions (2 500 000 \$) que j'avais
24 sur les épaules est passée à quarante mille
25 (40 000 \$) puis ça, c'est un autre dossier qui

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 16 -

1 est... en parallèle qui... qui nous concerne
2 pas ici, là.

3 Mais tout ça... tout ça fait partie du
4 même... même contexte.

5 Donc, je reviens en arrière, donc le
6 comité exécutif adopte une résolution pour
7 faire l'analyse des mandats octroyés à des
8 firmes - donnés à des firmes d'avocats.

9 Le directeur général est en vacances à ce
10 moment-là.

11 À son retour de vacances, il rentre dans
12 mon bureau comme un coup de vent, il... il...
13 il - j'ai tout le... le... - si vous voulez,
14 j'ai un résumé de ce qu'il m'a dit, et cetera,
15 c'est dans le rapport de suspension que j'ai
16 écrit, là, suite à sa suspension, le détail de
17 ça est inscrit.

18 Lorsqu'il a fini sa montée de lait, je
19 lui dis : «François, est-ce que t'as terminé?

20 Est-ce que je peux maintenant te parler?»

21 Puis là, il dit : «Non, je suis trop en
22 colère puis je suis pas en état de parler puis
23 je vais... je vais en faire rapport au conseil
24 municipal.»

25 Il quitte mon bureau et la... la... la

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 17 -

1 scène se reprend le soir au comité plénier, en
2 présence de tous les élus et là, c'est là
3 qu'il... qu'il sacre, c'est là qu'il frappe
4 sur la table et demande aux... aux neuf (9) de
5 faire des plaintes contre moi, que j'ai pas le
6 droit de faire ça, tatata-tatata-tatata.

7 Q Là, on est rendu à quelle date, à peu près?

8 R Ça, c'est le... le... le... le... euh... le
9 douze (12) mars.

10 Q O.K.

11 R Donc, c'est au plénier, lui revient de
12 vacances le douze (12) mars au matin, ça,
13 c'est un lundi et puis c'est au plénier le
14 soir du douze (12) mars qu'il se fait.

15 Bon.

16 Là, je laisse la poussière retomber.

17 Nous, on se rencontre une (1) fois par
18 semaine, moi et le directeur gé... - on se
19 rencontrait, à l'époque, là, une (1) fois par
20 semaine pour faire le bilan des... des... des
21 différents dossiers, on a une rencontre
22 statutaire à nos agendas.

23 D'ailleurs, elle est toujours à mon
24 agenda puis le directeur général ne se
25 présente plus à... à... aux - à ces

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 18 -

1 rencontres, là.

2 Le... donc, le lun... - le dix-neuf (19)
3 mars suivant, faut que je parle à mon
4 directeur général, là, avec - de la façon
5 qu'il s'est comporté, c'est complètement non
6 professionnel, c'est inacceptable.

7 Quand... quand - il sait que je veux y
8 parler de ça, évidemment, là, c'est... la
9 ten... - il y a une certaine tension.

10 À cette rencontre-là, rencontre où Guy
11 Grenier assiste toujours, lui demande à ce que
12 Guy Grenier quitte la salle.

13 Je demande à Guy Grenier de ne pas se
14 lever, je dis : «Guy, tu restes là, moi, je
15 rencontre "pus" le directeur général sans
16 témoin, avec la façon qu'il s'est comporté à
17 la fois dans mon bureau et en... et à la fois
18 devant le conseil municipal, je ne le
19 rencontre plus sans une personne témoin.»

20 Donc, je demande à Guy de rester assis et
21 de rester à la rencontre et là, je... je parle
22 calmement au directeur général, je lui
23 explique que j'accepte pas la façon qu'il
24 s'est comporté.

25 Je lui explique pourquoi, quelles sont -

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 19 -

1 quelles ont été les intentions du comité
2 exécutif dans les gestes qui ont été posés et
3 là, dans la conversation, sur une simple
4 remarque, pas déplacée mais du genre : «Ben
5 voyons, François, là, tu peux pas dire ça, là»
6 de Guy Grenier et là, montée de lait de
7 François Vaillancourt : «Tu peux pas critiquer
8 - tu critiques - est-ce que t'es en train de
9 critiquer ton patron?

10 Tu ne peux pas critiquer ton patron!
11 Tatata» et là, à partir de cet événement-là,
12 s'enchaîne un processus où le directeur
13 général sollicite multiples avis juridiques
14 auprès, d'abord, le procureur de la Ville,
15 elle fait pas tout à fait son affaire, il en
16 demande une deuxième, fait pas tout à fait son
17 affaire, on demande d'autres questions et tout
18 ça vient... on... on monte un dossier, lui
19 monte un dossier pour déterminer que Guy
20 Grenier, c'est son employé à lui puis c'est
21 lui qui est son patron et là, travaille à... à
22 son congédiement.

23 À tout ça, il y a aussi un contexte
24 politique qui... qui... euh... qui... qui se
25 déroule en parallèle, c'est toute la question

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 20 -

1 du développement des terrains de golf.

2 Je sais pas si vous avez un peu suivi
3 l'actualité...

4 Q J'en ai entendu parler.

5 R ... l'actualité johannaise!

6 Depuis des années, le - des promoteurs -
7 on en parlait déjà en deux mille onze (2011)
8 quand, moi, j'étais... quand j'étais
9 conseiller municipal, là, dans mon mandat deux
10 mille neuf-deux mille treize (2009-2013), là,
11 où on cherchait à... à dézoner des terrains de
12 golf pour en faire du développement
13 résidentiel.

14 Ce qu'il faut comprendre c'est qu'un
15 terrain de... de... un terrain de golf qui est
16 évalué à trois millions de dollars
17 (3 000 000 \$) au rôle d'évaluation municipale,
18 le jour où la Municipalité change le... le
19 zonage aux valeurs des terrains à Saint-Jean-
20 sur-Richelieu, la même superficie de terrain,
21 ça vaut cent millions de dollars
22 (120 000 000 \$).

23 Ça, c'est pas des profits pour la
24 Municipalité, là, c'est... c'est des profits
25 pour le propriétaire du terrain.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 21 -

1 Disons qu'on développe pas tout le
2 terrain, qu'il y a des lacs, il y a des
3 boisés, qu'on en développe que la moitié, ben,
4 un terrain qui vaut trois millions
5 (3 000 000 \$) en vaut soixante (60 000 000 \$),
6 donc c'est - on parle... de gros, gros, gros
7 intérêts financiers.

8 Et puis savez-vous quoi?

9 Les citoyens ne veulent pas qu'on change
10 le zonage des terrains de golf parce que les
11 citoyens habitent dans ce secteur-là,
12 apprécient cet environnement-là et ne sont pas
13 intéressés de voir des multilogements venir se
14 construire sur les terrains au pourtour.

15 Dans les... dans les... la loi, jadis, du
16 moins, pour changer un zonage, la Loi sur
17 l'urbanisme prévoyait un... un processus
18 référendaire où, pour venir changer un
19 terrain, les personnes qui habitent voisin
20 peuvent venir empêcher un changement de
21 zonage.

22 La Loi 122, adoptée par l'ancien
23 gouvernement l'année passée, deux mille dix-
24 sept (2017), je pense, vient permettre aux
25 municipalités, comme les municipalités sont

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 22 -

1 des gouvernements de proximité, peuvent, par -
2 la loi per... - 122 permet aux municipalités,
3 en se dotant d'une politique de consultations
4 publiques, de venir se soustraire à des
5 processus référendaires.

6 Les citoyens sont extrêmement inquiets
7 par rapport à ça parce qu'ils veulent... ils
8 ont peur que la Ville utilise ces nouveaux
9 outils-là pour venir changer le zonage à leur
10 insu.

11 Ça, c'est un engagement politique que
12 j'ai prise, moi, en deux mille dix-sept (2017)
13 puis j'imagine que c'est pour cette raison-là
14 - une... - c'est probablement cette raison-là
15 qui a fait que j'ai obtenu les huit cent
16 soixante-dix (870) votes de plus que le maire
17 sortant et font en sorte que je suis
18 aujourd'hui maire de la Ville de Saint-Jean.

19 Moi, j'ai pris clairement l'engagement de
20 tout faire pour protéger l'intérêt des
21 citoyens, de... de... d'empêcher le chan... -
22 ben... ben, dans le fond, j'ai pas dit qu'on
23 empêcherait le changement de zonage, j'ai dit
24 qu'on... on ferait aucun changement de zonage
25 sans le consentement des citoyens.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 23 -

1 Et puis le... le... donc, j'ai... j'ai
2 pris cet engagement-là de protéger les boisés,
3 de protéger les terrains de golf.

4 Aucun - ça, c'est de la politique, là,
5 mais aucun de... de mes adversaires politiques
6 se sont fait élire avec l'engagement de
7 détruire les golfs puis de détruire des
8 boisés, personne, là, personne avait pris cet
9 engagement-là politique mais moi, j'ai pris
10 l'engagement de le faire, de le protéger.

11 Et... et donc, en parallèle donc à cette
12 histoire-là de... de... avec le... les frais
13 d'avocats, le groupe des neuf (9), Yvan
14 Berthelot, pour pas le nommer, sort de sa
15 poche, en pleine - à une réunion du conseil,
16 une résolution écrite manuscrite, où il prend
17 - il vote une résolution pour que la... le...
18 le... le conseil municipal mette en branle une
19 consultation pour changer le zonage des golfs
20 et dans la résolution, il fait référence à
21 l'utilisation des... des... des outils permis
22 dans la nouvelle Loi 122.

23 Donc, il fait référence au fait qu'on
24 va... on va utiliser les... les pouvoirs qui
25 sont conférés dans 122 pour faire le

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 24 -

1 changement de zonage.
2 Quand je vois ça, moi, je lève le
3 drapeau, évidemment, là, donc...
4 Q On est rendu quand, excusez-moi, à peu près?
5 R Ah... euh... ça, je pourrais prendre une note
6 là-dessus, la date - ça, c'est la chronologie
7 Guy Grenier, mais c'est pas la chronologie
8 golf parce que...
9 Q O.K.
10 R ... tout ce... tout...
11 Q Oui, c'était juste pour me... me situer, là,
12 est-ce que c'est...
13 R Mais c'est dans ces eaux-là, là, c'est...
14 c'est dans ces eaux-là, là, c'est la même -
15 même temps, là.
16 Donc, date résolution golf.
17 Si vous voulez, dans mon ordi, je les ai
18 toutes, là, je pourrai toutes les... j'ai
19 tout... j'ai tout ça avec moi.
20 Euh... donc, je lève le drapeau, je dis
21 aux citoyens : regardez - je mets mon veto
22 évidemment, j'avise les citoyens que le
23 conseil municipal a l'intention d'utiliser les
24 pouvoirs de 122 et là, il y a eu à Saint-Jean-
25 sur-Richelieu la plus grosse participation

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 25 -

1 citoyenne dans une assemblée publique jamais
2 vue de l'histoire de la Ville de Saint-Jean,
3 la salle était pleine à ras bord, à craquer,
4 on a même dû installer des caméras - des...
5 des télévisions dans le hall, on avait
6 anticipé la chose, on avait installé une
7 camé... - une télévision dans le hall
8 d'entrée, au premier étage de l'Hôtel de Ville
9 où là, il y avait plein de monde aussi qui
10 écoutait la séance, mais pas... pas à la
11 maison, ils l'écoutaient à... dans le rez-de-
12 chaussée du... de l'Hôtel de Ville.

13 Faut dire que quand je suis arrivé en
14 poste, première décision que j'ai prise,
15 diffusion intégrale des - diffusion en direct,
16 diffusion intégrale des séances du conseil,
17 pour que les citoyens puissent voir qu'est-ce
18 qui se passe à leur Hôtel de Ville, comment -
19 que les citoyens puissent voir comment
20 leurs... leurs élus se comportent et quels
21 intérêts ils défendent à la table du conseil.

22 D'ailleurs, il y a jamais eu autant de
23 monde qui... qui assistait aux réunions du
24 conseil; là, il y en a moins parce qu'ils ont
25 comme modifié les règles pour dissuader les

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 26 -

1 gens de venir, là, mais ça, c'est un autre
2 dossier, et puis il y a eu autant de monde qui
3 suivent les affaires municipales à Saint-Jean-
4 sur-Richelieu à cause justement de la
5 diffusion sur Internet, les gens l'écoutent en
6 direct à la maison, ils réécoutent, là,
7 certains... on va jusqu'à deux (2 000), trois
8 mille (3 000) visionnements, là, à chaque
9 séance, là.

10 Donc... donc, ce... ce... ce mouvement-là
11 citoyen, puis oui, j'ai... j'ai fait mon
12 travail d'aviser les citoyens de l'intention
13 du conseil municipal et les citoyens sont
14 massivement venus à l'Hôtel de Ville
15 manifester leur désaccord avec cette décision-
16 là, cette façon de faire là.

17 Et ça, évidemment, politiquement, ç'a pas
18 été très, très bon pour le groupe des neuf
19 (9), le groupe des neuf (9) ont fait un petit
20 peu... réprimander par l'opinion publique.

21 Donc, le... le... - évidemment, c'est
22 moi... c'est moi le méchant dans l'histoire,
23 évidemment, j'ai informé les citoyens de leur
24 intention, donc c'est... c'est - tout ça est
25 de ma faute, donc les... politiquement, les

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 27 -

1 neuf (9), particulièrement, les trois (3)
2 conseillers indépendants sont en maudit après
3 moi, les golfs sont essentiellement dans deux
4 (2) des districts... district de Mélanie
5 Dufresne et district - excuse-moi, district
6 de... de... de Jean Fontaine et de Marco
7 Savard, deux (2) conseillers indépendants, où
8 les golfs sont dans leurs districts à eux, eux
9 souhaitent aller de l'avant avec les projets
10 de dézonage, les conseillers, je parle, là,
11 c'est pas nécessairement ce qu'ils disent sur
12 la place publique mais c'est ce qu'ils - c'est
13 de la façon qu'ils se comportent puis c'est ce
14 qu'ils... qu'ils parlent derrière les portes
15 fermées.

16 Donc eux sont un peu en maudit après moi
17 parce que là, j'informe les citoyens de ce qui
18 se passe et là, en parallèle, il y a le... il
19 y a le... le... le comportement du directeur
20 général qui... qui... qui cherche à congédier
21 Guy Grenier et là, lui saisit le climat
22 politique tendu où eux sont en... en maudit
23 après moi parce que politiquement, j'ai
24 informé les citoyens de ce qui se passait au
25 niveau des golfs et là, le directeur général

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 28 -

1 sollicite de façon organisée, là, à une
2 réunion du... du comité plénier, la réunion du
3 seize (16) avril, des conseillères
4 Charbonneau, dit : «Ah, j'ai... j'ai... j'ai
5 su que Guy Grenier était propriétaire d'une
6 entreprise KI3 puis est-ce que KI3 a des
7 contrats de la Ville?»

8 Quand tout le - une simple vérification,
9 on se rend compte que, finalement, KI3 a eu
10 aucune activité en deux mille dix-sept (2017),
11 Guy Grenier, c'est mon chef de cabinet, il
12 fait ce travail-là à temps plein.

13 Ces questionnements-là sont totalement
14 non justifiés mais, de toute façon, tout ça
15 est un prétexte pour que le... le... le
16 directeur général envoie un courriel, le
17 lendemain, un courriel du dix-sept (17) avril,
18 aux élus, en disant : «Nous faisons enquête
19 sur Guy Grenier; est-ce que vous avez des
20 reproches à lui faire?»

21 Et là, sollicite, le directeur général
22 sollicite auprès des élus des courriels :
23 «Avez-vous des blâmes à faire auprès de Guy
24 Grenier, auprès du chef de cabinet du maire?»

25 Et là, huit (8) des neuf (9) élus

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 29 -

1 rédigent des courriels, courriels d'ailleurs
2 que je n'ai toujours pas eu accès, en vertu de
3 l'a... l'article 52 de la Loi des cités... des
4 cités et villes, la Ville peut pas me cacher -
5 le directeur général ne peut pas me cacher de
6 l'information à la Ville, ces courriels-là, je
7 ne les ai toujours pas à l'heure où on se
8 parle.

9 Guy Grenier, dans le cadre de sa cause,
10 parce que Guy Grenier, actuellement, réclame
11 sa réinsertion à l'emploi, dans le cadre de sa
12 poursuite, exige devant les tribunaux ces
13 courriels-là.

14 La semaine dernière, le... l'avocat de la
15 Ville a dit que comme le... le directeur
16 général est présentement en congé de maladie
17 pour raison psychologique, malheureusement,
18 ils ne sont pas en mesure de fournir les...
19 les... les fameux courriels.

20 D'ailleurs, dans le cadre de cette cause-
21 là, le directeur général devait être interrogé
22 par l'avocat de monsieur Grenier et comme il
23 est en arrêt de travail pour des raisons de
24 maladie, ben, cette entrevue-là ne pourra pas
25 avoir lieu, là, je pense que c'est le trente

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 30 -

1 (30) - c'était prévu le trente (30) ou le
2 trente et un (31) janvier.

3 Et son arrêt de travail, ce que nous
4 avons eu dans la note de service, c'est qu'il
5 était en congé jusqu'au quinze (15) février,
6 là, jusqu'à nouvel ordre.

7 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

8 pour M. Alain Laplante :

9 Je veux... je veux pas l'interrompre ni
10 m'interférer, là, je veux juste être sûre
11 qu'il y ait pas de difficulté de compréhension
12 sur la question des fameux courriels, qu'on
13 comprenne bien que c'est le contenu des
14 courriels qui est la cause du congédiement,
15 là, qu'il y a rien d'autre qu'on...

16 **LE TÉMOIN :**

17 R Exact.

18 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

19 pour M. Alain Laplante :

20 ... qu'on... qu'on connaît à part ça puis que
21 - donc, quand il dit qu'il a jamais eu accès,
22 il a aucune idée du motif à la base du
23 congédiement de Guy Grenier, là.

24 **LE TÉMOIN :**

25 R Exactement.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 31 -

1 Puis les... ces huit (8) courriels-là,
2 donc sont... le directeur général les prend,
3 les envoie à l'avocat Synnott de Fasken
4 Martineau et demande : «Sur la base de ce
5 courriel-là, devrions-nous congédier Guy
6 Grenier?»

7 Et savez-vous quoi?

8 L'avis juridique nous dit : «Sur la base
9 des courriels que vous m'avez envoyés, ben, je
10 vous recommande effectivement de congédier Guy
11 Grenier», mais on n'a pas accès aux... aux...
12 aux fameux courriels.

13 Donc, sur cette base-là - et tout ça se
14 déroule... ç'a été cocasse, Guy Grenier est
15 même pas - n'est même pas présent, il était en
16 voyage d'affaires pour... pour - ben... - il
17 travaillait jadis pour le... le... le bureau
18 de consultations publiques de la Ville de
19 Montréal puis il y avait une conférence en
20 lien avec la consultation publique et il a
21 pris du temps personnel, Guy, pour aller, je
22 pense, je me rappelle même "*pus*"... c'est...
23 c'est même pas en Amérique du Nord, je pense
24 que c'est au... c'est au Mexique ou à... en
25 tout cas, peu importe, il était à l'extérieur

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 32 -

1 du pays.

2 Donc, on congédie Guy Grenier, on ne
3 l'avise pas des motifs, il y aucune rencontre,
4 on a - les blâmes, là, on n'a jamais discuté
5 avec lui de... de... il y a eu jamais de...
6 d'avertissement ou t'sais, s'il y avait - on
7 avait des reproches à lui faire, là, il y a
8 jamais eu - mais ça, c'est sa cause à lui,
9 qui... qui lui défend auprès... son droit
10 d'emploi, là, devant la Cour, là.

11 Mais moi, le... le... le... pourquoi je
12 me débats, c'est pour mon chef de cabinet, là,
13 le... le groupe des neuf (9) vient me retirer
14 mon chef de cabinet.

15 Puis c'est tout ça l'objectif poursuivi,
16 là, l'objectif c'est de me... de me nuire,
17 de... de m'empêcher d'effectuer mon travail,
18 effectivement, Guy Grenier me donne un coup de
19 main, c'est mon chef de cabinet.

20 Euh... donc, on cherche par différents
21 moyens de... de m'empêcher d'effectuer mon
22 travail et le fait de m'enlever mon chef de
23 cabinet c'est une façon importante de
24 m'enlever du... de la main-d'oeuvre, de
25 m'en... - de me... de me donner de la - de

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 33 -

1 m'enlever de la force, évidemment.

2 Et puis d'ailleurs, depuis deux mille un
3 (2001), depuis que la ville est fusionnée, le
4 maire de Saint-Jean a toujours eu un chef de
5 cabinet.

6 C'est d'ailleurs reconnu par les juges -
7 les... les... les dames «Piénard» et Lavoie,
8 qui... qui accompagnent la Ville de Saint-Jean
9 parce que moi, voyant tout ce... ce putsch
10 politique-là, j'ai interpellé le... le
11 ministre Coiteux.

12 Il y a deux (2) choses, là, deux (2)...
13 deux (2) demandes, là.

14 Premièrement, je veux qu'on fasse
15 reconnaître l'article 52 et les pouvoirs du
16 maire d'enquête et d'investigation.

17 Et, deuxièmement, faire reconnaître les
18 pouvoirs intrinsèques dans la Loi deux cent...
19 - la Loi privée 202 sur les pouvoirs de
20 l'exécutif - du comité exécutif.

21 Parce que là, actuellement, la direction
22 générale vient - conteste tous les pouvoirs
23 intrinsèques du comité exécutif, donc ça, ç'a
24 aucun sens, là, le... le législateur, le
25 gouvernement, l'Assemblée nationale,

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 34 -

1 lorsqu'ils ont voté cette loi-là, c'était pas
2 dans un esprit que le pouvoir - le comité
3 exécutif n'ait aucun pouvoir, là.

4 Donc là, actuellement, c'est comme si le
5 comité exécutif n'avait aucun pouvoir, on fait
6 des... des assemblées du comité exécutif puis
7 il y a trois (3) points : ouverture de
8 l'assemblée;

9 Adoption de l'ordre du jour;

10 Adoption du procès-verbal;

11 Puis fin de la réunion.

12 Il y a pas de... il y a pas de décisions,
13 il y a pas de points, on adopte l'ordre du
14 jour, on adopte le p.-v. puis on ferme la
15 réunion.

16 Donc...

17 **M^e NAOMI GUNST**

18 pour la Commission :

19 Q Quand vous parlez du retrait des pouvoirs,
20 c'est le règlement qui a été adopté, là,
21 modifiant le Règlement sur...

22 R Oui.

23 La délégation de pouvoir.

24 Q O.K.

25 R Donc... donc, c'est ça, donc le... le... le...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 35 -

1 s'ils avaient pu éliminer le comité exécutif,
2 ils l'auraient éliminé, mais comme c'est une -
3 il a été créé par la loi, ils peuvent pas
4 faire ça.

5 Donc, il est là, mais il est vide puis il
6 est bidon, donc... tout - ça, c'est une autre
7 partie de mes problèmes, là!

8 Donc - puis dans la loi, c'est prévu que
9 le comité exécutif peut donner des mandats
10 jusqu'à cent mille (100 000 \$), mais eux
11 refusent de... de... de reconnaître ce...
12 ce... ce fait-là.

13 Le comité exécutif ne peut même pas
14 demander d'avis juridique, donc il paie pas
15 de... il paie pas - si... si le comité
16 exécutif votait une résolution pour embaucher
17 une firme d'avocats pour émettre une opinion
18 juridique, ils paient pas la facture, ils
19 reconnaissent pas, ça fait que, finalement,
20 les... les avocats, ils veulent pas travailler
21 bénévolement, donc si on peut pas les payer,
22 ben, les... on peut pas avoir d'assistance
23 juridique.

24 Donc, moi, j'interpelle - donc, voyant ce
25 putsch politique-là, j'in... j'in... je...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 36 -

1 je... j'interpelle le ministre Coiteux
2 publiquement, j'envoie un courriel à lui, mais
3 je l'interpelle aussi publiquement.

4 Q Ça, est-ce que c'est après le congédiement de
5 monsieur...

6 R Euh... oui.

7 Q ... (inaudible)?

8 R C'est... c'est une des pièces, ça, déposées,
9 le courriel au ministre Coiteux, là.

10 Q Oui.

11 R Je... je l'ai dans ma liste, là, écoutez,
12 bougez pas, là...

13 Q Merci!

14 R ... troisième opinion...

15 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

16 pour M. Alain Laplante :

17 Q C'est au début mai, ça.

18 R Début mai?

19 Ah, je l'ai pas dans cette liste-là.

20 Q Ben, le communiqué d'un communiqué, là.

21 R Oui.

22 **M^e NAOMI GUNST**

23 pour la Commission :

24 Q Oui, le communiqué...

25 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 37 -

1 pour M. Alain Laplante :

2 Q C'est le huit (8) mai.

3 **M^e NAOMI GUNST**

4 pour la Commission :

5 Q ... du huit (8) mai.

6 R Le huit (8) mai, oui.

7 Et puis donc... le... le... j'interpelle
8 le ministre - où j'allais avec ça, c'est que
9 le... le... les - suite à... que j'ai
10 interpellé le... le ministre, le ministre a...
11 a mandaté la Commission municipale pour
12 accompagner la Municipalité.

13 C'est là que madame Piérard et madame
14 Lavoie viennent accompagner et eux travaillent
15 justement à... à... à... à chercher à... à me
16 donner un chef de cabinet.

17 Elles-mêmes reconnaissent que je dois
18 avoir un chef de cabinet et que le chef de
19 cabinet relève du maire et ne relève pas du
20 directeur général.

21 C'est... c'est le maire - le chef de
22 cabinet est au service du maire.

23 D'ailleurs, dans le contrat de travail de
24 monsieur Grenier, c'est écrit qu'il exécute
25 toute tâche ou toute autre tâche demandée par

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 38 -

1 le maire.

2 Donc, si je lui demande d'écrire un
3 communiqué, il écrit un communiqué.

4 Et puis donc le... le... ces deux (2)
5 juges-là, madame «Piénard» - ben, pas - c'est
6 pas des juges comme avocate ou juge, en tout
7 cas...

8 Q Les membres, oui...

9 R ... les deux (2) membres de la Commission,
10 madame Piérard, travaillent à, justement, à me
11 trouver un chef de cabinet et ils peuvent
12 toutes deux (2) témoigner de la réticence de
13 la direction générale et des neuf (9) à ce
14 faire.

15 À ce jour, je n'ai toujours pas de chef
16 de cabinet.

17 Donc l'objectif, ce qu'on re... - c'est
18 pas tant les reproches qu'on avait à Guy
19 Grenier quand l'objectif était de m'enlever un
20 chef de cabinet et, aujourd'hui, je ne peux
21 toujours pas avoir un chef de cabinet - ben,
22 un chef de cabinet choisi par moi, évidemment,
23 je... je n'accepterai pas d'avoir un chef de
24 cabinet qui a été choisi par Yvan Berthelot,
25 vous allez... vous allez comprendre facilement

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 39 -

1 la situation, là!

2 Donc... donc, c'est ça.

3 Donc, c'est ça qui est le... le... tout
4 le contexte, là, du... du... du congédiement
5 de Guy Grenier.

6 Comme je vous disais tantôt, Guy Grenier
7 a été d'abord - a demandé une... une
8 injonction devant la Cour.

9 Là, ça, c'est à quelle date, ça,
10 c'était... aïe, il y a tel... - c'est
11 tellement...

12 Q Je sais qu'il y a une décision qui a été
13 rendue le quatre (4) mai, je crois, est-ce que
14 ça pourrait?

15 R Oui, ça se peut, là.

16 Injonction provisoire acceptée le quatre
17 (4) mai, c'est ça.

18 Donc, le... le juge dit : «Vous pouviez
19 pas congédier Guy Grenier, Guy Grenier a été
20 embauché par le comité exécutif, donc le...
21 le...»

22 Moi - eux congédient Guy Grenier,
23 évidemment, j'appose mon droit de veto de
24 congédiement injustifié, on - quand les
25 membres du conseil prennent une décision, on

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 40 -

1 doit leur donner l'information qui leur permet
2 de prendre une décision juste et éclairée, ça
3 fait partie de la base, là.

4 Donc, pour que les élus prennent une
5 décision éclairée, on doit leur donner accès à
6 l'information.

7 Donc, dans ce cas-là, l'information c'est
8 le contenu des huit (8) courriels, donc, si on
9 a des reproches à faire à... à Guy Grenier, au
10 chef de cabinet du maire, ben, on devrait
11 informer tous les élus des reproches qu'on a à
12 faire auprès du chef de cabinet du maire.

13 Mais cette information-là est cachée, on
14 congédie tout de même le... le chef de cabinet
15 du maire.

16 Évidemment, je mets mon veto sur cette
17 décision-là.

18 Ils le réadoptent, ils le cassent, ils
19 convoquent une assemblée extraordinaire, ils
20 cassent, là, le... - ils sont pressés, là, ils
21 veulent - ils sont en mode attaque, ils
22 veulent... ils veulent congédier mon chef de
23 cabinet.

24 Monsieur Grenier demande une injonction
25 provisoire, elle est accordée, il est

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 41 -

1 réintégré.

2 Politiquement, c'est... c'est un... une
3 défaite pour... pour le groupe des neuf (9),
4 là, c'est sûr que ça fait pas leur affaire.

5 Ce que le juge dit c'est que vous av... -
6 le conseil municipal avait pas le pouvoir de
7 congédier Guy Grenier parce que c'est le
8 comité exécutif qui l'avait embauché.

9 Q Bien, c'est ça, vous, le... le... je pense que
10 c'est le vingt-cinq (25) avril, le comité
11 exécutif a adopté une résolution...

12 R Oui.

13 Reconfirmé...

14 Q (Inaudible).

15 R ... confirmant qu'on était satisfait du
16 travail de Guy Grenier, il y avait aucune
17 raison qui... qui permettrait de... de... de
18 congédier le chef de cabinet du maire, là,
19 aucune raison.

20 Donc, Guy Grenier a été embauché pour
21 faire un travail, il fait le travail qu'on lui
22 a demandé puis le comité exécutif est
23 satisfait, le maire, qui est le premier -
24 celui pour qui le chef de cabinet travaille,
25 est satisfait puis le comité exécutif est

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 42 -

1 satisfait.

2 Mais là, donc, comme c'est - le conseil
3 exécutif avait pas le pouvoir, ben, le...
4 le... les membres de mon opposition
5 entreprennent de venir retirer la délégation
6 de pouvoir du comité exécutif, parce que toute
7 la gestion ressources humaines et aussi la
8 gestion des affaires juridiques et ressources
9 humaines relèvent du comité exécutif.

10 Les membres du comité exécutif sont
11 nommés par le maire, c'est dans la loi, c'est
12 le maire qui détermine qui sont les membres du
13 comité exécutif, là.

14 Même si je suis minoritaire, c'est pas...
15 c'est pas un vote, c'est... c'est la décision
16 du maire.

17 Donc... donc le... le... ça fait pas leur
18 affaire, évidemment, donc ils travaillent à
19 venir retirer toute cette délégation de
20 pouvoir-là et là, évidemment, je mets mon
21 veto, j'essaie de retarder ça le plus
22 possible, je dénonce ça auprès du ministre,
23 bla-bla-bla-bla-bla et lorsqu'ils réussissent
24 à retirer tous les pouvoirs du comité
25 exécutif, ils en profitent pour recongédier à

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 43 -

1 nouveau Guy Grenier et venir annuler la
2 résolution demandant à une firme d'avocats de
3 superviser les honoraires d'avocats, souvenez-
4 vous le... la raison initiale, là.

5 Donc, le... le... ils abolissent le... le
6 comité exécutif, annulent la vérification des
7 honoraires d'avocats, recongédient à nouveau
8 Guy Grenier.

9 Je mets mon veto, évidemment.

10 Guy Grenier retourne à la Cour et ça, on
11 pourrait le déposer aussi, je sais pas, là,
12 le... les... les notes de - sténographiques
13 de... du jugement...

14 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

15 pour M. Alain Laplante :

16 Ils sont dans la plainte que...

17 **LE TÉMOIN :**

18 R Oui, ils sont dans la plainte.

19 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

20 pour M. Alain Laplante :

21 ... monsieur le maire a déposée, là, contre
22 les neuf (9) conseillers, là, c'est la
23 transcription de l'audition du quat... - du
24 tren... du trente (30) mai, si ma mémoire est
25 bonne.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 44 -

LE TÉMOIN :

R Trente (30) mai, oui.

En fait, la journée de ma fête.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Devant le juge, cette journée-là, là, quand on annonce qu'il y a un règlement de principe qui intervient entre les avocats, là, vous avez tout le... le...

LE TÉMOIN :

R Verbatim.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

... la discussion qui a été faite dans ce dossier-là.

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

C'est... c'est des dossiers distincts, là...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Parallèles.

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

... qu'on peut pas se servir.

M^e CHANTALE BOUCHARD

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 45 -

1 pour M. Alain Laplante :

2 Mais ça, si vous voulez l'avoir, là...

3 **LE TÉMOIN :**

4 R Mais on peut... mais on peut le... on pourrait
5 leur déposer ça aussi le... c'est une pièce
6 importante.

7 Parce que le juge vient dire, le juge
8 Castonguay vient dire : «Attendez, là, woh!
9 woh! woh! woh! woh! woh! woh! - je résume, là!
10 - il dit : attendez, attendez, attendez, vous
11 avez congédié Guy Grenier, la Cour est venue
12 venir demander que monsieur Grenier soit
13 réintégré provisoirement dans ses fonctions,
14 le temps que cette cause-là aille au fond et
15 là, vous, vous vous êtes virés de bord pour
16 venir recongédier à nouveau Guy Grenier.

17 Il dit : la Cour ici, là, la Cour
18 supérieure, ça... on... ça sert à quoi, nous,
19 ici, là, il dit, avez-vous une idée comment ça
20 coûte une journée à la Cour supérieure?

21 Là, là, vous faites perdre le temps à
22 tout le monde, ça coûte des milliers de
23 dollars aux contribuables.

24 Lui, là, monsieur Grenier a le droit de
25 gagner sa vie, vous lui - vous êtes pas

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 46 -

1 satisfaits de son travail, vous voulez pas
2 qu'il fasse de communiqués?

3 Entendez-vous sur ce qu'il fait ou ce
4 qu'il fait pas, vous voulez qu'il travaille de
5 la maison, vous voulez pas y voir la face,
6 vous voulez qu'il travaille de la maison?

7 Regardez, ça me dérange pas, sortez
8 d'ici, là, entendez-vous, lui, il a le droit
9 de gagner sa vie.»

10 Grosso modo, c'est ça le... le... le
11 message du juge Castonguay.

12 Donc, voyant cet... ce deuxième... voyant
13 cette deuxième... ben, pas... pas boutade,
14 mais ce revers de la Cour, là, Guy a été
15 réintégré une première fois, là, le juge dit :
16 «O.K., il est réintégré une deuxième fois.»

17 Donc là, voyant cette situation-là - puis
18 on s'entend, là, c'est... mon objectif à moi,
19 là, j'ai besoin d'un chef de cabinet, je... je
20 veux que Guy Grenier, puis je le veux
21 toujours, là, je veux que Guy Grenier soit
22 réintégré dans ses fonctions.

23 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

24 pour M. Alain Laplante :

25 Je m'excuse, je veux juste interrompre un

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 47 -

1 instant parce que tant qu'à parler du trente
2 (30) mai - du trente (30) mai, là, il était
3 question - c'est toute... c'est toute
4 l'histoire de la signature de l'affidavit à
5 l'appui de la procédure et tout, peut-être en
6 profiter pour faire l'éclairage requis, là, au
7 sujet de la version des faits de monsieur le
8 maire à ce... à ce sujet-là, qu'est-ce que...
9 qu'est-ce que c'est cet affidavit?

10 Qu'est-ce qu'il faisait là cette journée-
11 là?

12 Parce qu'on prétend bien des choses,
13 l'autre côté, là, mais voilà...

14 Q Profites-en donc pour... pour éclairer maître
15 Gunst à ce sujet-là.

16 R Euh... dans le cadre de... de cette cause-là
17 de... de monsieur Grenier, le directeur
18 général a «produite» un affidavit, un long
19 affidavit truffé d'erreurs, truffé de choses
20 inexactes et dans ce contexte-là, Guy Grenier
21 avec son avocat, m'ont demandé de venir
22 rectifier certains faits, ce que j'ai fait et
23 j'ai produit un affidavit que j'ai signé
24 d'ailleurs le trente (30) mai direct, là, un
25 peu à la dernière minute.

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 48 -

1 Lui, le directeur général, en a produit
2 deux (2) affidavits qui se contredisent un
3 avec l'autre, bref, ça... il aura à répondre
4 de ses agissements lorsqu'il passera...
5 lorsqu'il sera interrogé, là.

6 Mais bref, moi, je viens corriger les
7 faits, tels qu'ils se sont réellement produits
8 et c'est la... l'objectif de mon affidavit.

9 Donc, le trente (30) mai, je signe un
10 a... un affidavit...

11 Q C'est le jour même de l'audition, là...

12 R Oui.

13 Q ... puis, je veux dire...

14 **M^e NAOMI GUNST**

15 pour la Commission :

16 Hum, hum.

17 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

18 pour M. Alain Laplante :

19 Q ... c'est juste... - pour moi c'est important
20 parce que là, t'sais, dans la dédale à
21 procédurite en Cour supérieure, là, je pense
22 que c'est important puis monsieur le maire est
23 pas... est pas avocat, là, il est pas... mais
24 c'est important de... de... de... que vous...
25 que vous ayez comme information que sont dans

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 49 -

1 l'urgence, sont dans l'injonction, donc ils
2 demandent à signer un affidavit au Palais de
3 Justice, le jour de l'audition, là, donc c'est
4 un contexte qui est... qui est... qu'il est
5 important de connaître, là, dans les
6 circonstances.

7 **LE TÉMOIN :**

8 R Ça s'est déroulé la veille, le directeur
9 général a tardivement aussi, comme je disais,
10 modifié son affidavit et là... euh... on me
11 demande de venir rectifier certains faits.

12 J'ai rédigé les faits tels qu'ils se sont
13 réellement passés, j'ai imprimé le document,
14 je l'ai apporté avec moi au Palais de Justice
15 puis c'est un avocat qui était sur... qui
16 traînait là, qui était en attente dans le
17 corridor, là, qui... qui a... qui m'a servi de
18 témoin, là, pour... pour déposer ce... ce
19 document-là.

20 **Donc...**

21 Q Ce qui fait que t'étais présent en salle de
22 Cour, là...

23 R Oui.

24 Q ... puis peut-être nous expliquer aussi la...
25 la... la fameuse négociation à l'extérieur,

1 là, quel était ton rôle et comment ça s'est
2 déroulé, selon ta version des faits, là.
3 R Ben, j'avais pas de rôle, premièrement, le...
4 le... le... le juge, ça se déroule comme je
5 viens de vous dire, le juge demande aux deux
6 (2) parties de sortir de la salle et de
7 s'entendre, trouver une façon de réintégrer.
8 Donc, évidemment, le... le... l'avocat,
9 tout le monde sort de la salle, tout le monde
10 se dirige vers - je sais pas si vous
11 connaissez le Palais de Justice à Montréal, il
12 y a la cafétéria au deuxième ét... - ben, à
13 l'étage, là, il y a comme une cafétéria où il
14 y a un énorme trou, là, de peut-être cent
15 pieds par cent pieds (100 x 100), on voit, là,
16 l'entrée du... du Palais de Justice puis là,
17 il y a comme un corridor tout le tour puis il
18 y a la cafétéria qui... qui est ici, là, dans
19 le coin, là.
20 Et puis donc, dans un premier temps,
21 évidemment, maître Synnott appelle son client,
22 je sais pas encore à ce jour à qui maître
23 Synnott parlait, là.
24 Dans ma tête, dans ma conception, son
25 interlocuteur c'est François Vaillancourt, le

1 directeur général, et voyant justement cette
2 obligation-là de réintégrer Guy Grenier dans
3 ses fonctions, on s'entend que le groupe des
4 neuf (9) puis le d.g., ils veulent "pus" y
5 voir la face, décident de, pour éviter qu'il
6 soit réintégré dans sa... dans sa... dans ses
7 fonctions, lui font une offre monétaire à Guy
8 Grenier.

9 Donc lui, il parle à - au téléphone avec
10 quelqu'un et ensuite, il rencontre... - nous,
11 on est comme ici sur le coin, là, avec
12 l'avocat de... de Guy Grenier, il y a
13 peut-être cent (100) pieds qui séparent cet
14 espace-là, c'est un endroit public, là, et
15 puis donc, lui - Synnott parle ici avec
16 quelqu'un, il marche ici comme ça.

17 Là, l'avocat de Guy Grenier va le voir et
18 là lui dit : «J'ai parlé à mon client, on
19 s'apprête à faire une offre monétaire pour que
20 votre client, Guy Grenier, renonce à son droit
21 d'emploi.»

22 L'avocat de Guy Grenier revient voir Guy,
23 moi, je suis avec Guy, j'assiste à ça, j'ai
24 entendu l'offre monétaire qui a été faite à
25 Guy Grenier.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 52 -

1 **M^e NAOMI GUNST**

2 pour la Commission :

3 **Q** Vous, vous étiez resté, pendant ce temps-là,
4 là.

5 **R** Oui.

6 **Q** O.K.

7 **R** Oui.

8 Donc là, on est sur le coin ici, là,
9 l'avocat de Guy Grenier vient voir Guy
10 Grenier, moi, j'étais avec Guy le temps que
11 les... les gens parlent, là, les avocats
12 discutent entre eux, là.

13 Et là, l'avocat de Guy Grenier dit à
14 Guy : «La Ville est prête à te... à t'offrir
15 une offre monétaire pour que tu renonces à
16 ton... à ton droit d'emploi; qu'est-ce tu
17 fais?»

18 Là, Guy, il réfléchit, il a téléphoné à
19 son épouse, lui, il avait une décision à
20 prendre.

21 Et moi, ce que j'ai dit à ce moment-là,
22 il m'a demandé ce que j'en pensais, j'ai dit :
23 «Guy, pense à toi, prends une décision qui est
24 bonne pour toi.»

25 C'est sûr que le... le fait de... de...

1 de perdre mon chef de cabinet, le... le...
2 l'impact est énorme politiquement pour moi,
3 là, je savais que je venais de perdre toutes
4 ressources et que jamais le groupe des neuf
5 (9) me revoterait un chef de cabinet, là.

6 Donc, j'ai dit : «Pense à toi puis je
7 vais m'arranger.»

8 C'est sûr que mon intérêt à moi c'est
9 pas... c'était pas ce "deal"-là, là.

10 Et puis Guy, finalement, a décidé
11 d'accepter l'offre et les avocats se sont
12 parlé puis ils ont été - retourné devant le
13 juge puis ils ont dit au juge : «O.K., on
14 s'est entendus puis l'entente est
15 conditionnelle à l'approbation du conseil.»

16 L'avocat Synnott avait parlé, à je sais
17 pas qui, qui était d'accord et là, magie, le
18 lundi suivant, le conseil municipal rejette
19 l'entente!

20 Q Hum, hum.

21 R On retourne à la case départ.

22 Q Si je peux juste re... revenir, là, sur le...
23 l'entente du trente (30) mai, juste... juste
24 pour comprendre, là - bien, pas sur l'entente,
25 mais sur les... les... les faits qui entourent

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 54 -

1 cette entente-là.

2 Vous, pour vous, vous étiez là à - vous
3 portiez quel chapeau, à ce moment-là, pour
4 vous?

5 R Maire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu,
6 on veut congédier mon chef de cabinet.

7 C'est un dossier qui... qui me concerne
8 complètement, hein.

9 Donc, je suis, un (1), intéressé,
10 impatient de récupérer mon chef de cabinet
11 pour exécuter mon travail.

12 J'ai un travail à faire, je suis maire de
13 la onzième ville au Québec, un budget de cent
14 soixante millions de dollars (160 000 000 \$),
15 j'ai une responsabilité face à mes électeurs,
16 j'ai besoin des ressources pour effectuer ce
17 travail-là.

18 Mon chef de cabinet, c'est... c'est...
19 c'est une pierre angulaire de tout mon
20 travail, de un (1).

21 Et, de deux (2), j'ai besoin de produire
22 un affidavit pour venir rectifier les faits
23 erronés qui avaient été présentés par le
24 directeur général.

25 Donc, je suis là pour cette raison-là,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 55 -

1 également.

2 Q Hum, hum.

3 Oui, bien, l'affidavit, je le... je... je

4 le comprenais bien, je me demandais juste

5 c'était quoi votre rôle, là, ensuite... après

6 l'affidavit à...

7 R J'ai pas de rôle comme tel, là.

8 Q O.K.

9 R Je suis un spectateur.

10 J'ai... j'ai entendu - puis la situation

11 est particulière, là, parce que c'est moi le

12 maire de la Ville, c'est moi qui est le

13 représentant de... de la Ville et maître

14 Synnott ne... ne... m'exclut.

15 Moi, je suis un adversaire de la Ville,

16 je suis contre la Ville quand, dans la

17 réalité, je ne... je ne - j'ai toujours

18 travaillé dans l'intérêt des citoyens, dans

19 l'intérêt des contribuables.

20 Et donc, moi, j'assiste - j'entends cette

21 offre-là qui est faite par je sais pas qui, je

22 croyais que c'était Vaillancourt, le... le...

23 la séquence, là, c'est - le chef de mon

24 opposition c'est Yvan Berthelot, l'auteur de

25 cette plainte-là à la Commission municipale,

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 56 -

1 donc le d.g. relève de la majorité du conseil,
2 donc relève - fait abstraction de moi, le d.g.
3 fait abstraction du maire et réfère, prend ses
4 décisions, prend ses actions en fonction
5 des... de monsieur Berthelot puis du groupe
6 des neuf (9).

7 Donc logiquement, Synnott parle avec
8 Vaillancourt, Vaillancourt valide
9 politiquement avec Berthelot, c'est la...
10 c'est...

11 Et là, de qui vient l'idée, la stratégie
12 de... de... de venir dire : «On accepte
13 l'offre pour se débarrasser du juge» et là, on
14 se retrouve au conseil municipal, on vient
15 annuler le... le... on vient d'annuler
16 l'entente avec Guy Grenier.

17 On retourne à la case départ et là,
18 éclair de génie, on va se prévaloir de... de
19 la clause de résiliation du contrat de Guy
20 Grenier, on recongédie pour une cinquième fois
21 Guy Grenier dans une séance suivante.

22 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

23 pour M. Alain Laplante :

24 On va vous les transmettre, là, la
25 transcription de l'audition parce que c'est

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 57 -

1 important que vous puissiez observer que c'est
2 le juge qui exige des négociations, il y avait
3 pas de négos prévues là du tout ce matin-là,
4 ils étaient supposés procéder.

5 **M^e NAOMI GUNST**

6 pour la Commission :

7 Hum, hum.

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 D'où l'im... - d'où... d'où la demande à
11 l'avocat de produire un affidavit, comme on
12 fonctionne en injonction, habituellement,
13 parce qu'on peut pas faire entendre de témoins
14 puis le fait que... que... que monsieur le
15 maire soit mobilisé pour cet affidavit-là,
16 c'était ça qui se passait ce matin-là.

17 Vous allez voir très clairement que le
18 juge veut pas les entendre du tout et il leur
19 ordonne d'aller négocier, donc les
20 négociations ont été exigées par le juge...
21 puis... puis par la suite, ils viennent juste
22 confirmer qu'il y a une entente de principe,
23 ils... ils traitent pas du tout des... des -
24 du contenu.

25 Mais, encore là, ils viennent se

1 commettre devant le juge, cet... cet épisode-
2 là a été beaucoup dirigé par le juge qui les a
3 entendus puis ça va - ça transparaît avec la
4 transcription, on va vous les transmettre.

5 **M^e NAOMI GUNST**

6 pour la Commission :

7 Hum, hum.

8 Q Puis quand vous dites que vous avez été exclu
9 par maître Synnott, est-ce qu'il s'est dit
10 quelque chose?

11 R Ben...

12 Q Pourquoi vous dites que...

13 R ... c'est juste que lui, il relè... - c'est...
14 c'est bizarre que... que... on fasse comme si
15 le maire n'existait pas, là, le... le premier
16 magistrat de la Ville, c'est moi, c'est moi
17 le... le... le - la Ville peut pas avoir des
18 cachettes, des secrets par rapport au maire.

19 Mais là, on se retrouve dans une
20 situation où la Ville travaille contre le
21 maire et là, eux disent : «Ben, c'est la Ville
22 - c'est le maire qui travaille contre la
23 Ville.»

24 Attendez, un instant, là!

25 On est là pour qui, nous autres, là?

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 59 -

1 On est là dans quel intérêt de quoi, là?
2 Dans l'intérêt du groupe des neuf (9) ou
3 dans l'intérêt des citoyens?

4 Q Hum, hum.

5 R Cette... cette histoire-là, là, de... de Guy
6 Grenier, là... j'ai pas les chiffres encore,
7 je vais les exiger puis j'en ai des... des
8 chiffres partiels, là, mais selon - à vue de
9 nez, là, à l'heure où on se parle, là, on est
10 rendu à deux cent mille dollars (200 000 \$) en
11 frais d'avocats de toutes sortes, là, deux
12 cent mille (200 000 \$).

13 Déjà, là, au moment où on a octroyé - où
14 eux, ils veulent octroyer le mandat à Fasken,
15 là, la raison que... qu'ils... qu'ils ont -
16 cette... cette... ben, que je présume, parce
17 qu'on m'a jamais répondu à mes questions, mais
18 la... la raison pourquoi c'était si urgent,
19 c'est parce qu'on venait de dépasser le
20 cinquante mille (50 000 \$) d'honoraires
21 d'avocats.

22 Au tarif que cet avocat-là est payé, il
23 est payé à quatre cent cinq (405 \$) ou quatre
24 cent cinquante dollars (450 \$) de... de
25 l'heure, là, donc le... le... on... - lui a

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 60 -

1 été mandaté par le directeur général pour
2 représenter la Ville, la délégation de pouvoir
3 du d.g. c'est cinquante mille (50 000 \$).

4 Ça fait que là, on arrive puis on dépasse
5 ce montant-là, ça fait que là, ça prend un
6 vote du conseil.

7 C'est le comité exécutif jadis qui votait
8 ça mais là, les pouvoirs ont été transférés,
9 ça fait que là, sont ben, ben pressés à... à
10 donner un mandat à Fasken.

11 Moi, je dis : «Woh! woh! un instant, là,
12 on est... on est rendu à combien dans ce
13 dossier-là?

14 Comment d'argent qu'on a... on a déjà de
15 dépensé puis c'est quoi votre budget
16 prévisionnel?

17 Comment on va mettre d'argent, là, pour -
18 contre Guy Grenier, là?

19 C'est quoi l'objectif, là, ici, là?»

20 Puis dans les frais d'avocats, là, que...
21 que je relatais - que je surveillais, il y a
22 des dossiers aberrants où on va dépenser
23 cinquante mille dollars (50 000 \$) pour
24 réclamer quarante-quatre mille dollars
25 (44 000 \$) à quelqu'un.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 61 -

1 Elle est où l'intérêt des contribuables
2 à dépenser cinquante mille (50 000 \$) pour en
3 récupérer quarante-quatre (44 000 \$)?

4 «Mais, dans le cas de Guy Grenier,
5 combien d'argent que vous avez - vous êtes
6 prêts à mettre, là, pour aller?»

7 Puis je vous le dis, là, avec les avocats
8 de Casavant Mercier... euh... Fasken
9 Martineau... euh... le... l'argent qu'ils ont
10 donné à Guy Grenier, son six (6) mois de
11 salaire, à vue de nez, là, on est rendu à deux
12 cent mille (200 000 \$), à l'heure où on se
13 parle.

14 Et, je vous le dis, c'est pas fini, là,
15 c'est... c'est loin d'être fini cette
16 histoire-là avec le directeur général qui est
17 en maladie, on repousse, on repousse, on
18 repousse.

19 C'est un demi-million de dollars
20 (500 000 \$) que ça va coûter aux
21 contribuables, je vous le dis, un demi-million
22 (500 000 \$).

23 "Câline", elle est où l'intérêt de la
24 Ville là-dedans?

25 Elle est où l'intérêt des contribuables?

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 62 -

1 Ils sont prêts à mettre un demi-million
2 de dollars (500 000 \$) sur la table pour
3 m'empêcher d'avoir un chef de cabinet; ça,
4 c'est dans l'intérêt de la Ville.

5 J'ai une vision différente de la chose.

6 Je suis le maire de la onzième ville du
7 Québec, je pense que j'ai le droit d'avoir un
8 chef de cabinet, un chef de cabinet choisi par
9 moi, pas par Yvan Berthelot.

10 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

11 pour M. Alain Laplante :

12 Q Est-ce que - je veux juste être sûre, parce
13 qu'il y a plusieurs, dans les... l'exposé des
14 faits, des... des éléments relatifs aux
15 résolutions concernant les... les honoraires
16 de Fasken puis comme quoi monsieur le maire
17 tenterait d'empêcher l'octroi d'un mandat, là,
18 ce qui est totalement différent dans les
19 faits, peut-être justement, t'as ouvert la
20 porte là-dessus, en traiter, là, de... de
21 ces... de ces éléments-là, là, de
22 contestation.

23 R Moi, ce que je... je veux pas...

24 **M^e NAOMI GUNST**

25 pour la Commission :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 63 -

1 Dans le fond, vous parlez de la pièce... de la
2 pièce 40, là...

3 **LE TÉMOIN :**

4 R Moi, je...

5 **M^e NAOMI GUNST**

6 pour la Commission :

7 ... des pièces...

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 On le voit à plusieurs reprises, là, Michèle
11 Hébert se... se... se plaint beaucoup de ça,
12 là, que monsieur le maire, supposément,
13 voudrait empêcher un bureau - empêcher un
14 mandat puis la nuance est très importante, là,
15 on pourrait peut-être... on le voit le quatre
16 (4) juin, on...

17 **LE TÉMOIN :**

18 R Moi, ce que je veux... je veux pas empêcher la
19 Ville, la Ville est poursuivie par Guy
20 Grenier, la Ville doit être défendue, là, mais
21 on peut-tu ne pas donner un chèque en blanc à
22 un avocat?

23 Est-ce que le conseil municipal, dans
24 cette procédure-là en... en... contre Guy
25 Grenier, est-ce qu'on peut avoir une idée de

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 64 -

1 comment d'argent ont déjà été in... - mis sur
2 la table puis combien on prévoit devoir en
3 mettre?

4 Le conseil municipal a absolument besoin
5 de cette information-là avant de prendre une
6 décision puis ça va diriger la... le
7 comportement des élus en fonction de l'intérêt
8 des citoyens.

9 On est-tu prêt à mettre un demi-million
10 (500 000 \$) sur la table?

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 Q Hum, hum.

14 R À partir du moment qu'on a l'information que
15 ça va coûter un demi-million (500 000 \$), là,
16 ben là, on va devoir répondre aux
17 contribuables pourquoi on décide d'aller tout
18 de même de l'avant.

19 Le... le... le...

20 Q Mais ça, je pense que ç'a commencé - bien, en
21 fait, des faits, là, qui... qui ont été
22 rapportés...

23 R L'offre - je vous informe, là, que l'offre qui
24 a été faite à Guy Grenier, là, est en deçà de
25 ce que... ce qu'on a déjà dépensé à l'heure où

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 65 -

1 se parle.

2 Q Hum, hum.

3 R Puis, je vous le dis, ce... ce... ce "deal"-
4 là, là, c'était pas dans mon intérêt à moi
5 mais pour lui, la pression familiale, la
6 pression sur ses enfants, sa famille, lui,
7 c'est sûr que le contexte politique, c'est pas
8 intéressant de travailler dans ce contexte-là,
9 en sachant que, oui, le juge t'a réintégré,
10 mais tout le monde veulent ta tête, là, dans
11 la boîte.

12 Pour lui, c'est pas intéres... - c'est
13 pas un climat professionnel intéressant.

14 Q Hum, hum.

15 R Ça fait que lui, il a pris la décision
16 d'accepter l'offre, dans son intérêt à lui,
17 c'est ce que j'y ai recommandé de faire :
18 «Pense pas à moi, pense à toi.»

19 Mon intérêt en tant que maire c'est
20 d'avoir un chef de cabinet.

21 Mais, heureusement, ils ont rejeté
22 l'offre, Guy Grenier réclame sa réintégration
23 et si lui - en espérant que ça soit le plus
24 vite possible - si lui gagne sa cause, ben, je
25 vais récupérer mon chef de cabinet.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 66 -

- 1 Q Hum, hum.
- 2 Donc, dans le fond, si je récapitule un
- 3 petit peu les... les... la raison pour
- 4 laquelle peut-être - en tout cas, pour la...
- 5 pour laquelle, là, c'était... je sais pas
- 6 comment form... formuler ça, pourquoi il y
- 7 avait des mentions, là, de retirer cet ordre-
- 8 là, de le - ce point-là de l'ordre du jour
- 9 concernant, là, le mandat à donner aux
- 10 procureurs, c'est...
- 11 R On n'a pas les réponses.
- 12 Combien qu'on a déjà donné à ce jour, je
- 13 le sais pas.
- 14 Q (Inaudible).
- 15 R À ce jour, on m'a pas répondu à mes questions.
- 16 Combien...
- 17 Q Parce que des pièces, tout ça, ç'a commencé le
- 18 onze (11) mai, je pense, là, on... on... on
- 19 est avant le trente (30) mai puis avant le...
- 20 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
- 21 pour M. Alain Laplante :
- 22 J'en ai même un...
- 23 **LE TÉMOIN :**
- 24 R Là, ce que... ce que la... la... madame Hébert
- 25 nous dit : «Ah, ben, il faut absolument

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 67 -

1 nommer... donner le mandat parce que sinon, on
2 va - on aura un jugement par défaut.»

3 C'est complètement faux.

4 On n'a pas de jugement par défaut, la
5 Ville a déjà été représentée par... par Fasken
6 - Fasken a déjà été à la Cour, devant le juge,
7 au nom de la Ville.

8 Pourquoi?

9 Parce qu'il a été mandaté par la...
10 par... par le directeur général.

11 La raison - je le sais, là, je suis pas
12 fou, là, je le sais pourquoi qu'ils veulent
13 (inaudible) sur la résolution, c'est parce
14 qu'ils sont dé... - ils ont dé... ils ont
15 dépassé le cinquante mille (50 000 \$).

16 Je peux-tu avoir la réponse, je vous pose
17 la question on est rendu à combien, dites-moi-
18 le?

19 **M^e NAOMI GUNST**

20 pour la Commission :

21 Q Mais il y avait pas une audience qui était
22 prévue, le vingt-deux (22) mai, quelque chose,
23 c'était quand même assez...

24 R «Vingt-deux (22) mai»...

25 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 68 -

1 pour M. Alain Laplante :
2 Il était déjà en mandat l'avocat, là, c'est ça
3 la nuance.

4 **LE TÉMOIN :**

5 R Il était déjà mandaté.

6 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

7 pour M. Alain Laplante :
8 Jamais... jamais le maire a dit : «On veut
9 pas... - je veux pas que la Ville soit
10 représentée par avocat», c'est pour ça qu'on
11 les a pas admis les... la formulation de ces
12 paragraphes-là.

13 Jamais il a dit : «Ben, je vais... je
14 vais... je vais m'arranger pour qu'il y ait
15 pas d'avocat qui vous représente», t'sais,
16 c'est absurde, là.

17 Ce qu'il... ce qu'il dit...

18 **LE TÉMOIN :**

19 R La Ville est déjà représentée.

20 Q ... c'est une question de... de... de... de...
21 qualité/prix, là, en d'autres termes, il
22 questionne le coût de cet exercice-là, pas...

23 R Et là, c'est un mandat...

24 Q ... le droit ou non d'être représenté.

25 Dans la même veine, d'ailleurs, de... tes

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 69 -

1 demandes de vérification, de... ç'a... ç'a
2 coûté combien les... les... les dossiers
3 judiciaires dans... pour la Ville, là, c'est
4 la même - le même esprit!

5 R Puis le... le... la résolution qui est
6 proposée, c'est un chèque en blanc, un chèque
7 en blanc, un mandat ouvert!

8 Regardez, mettez-en de l'argent, il y en
9 a aucun problème!

10 L'objectif est politique; l'objectif
11 c'est pas l'intérêt des citoyens.

12 Ce qu'on veut c'est de m'empêcher
13 d'effectuer mon - mes pouvoirs de surveillance
14 et d'enquête sur ce qui se passe à la Ville.

15 **M^e NAOMI GUNST**

16 pour la Commission :

17 Q Hum, hum.

18 R Puis là... là, vous faites - vous avez un
19 faible échantillonnage de ce qui se passe à la
20 Ville de Saint-Jean, avec ces quelques
21 épisodes-là, parce que, en parallèle, il y a
22 des... ils mettent des embûches sur tout, là,
23 sur la... le... l'aménagement de la salle, sur
24 un paquet de... un paquet de... de niaiseries,
25 sur... des... des...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 70 -

1 Actuellement, ce matin même, là, il y a
2 toute une joute politique qui se joue, là,
3 pour... par rapport à... une convocation d'une
4 séance extraordinaire du conseil municipal où
5 le - dans la loi, c'est le maire qui décide
6 quels points - les... les... les... - monsieur
7 Berthelot me demande de convoquer une séance
8 extraordinaire, pour pouvoir accélérer...
9 euh... un autre dossier, là, le changement de
10 zonage d'un terrain puis...

11 J'ai mis mon veto sur... sur trois (3)
12 résolutions à la dernière séance puis là, ils
13 veulent casser mon veto, ça fait qu'ils ca...
14 ils convoquent une... une séance
15 extraordinaire pour casser mon veto puis de
16 pas attendre à la réunion du mois de février,
17 mais de la casser la semaine prochaine.

18 Ça fait que j'accepte la demande de...
19 de... de... de... de convoquer une séance
20 extraordinaire pour casser mon veto, je suis
21 bon joueur, là, je sais qu'ils... je sais que
22 monsieur Berthelot va - peut obtenir les
23 signatures si... s'il le souhaite, ça fait que
24 j'accepte de convoquer pour casser mon veto.

25 J'ajoute une autre résolution afin de

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 71 -

1 demander au Directeur général des élections de
2 faire enquête sur des manoeuvres électorales
3 qui s'est déroulées à la dernière élection
4 parce qu'il y a eu des nouvelles à Saint-Jean
5 où l'équipe Fecteau, l'équipe du groupe de
6 monsieur Berthelot aurait pas payé certaines
7 factures lors de sa dernière - lors de la
8 dernière campagne électorale.

9 Donc, je demande - je le rajoute aux
10 points à l'ordre du jour pour demander au
11 Directeur des élections de faire une enquête
12 et là, Yvan Berthelot dit : «T'as pas le
13 droit, le maire a pas le droit de rajouter, on
14 te demande de convoquer une séan... une séance
15 extraordinaire sans ajouter de point et là,
16 redemande au greffier de convoquer une autre
17 séance extraordinaire, une (1) heure avant la
18 séance que, moi, j'ai convoquée.»

19 C'est de l'enfantillage, là, c'est que de
20 l'enfantillage!

21 Donc... c'est ça, ce que je vous dis
22 c'est que tout ça c'est... c'est quelques
23 événements, dans tout le... le merdier
24 politique dans lequel je me trouve
25 actuellement, là.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 72 -

- 1 Q Hum, hum.
- 2 Ah, je comprends que c'est pas facile.
- 3 R Ça, c'est clair!
- 4 Q O.K.
- 5 Donc là, il y a le... le... - on est
- 6 rendu où dans la chronologie des événements?
- 7 En fait, c'est ça, il y a les
- 8 négociations du trente (30) mai, ça, on l'a
- 9 vu.
- 10 Donc, le quatre (4) juin, ensuite, il y
- 11 a la séance - excusez - la séance plénière où
- 12 maître Synnott vient discuter, là, des
- 13 négociations...
- 14 R Ben oui.
- 15 Q ... du trente (30) mai.
- 16 R Nous, on s'est ren... - l'avocat de la Ville
- 17 avec l'avocat de Guy Grenier ont signé un
- 18 document devant le juge Castonguay la... le
- 19 trente (30) mai.
- 20 Le quatre (4) juin, c'est une formalité
- 21 puis ça, c'est comique aussi parce que le
- 22 greffier, le lendemain, me fait... me fait
- 23 parvenir - c'est pas comme si c'était un
- 24 dossier anodin, là, tout le monde suit ce
- 25 dossier-là à Saint-Jean, là, il y a pas de

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 73 -

1 doute, là - le lendemain de la convocation
2 le... le trente et un (31), le greffier me
3 fait parvenir - parce que moi, j'ai - eux, ils
4 veulent - ils modifient aussi le Règlement de
5 régie interne pour que le maire ne soit plus
6 consulté dans l'élaboration du... de l'ordre
7 du jour, c'est dans la loi, là, c'est le maire
8 qui... qui... qui confectionne les ordres du
9 jour du conseil mais là, eux modifient le
10 Règlement de régie interne pour empêcher
11 (inaudible) de parler, en tout cas, il y a
12 plein d'autres... d'autres... d'autres
13 batailles, là, mais entre autres aussi pour
14 que le greffier ait le mandat de faire les
15 ordres du jour sans le maire.

16 Ça, c'est une aberration, là, il faudrait
17 que j'aille à la Cour pour me battre contre la
18 Ville, contre le Règlement de régie interne,
19 mais avec quel argent?

20 Comment je fais?

21 Je vais payer avec mon argent personnel
22 pour aller en Cour contre la Ville pour faire
23 reconnaître la Loi des cités et villes?

24 C'est... c'est... c'est une aberration,
25 là.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 74 -

1 Puis en tout cas, bref, ils veulent...
2 ils veulent le... le... le... le trente et...
3 le... le trente et un (31) mai, le greffier me
4 fait parvenir l'ordre du jour, il y a pas de
5 point par rapport à... entériner l'entente
6 signée avec l'employé 0789, ça fait que là,
7 j'y ai retourné un courriel : «Allô François,
8 je dis, t'as oublié l'autre point, j'ai dit,
9 retourne-moi l'en...»

10 Moi, j'avais dit, là : «Dorénavant, les
11 ordres du jour, je veux les... je veux les
12 voir puis je veux... je veux les approuver.»

13 Ça fait que là, il me l'envoie comme j'y
14 avais demandé - aujourd'hui, il me les envoie
15 "pus", là, en passant - mais le... le... - là,
16 j'y demande, j'y dis : «Rajoute - il manque un
17 point, rajoute un point : entente avec
18 l'employé 0789, t'sais, comme le juge a dit
19 hier, là.»

20 Ça fait qu'il... il retourne en faisant
21 un "reply to all" à tous les conseillers, il
22 dit : «Bon, voici, on a rajouté tel point, là,
23 pour se conformer à l'exigence du juge
24 d'hier», là, t'sais, il justifie auprès des
25 neuf (9), là, que... pourquoi il a ajouté ce

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 75 -

1 point-là.

2 Et là, le quatre (4) juin, ben, c'est une
3 formalité, là, le conseil entérine l'entente
4 signée puis ça coûte X - je sais pas si je
5 peux dire le montant! - c'est moins que ce
6 montant-là, le... le... - ça coûte X, la
7 bataille est finie, la bataille est finie.

8 Le chef de cabinet renonce à son droit
9 d'emploi, moi, j'ai "pus" de chef de cabinet,
10 on vient de stopper l'hémorragie.

11 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

12 pour M. Alain Laplante :

13 Q Ç'a été annoncé devant le juge, là, je veux
14 dire, c'est un engagement de l'avocat de la
15 Ville qui dit : «C'est beau, c'est réglé, on
16 va entériner.»

17 Ça fait que... comme il dit très bien...

18 R C'est ça.

19 Q ... c'était supposé d'être très simple et
20 terminé, cette saga-là, le quatre (4) juin,
21 là.

22 R Et là, le quatre (4) juin, monsieur Synnott
23 est même pas à l'ordre du jour, on m'informe à
24 la dernière minute ou je le vois là qu'il...
25 il veut parler au plén... - il veut parler au

1 conseil.
2 Là, il me demande de sortir.
3 «M'a sortir pourquoi?
4 Je suis le maire de la Ville, je vous
5 informe, là.
6 C'est qui le... c'est qui le premier
7 magistrat de cette municipalité-là?»
8 Et là, lui dit : «Ben, je veux pas parler
9 en présence de la partie adverse.
10 - La partie adverse?
11 Moi, je suis... je suis contre la Ville,
12 moi?»
13 Ça fait que je refuse de sortir de là :
14 «C'est quoi... c'est quoi le problème?
15 - On veut parler de stratégie.
16 - De quelle stratégie?
17 On a une entente à entériner.»
18 Ça fait que, finalement, eux avaient
19 stratégiquement imaginé la chose où ils
20 rejetaient l'entente et là, quand on... on
21 adopte la résolution le soir même, le quatre
22 (4) juin, ils rejettent l'entente signée avec
23 - ils le font deux (2) fois, d'ailleurs, ils
24 le font le quatre (4) juin, ils votent une
25 ré... - ils votent contre la résolution pour

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 77 -

1 entériner puis dans leur résolution la fois
2 d'après, ils... ils rejettent une deuxième
3 fois l'entente, je sais pas pourquoi, mais...

4 Et là, ils... ils... ils rejettent une
5 deuxième fois l'entente du trente (30) mai et
6 ils exercent la clause...

7 **M^e NAOMI GUNST**

8 pour la Commission :

9 Q En fait, ils exerçaient un droit de veto, je
10 pense...

11 R Après, oui.

12 Mais ils l'ont fait deux (2) fois, là.

13 Après ça... c'est le quatre (4) -
14 attendez...

15 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

16 pour M. Alain Laplante :

17 Q Quatre (4) juin.

18 R ... c'est l'autre... j'ai trop d'affaires...

19 ... euh... quatre (4) juin, c'est ça,
20 donc là, le groupe des neuf (9) rejette
21 l'entente hors Cour et là, en séance
22 extraordinaire le onze (11) juin, les neuf
23 (9), ils votent une autre résolution afin -
24 là, dans cette résolution-là du onze (11)
25 juin, ils viennent rejeter une deuxième fois

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 78 -

1 l'entente du trente (30) mai puis ils viennent
2 congédier une cinquième fois Guy Grenier.

3 Je mets mon veto puis, le dix-huit (18)
4 juin, ils recassent mon veto puis ils votent
5 pour une sixième fois le... ils congédient une
6 sixième fois de suite, le dix-huit (18) juin,
7 Guy Grenier.

8 Q Je veux juste être sûre que c'est bien clair.

9 Quand maître Synnott te demande de sortir
10 de la salle, es-tu au courant qu'ils...

11 R Non.

12 Q ... ils l'entérineront pas l'entente?

13 R Non.

14 Q Qu'il y a "pus" d'entente.

15 M^e NAOMI GUNST

16 pour la Commission :

17 Q O.K.

18 ... O.K.

19 R La... la... la plainte d'Yvan Berthelot, là,
20 ce qui est en bleu, là... ce qui est en bleu,
21 là, c'est pas vrai, c'est des mensonges, ce
22 qui est en bleu, c'est pas vrai.

23 Première phrase... première phrase, une
24 lettre signée par les neuf (9), première
25 phrase :

1 **«Le maire de la Ville de Saint-**
2 **Jean-sur-Richelieu, M. Alain**
3 **Laplane et M. Guy Grenier sont des**
4 **amis d'enfance.»**

5 C'est même pas vrai, c'est complètement
6 faux.

7 Guy Grenier et moi, on a une relation
8 professionnelle, on est des... des collègues
9 politiques, on a été à la même école
10 secondaire, nous n'étions même pas des amis à
11 ce moment-là.

12 On a été au cégep, au même cégep en même
13 - on est de la même cohorte, la même année,
14 là, on a été au cégep, au même cégep en même
15 temps, nous n'étions pas des amis.

16 On s'est rejoints à la dernière session
17 de la dernière année du cégep dans le club
18 politique du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu
19 et là, on... on... on assistait aux mêmes
20 rencontres, parlement étudiant puis on s'est
21 comme côtoyés là et, un pur hasard, Guy
22 Grenier et moi, on s'était inscrits au bac en
23 économie à Sherbrooke, donc on... on a su à ce
24 moment-là, à la dernière session, c'était déjà
25 fait, on s'était inscrits préalablement :

1 «Qu'est-ce tu fais, toi, l'année prochaine?

2 - Ah, je m'en vais à Sherbrooke en

3 économie.

4 - Ah, ben, moi itou, je m'en vais à

5 Sherbrooke en économie!»

6 Et on commence à faire de la politique

7 ensemble, on a de l'intérêt politique commun

8 et on a passé - on... on a fait de la

9 politique, on a été dans le même cercle d'amis

10 à l'université, on n'est pas des amis

11 d'enfance, on dirait, pour dire, des amis

12 d'université, peut-être, ça, ça serait vrai,

13 pas des amis d'enfance.

14 Et puis Guy Grenier et moi, on a eu un

15 imbroglio à la fin de... de... de notre

16 université puis les dix (10) années qui ont

17 suivi, on s'est pas parlé, on avait le même

18 cercle d'amis universitaires où on allait à...

19 deux (2), trois (3) fois par année, on avait

20 des "partys", mais on se parlait pas, c'est

21 parce qu'on... on a été en chicane dix (10)

22 ans.

23 Ça fait que quand on me dit «je suis un

24 ami d'enfance», arrêtez, là!

25 Et on s'est rejoints par la suite, quand,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 81 -

1 moi, j'ai commencé en... quand j'ai eu...
2 quand j'ai été élu, en deux mille neuf (2009)
3 comme conseiller municipal avec le maire
4 sortant, monsieur Dolbec, j'ai eu des petits
5 imbroglios avec le maire relativement à
6 l'UPAC, relativement à la collusion, il y a eu
7 des contrats, l'UPAC est descendue à Saint-
8 Jean puis il y a eu des... des arre... des
9 arrestations.

10 D'ailleurs, avant Noël, il y a des gens
11 qui ont - Civbec, là, ils ont fait de la
12 prison, là, ils ont été condamnés, là, dans...
13 dans ce dossier-là.

14 La Municipalité - des dossiers analysés
15 par l'UPAC estimait, il y avait trois (3) ou
16 quatre (4) contrats, là, estimait que la Ville
17 s'était fait voler pour trois millions de
18 dollars (3 000 000 \$).

19 Indépendamment de la - indépendamment -
20 j'ouvre une petite parenthèse - indépendamment
21 de la... de la... de la cause devant...
22 criminelle, là, de collusion, la Municipalité
23 a entrepris des... des poursuites - des
24 procédures judiciaires pour récupérer le trois
25 millions (3 000 000 \$) civilement auprès des

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 82 -

1 entreprises.

2 Ça, ça se déroule comme dans le premier
3 mandat, là, de deux mille trois (2003) - de
4 deux mille neuf (2009) à deux mille treize
5 (2013).

6 En deux mille treize (2013), moi, je me
7 présente à la mairie.

8 Là, j'ai eu - c'est ça - j'ai eu des
9 imbroglios avec - parce que je dénonce des
10 choses, je vois des choses, je lève des
11 drapeaux, le maire m'aime pas, le maire, il
12 aimait mieux que je pose pas de questions, que
13 je soulève pas de points.

14 Le maire me poursuit civilement pour deux
15 cent mille (200 000 \$), bref, ça, ça s'est
16 réglé, mais c'est dans cette bataille-là où le
17 maire me poursuivait pour deux cent mille
18 dollars (200 000 \$) pour diffamation, que là,
19 Guy Grenier, on s'est... on s'est retrouvés,
20 c'est là, quand il a vu que j'étais dans la
21 "marde" puis que là, on... on s'attaquait à...
22 à celui qui... qui dénonçait des choses,
23 finalement, il est comme - Guy, c'est un gars
24 de communication, c'est un gars... un gars qui
25 est politique, c'est un gars de communication

1 et là, il m'a prêté mainforte pendant cette
2 période-là puis là, quand je me suis présenté
3 à la mairie, deux (2) ans plus tard, il était
4 dans mon organisation.

5 Guy, c'est mon responsable de
6 communications, c'est un gars stratégique, un
7 gars de... qui sait écrire, qui est capable de
8 faire des communiqués de presse.

9 Puis... ça fait qu'il... il se présente
10 avec moi en deux mille treize (2013) puis on
11 s'est suivis depuis ce temps-là, sur un plan
12 professionnel.

13 Il est pas venu à mon mariage, j'ai pas
14 été à son mariage, le... le... je suis pas le
15 parrain de ses enfants, il est pas le parrain
16 de mes enfants.

17 J'ai... j'ai été manger chez Guy, la
18 première fois de ma vie, à l'automne dernier.

19 J'avais jamais été manger chez Guy
20 avant... euh... Guy vit des moments
21 difficiles, vous en conviendrez, il se bat
22 contre - c'est David contre Goliath, là, ça
23 fait que quand il m'a invité, cet été, au
24 moment des... des... des... de la re... - il
25 recueillait son jardin puis... il a fait une

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 84 -

1 petite - un petit souper, un petit événement
2 avec son... l'automne puis la... la... la
3 cueillette du jardin, j'ai ju... jugé bon d'y
4 a... d'aller là pour le supporter, t'sais.

5 Et puis... ça fait que... ça fait que
6 c'est où que je m'en allais avec ça?

7 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

8 pour M. Alain Laplante :

9 Q T'étais sur les faussetés de... de la
10 déclaration de (inaudible).

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 Q La demande d'enquête.

14 R Euh... oui, ça fait que c'est ça.

15 Ça fait que... quand... quand Guy
16 Grenier, puis je veux... regardez, tout...
17 tout ce qui est en bleu, c'est pas vrai, là,
18 ça fait que quand je vois que les neuf (9)
19 élus signent une telle lettre, je me demande
20 où est le... le... où est l'intérêt de la
21 Ville, là.

22 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

23 pour M. Alain Laplante :

24 Q Je vais vous donner ma copie de la
25 transcription, ça va être plus rapide, juste -

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 85 -

1 j'ai revérifié, il y a juste un... une petite
2 note sur le dessus qui est sans...

3 R Transcription de?

4 De...

5 Q De l'audition du trente (30) mai, là, ça va
6 être bien important que vous puissiez voir
7 qu'est-ce qui s'est passé cette journée-là, ça
8 explique bien des choses.

9 **M^e NAOMI GUNST**

10 pour la Commission :

11 O.K.

12 **LE TÉMOIN :**

13 R Ça, c'est pas celle de Riopel.

14 Q Oui.

15 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

16 pour M. Alain Laplante :

17 R Ça, c'est...

18 Q Celle de Riopel, oui.

19 R Fait que... fait que c'est ça.

20 **M^e NAOMI GUNST**

21 pour la Commission :

22 Q O.K.

23 Là - j'essaie de voir où on est rendu...

24 R On était rendu au quatre (4) juin... oui,
25 c'est ça...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 86 -

- 1 Q (Inaudible).
- 2 R ... ça fait que là, eux votent... votent
- 3 contre l'entente... ils... ils réussissent
- 4 toujours à me surprendre... euh...
- 5 Q Là, après ça, il y avait la question, là,
- 6 du... de la demande de la séance
- 7 extraordinaire.
- 8 R Laquelle?
- 9 Q Celle du... en fait, vous avez la demande
- 10 le... - c'était-tu le sept (7)? - le sept (7)
- 11 juin - non, vous, vous avez fait une demande à
- 12 monsieur François Lapointe le sept (7) juin
- 13 puis là, selon les faits qu'on a, il y a eu -
- 14 ah, c'est ça, il y a eu une demande des
- 15 conseillers le six (6) juin - ah, excusez,
- 16 c'est le point 37, dans le fond.
- 17 R Ah, ça, c'est la... c'est la fameuse ordre du
- 18 jour de dix-huit heures (18 h)...
- 19 Q Oui, c'est ça.
- 20 R Ah oui, oui, oui.
- 21 Q Pouvez-vous m'expliquer un petit peu le
- 22 contexte de ces deux (2)... de ces deux (2)
- 23 séances-là, de la fixation de ces deux (2)...
- 24 R C'est... c'est de l'enfantillage, c'est...
- 25 c'est complètement loufoque.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 87 -

1 On... on a-tu le... le texte de leur...
2 leur résolution à eux...
3 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
4 pour M. Alain Laplante :
5 Q Oui.
6 R ... l'ordre du jour du...
7 Q Qui est très, très longue, là.
8 R ... qui est très, très longue, là?
9 Q On le voyait dans les...
10 R Euh... c'est la pièce - leur pièce - leur
11 demande...
12 Q Va à 40, 40, tu l'as.
13 Tu vois-tu 40, "**Résolution pour se**
14 **prévaloir...**"
15 **M^e NAOMI GUNST**
16 pour la Commission :
17 Q Des pièces.
18 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
19 pour M. Alain Laplante :
20 Q "**... de la (inaudible)...**"
21 R Non, non, mais... non, mais c'est le texte...
22 attends un peu, là, 40...
23 **M^e NAOMI GUNST**
24 pour la Commission :
25 Q La pièce 30, ça se peut-tu?

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 88 -

1 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

2 pour M. Alain Laplante :

3 Tu vois le titre, là...

4 **M^e NAOMI GUNST**

5 pour la Commission :

6 Q 030.

7 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

8 pour M. Alain Laplante :

9 Q ... **"Résolution..."**

10 R O.K.

11 Oui, c'est ça.

12 **"... permettant..."**

13 **M^e NAOMI GUNST**

14 pour la Commission :

15 Q Ah non, c'est pas ça.

16 R **"Résolution afin de se prévaloir de l'article**
17 **(inaudible)".**

18 O.K.

19 Eux, ils - le... le... le... le... le six
20 (6) juin - aïe, merci! - le six (6) juin,
21 c'est ça, sept (7) conseillers municipaux me
22 demandent une rencontre extraordinaire pour le
23 onze (11) juin, à dix-huit heures (18 h) et
24 là, ils me demandent - c'est dans... on a...
25 on a le courriel, là, ça, ça peut être déposé

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 89 -

1 s'il est pas dé... déjà déposé, mais :

2 *«Bonjour, Monsieur le Maire,*
3 *On aimerait ça avoir une - convoquer*
4 *une séance extraordinaire afin de*
5 *voter une résolution pour se*
6 *prévaloir de l'article 16 du contrat*
7 *de Guy Grenier, numéro 0789, afin de*
8 *permettre paiement de l'employé des*
9 *sommes globales équivalant à six*
10 *mois de salaire, majoré des*
11 *avantages sociaux et la deuxième -*
12 *et des avantages sociaux.»*

13 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

14 pour M. Alain Laplante :

15 Q (Inaudible).

16 R Oui, c'est ça, les avantages sociaux, c'est
17 ça.

18 **M^e NAOMI GUNST**

19 pour la Commission :

20 Q (Inaudible) j'ai pas la... le bon document!

21 R Fait que moi, je dis : «D'accord.»

22 Je suis bon joueur, là, comme... comme ce
23 matin, là, je convoque la rencontre comme ils
24 me demandent, là, ils viennent d'en convoquer
25 une deuxième une (1) heure avant, là, c'est...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 90 -

1 c'est de l'enfantillage.

2 Là, je... je convoque le - j'envoie une
3 lettre au greffier : «Voici, j'ai reçu une
4 demande des sept (7) puis voici, convoque une
5 séance à l'heure qu'ils me demandent, le... le
6 onze (11) à dix-huit heures (18 h), comme ils
7 me le demandent.»

8 Et il y a eu un seul point à la... un
9 seul point à l'ordre du jour, c'est «contrat
10 de travail de Guy Grenier».

11 Contrat de travail de Guy Grenier, là,
12 ça, c'est un résumé de résolution pour se
13 prévaloir de l'article 16 du contrat de
14 travail de l'employé numéro 0789 afin de se
15 prévaloir...

16 C'est pas le contrat de travail de Guy
17 Grenier, c'est - mettons que c'est la - le
18 contrat de travail de l'employé 0789, me
19 semble, là.

20 **UNE VOIX FÉMININE :**

21 Vous l'avez donné, ça?

22 **LE TÉMOIN :**

23 R Oui, me semble.

24 **M^e NAOMI GUNST**

25 pour la Commission :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 91 -

1 Q Euh...

2 R (Inaudible).

3 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

4 pour M. Alain Laplante :

5 Q Oui - ben non, c'est «contrat - regarde -
6 contrat de travail de Guy Grenier»...

7 R Non, mais ça, c'est Guy Grenier, mais va
8 chercher dans le document, je pense que c'est
9 écrit «contrat de travail de l'employé 0789».

10 Q Ah oui?

11 Ça serait même pas lui spécifiquement?

12 R Ça serait même pas fait... ça serait même pas
13 exact.

14 **M^e NAOMI GUNST**

15 pour la Commission :

16 Q Bon.

17 Le... le... le titre, là, à la séance
18 extraordinaire.

19 R Non, non, mais - oui, oui...

20 Q Non, c'est pas ça?

21 R Oui, c'est ça.

22 Ben, regarde, c'est ça, la preuve.

23 Q Oui.

24 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

25 pour M. Alain Laplante :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 92 -

- 1 Q Lui... lui, il a fait un résumé...
- 2 R Oui.
- 3 Q ... c'est ça.
- 4 R Il y a une petite erreur...
- 5 Q Oui.
- 6 R ... il y a une petite coquille au 38, là, à la
- 7 résolution, 38, là, c'est pas... c'est pas
- 8 «contrat de travail de Guy Grenier», c'est
- 9 «contrat de travail de l'employé 0789».
- 10 Q Pour résumer, finalement, ce qu'il te
- 11 demandait, là.
- 12 R Ça fait que «contrat de travail de Guy
- 13 Grenier», là... - sauf que dans leur tête, là,
- 14 eux autres pensent que je veux entériner
- 15 l'entente avec Guy Grenier.
- 16 C'est écrit où, ça?
- 17 **UNE VOIX FÉMININE :**
- 18 Nulle part.
- 19 **LE TÉMOIN :**
- 20 R C'est écrit où?
- 21 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
- 22 pour M. Alain Laplante :
- 23 Q Bien, c'est...
- 24 R Le point.
- 25 Q ... ce qui a été dit, là...

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 93 -

1 R C'est ce qui a été dit dans leur tête, ce
2 qu'ils disent, là, mais le point c'est pas
3 «entente avec Guy Grenier», le point c'est
4 «contrat de travail de Guy Grenier» parce
5 qu'eux autres veulent exercer le... l'article
6 16 du contrat de Guy Grenier.

7 Ça fait qu'eux autres, ils me... ils me
8 disent dans leur texte, dans leur courriel :
9 «Je veux une réunion pour adopter une
10 résolution pour se prévaloir de l'article
11 tatata-tatata-tata.»

12 Moi, je dis : «O.K., on la convoque puis,
13 monsieur le greffier, on a juste un seul point
14 puis c'est contrat de travail de Guy Grenier»,
15 pour qu'ils adoptent leur foutue résolution de
16 "marde" qui fait pas mon affaire.

17 Mais on doit respecter la démocratie, je
18 suis dans la "marde" puis c'est... je vis dans
19 un contexte difficile, mais savez-vous quoi?

20 Les électeurs ont voté pour ces
21 conseillers-là puis on doit respecter la
22 démocratie.

23 **M^e NAOMI GUNST**

24 pour la Commission :

25 Q Donc, quand vous l'avez convoquée, c'était le

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 94 -

- 1 même objet que... que...
- 2 R Ben oui.
- 3 Q ... eux autres, ce qu'ils demandaient.
- 4 R Mais là, eux autres, ils ont pris panique, ils
- 5 ont convoqué une autre réunion une (1) heure
- 6 avant - une demi-heure (1/2) avant.
- 7 C'est de l'enfantillage.
- 8 Ça fait qu'on a fait la réunion une demi-
- 9 heure (1/2) avant puis, après - puis, ça,
- 10 c'est une autre affaire parce que le... le
- 11 greffier a convoqué ça sans mon consentement.
- 12 Ça, ç'a été une autre question, aussi,
- 13 là.
- 14 C'est... c'est le maire qui convoque les
- 15 assemblées extraordinaires et là, le greffier
- 16 a convoqué ça sans mon consentement, pour la
- 17 même raison, sans me consulter.
- 18 Puis même plus...
- 19 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
- 20 pour M. Alain Laplante :
- 21 Q En fait, s'il te l'avait demandé, il en a pas
- 22 besoin, c'est exactement ça que... que je veux
- 23 qu'on fasse!
- 24 R Yvan Berthelot, là, c'est pas mon ami, on se
- 25 parle pas, là, beaucoup, là - attendez, Yvan

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 95 -

1 Berthelot... Yvan Berthelot... euh...
2 regardez, j'ai... j'y ai texté le vingt-cinq
3 (25) juillet dernier relativement à un citoyen
4 qui voulait y parler.

5 Il m'envoie... - ça, ça date du sept (7)
6 juin - son - ça, c'est mon... il m'en... il
7 m'envoie un... un texto dans lequel il me
8 dit : «Là, j'ai vu que t'avais convoqué une
9 séance extraordinaire, j'ai vu...»

10 Ben, je vous laisse le lire, là.

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 Q Euh... est-ce que vous voulez que je le lise à
14 voix haute ou...

15 R Oui, tu peux faire ça, oui, c'est une bonne
16 idée.

17 Q O.K.

18 **«Bonjour Alain,**

19 **Je n'ai pas eu de retour d'appel. Je**
20 **t'avise donc qu'à défaut de recevoir**
21 **une confirmation d'ici 8 h demain**
22 **matin que la demande d'assemblée**
23 **extraordinaire est acceptée telle**
24 **quelle.»**

25 **«Bonjour Alain,**

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 96 -

1 ***Je n'ai pas eu de retour d'appel...***
2 R (Inaudible).
3 Q O.K., c'est la même chose.
4 R Parce qu'il a... il a...
5 Q C'est la même chose.
6 R C'est parce qu'il a comme envoyé par erreur
7 son courriel trop vite, là.
8 Q Ah, O.K.
9 ***«... va être acceptée telle quelle,***
10 ***sinon je considérerai comme quoi***
11 ***elle est refusée. Oublie le message***
12 ***précédent incomplet.***
13 ***Merci!»***
14 R Non, mais parce que c'est la suite qui est
15 intéressante.
16 Là, il me dit - là, j'y dis :
17 ***«Désolé, je suis à l'extérieur de***
18 ***la ville et j'ai pas encore écouté***
19 ***ton message.»***
20 Parce qu'il m'avait laissé un message
21 vocal, ça fait que je l'avais pas... j'avais
22 pas encore répondu.
23 Là, je l'informe :
24 ***«J'ai convoqué ce matin une***
25 ***assemblée extraordinaire pour***

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 97 -

1 *lundi, 18 h. François Lapointe*
2 *devrait vous aviser aujourd'hui,*
3 *j'imagine que ça sera - devrait*
4 *vous aviser aujourd'hui, j'imagine*
5 *que ce sera fait demain, pour ce*
6 *qui est de l'envoi... l'envoi par*
7 *huissier.»*

8 Parce qu'avec une séance extraordinaire,
9 il y a des frais associés, faut convoquer par
10 huissier.

11 Là, il me dit :

12 *«Oui, mais c'est celle que l'on a*
13 *convoquée?»*

14 Tu fais - *«Oui, mais celle que l'on a*
15 *convoquée, tu fais quoi?»*

16 Ben là, premièrement, c'est pas lui qui
17 convoque, c'est le maire qui convoque les
18 assemblées extraordinaires.

19 Là, j'y dis :

20 *«C'est le maire qui convoque.»*

21 Il dit :

22 *«Donc, tu refuses la nôtre telle*
23 *que demandée?»*

24 Là, j'y dis :

25 *«Lis mes messages précédents.»*

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 98 -

1 Les messages précédents, j'y dis que j'ai
2 convoqué ce matin, comme il avait demandé, à
3 dix-huit heures (18 h), comme il avait
4 demandé.

5 Ça fait que là, il dit :

6 **«Oui, mais je comprends que tu**
7 **convoques une assemblée différente**
8 **de celle que l'on a demandée.»**

9 Ben, je dis :

10 **«Qu'est-ce qui te fait dire ça?»**

11 Il dit :

12 **«L'ordre du jour.»**

13 J'ai dit :

14 **«As-tu vu l'ordre du jour?»**

15 Il me dit :

16 **«Ben, j'ai parlé au greffier,**
17 **aujourd'hui, tu semblais vouloir**
18 **une autre assemblée.»**

19 J'y dis :

20 **«Sois patient, tu devrais recevoir**
21 **la convocation demain par huissier,**
22 **tu pourras proposer la résolution**
23 **que tu souhaites.»**

24 Je répète :

25 **«Sois patient, tu devrais recevoir**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 99 -

1 **la convocation demain par huissier,**
2 **tu pourras proposer la résolution**
3 **que tu souhaites.»**

4 Il me répond :

5 **«Merci!**

6 **Bonne soirée!»**

7 Puis il convoque une autre assemblée pour
8 une demi-heure (1/2) avant!

9 Voyons! Voyons!

10 Q Hum, hum.

11 O.K.

12 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

13 pour M. Alain Laplante :

14 C'est pour ça d'ailleurs qu'on n'a pas accepté
15 39 tel que rédigé parce que c'est faux de
16 prétendre que l'intention de monsieur le maire
17 c'était de faire entériner l'entente du trente
18 (30) mai à cette assemblée!

19 **M^e NAOMI GUNST**

20 pour la Commission :

21 O.K.

22 Parfait.

23 Q Euh... le onze (11) juin, là, on parle des...
24 des... bon, des résolutions qui ont été
25 adoptées.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 100 -

1 Le treize (13) juin, comité exécutif...
2 ça, c'était l'adoption de... de résolutions
3 aussi, le treize (13) juin, par le comité
4 exécutif, la pièce 35.

5 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

6 pour M. Alain Laplante :

7 C'est en lien avec la... le mandat donné,
8 là...

9 **M^e NAOMI GUNST**

10 pour la Commission :

11 Par rapport à la fin d'emploi de monsieur
12 Grenier puis la mandat - le mandat donné à...
13 à Fasken Martineau.

14 **LE TÉMOIN :**

15 R Mais c'est toute la nuance, là, qu'on veut
16 apporter, là, par rapport à... la fin de
17 mandat de... on désaccord au mandat - c'est
18 pas - on n'a pas un désaccord face au mandat
19 de Fasken et Martineau, là, c'est pas ça qu'on
20 a contesté, là.

21 Les résolutions, on les a, 74, 75, là.

22 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

23 pour M. Alain Laplante :

24 Q Oui.

25 R Chef de cabinet du maire, elle dit quoi, elle?

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 101 -

- 1 Q (Inaudible).
- 2 R Séance exécutif, séance ordinaire... la 74...
- 3 paquet de considérants... donc :
- 4 *«Une résolution donnant avis au*
- 5 *conseil municipal que la résolution*
- 6 *du 4 juin va à l'encontre des*
- 7 *intérêts de la Ville et constitue*
- 8 *un manque de respect à l'égard de*
- 9 *la Cour supérieure du Québec.»*
- 10 Ça, c'est la résolution 74.
- 11 Puis l'autre, la Fas... la Fasken :
- 12 *«Considérant les sommes très*
- 13 *importantes déjà engagées par la*
- 14 *Ville auprès de ce cabinet et le*
- 15 *taux horaire de l'avocat en charge*
- 16 *du dossier;*
- 17 *Considérant que le conseil municipal*
- 18 *n'a pas fixé limite financière - de*
- 19 *limite financière à ce mandat;*
- 20 *Considérant qu'il est de saine*
- 21 *pratique pour un conseil municipal*
- 22 *de fixer des limites financières*
- 23 *pour chacun des mandats qu'il*
- 24 *attribue;*
- 25 *Le conseil municipal propose de*

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 102 -

1 *donner avis au conseil municipal que*
2 *la résolution mandatant la firme*
3 *Fasken n'est pas conforme aux*
4 *pratiques de saine gestion*
5 *financière publique et que pour*
6 *cette raison d'en référer à la*
7 *Commission municipale du Québec.»*

8 Ça fait que de dire que je ne suis pas
9 d'accord avec l'octroi de contrat de Fasken,
10 c'est de... - c'est - on aimerait nuancer, là.

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 Q O.K.

14 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

15 pour M. Alain Laplante :

16 Avant - je suggérerais une petite pause...

17 **M^e NAOMI GUNST**

18 pour la Commission :

19 Oui, certainement...

20 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

21 pour M. Alain Laplante :

22 ... (inaudible).

23 **M^e NAOMI GUNST**

24 pour la Commission :

25 ... j'allais vous le... j'allais vous

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 103 -

1 l'offrir, justement!

2 Alors, on va faire une petite pause de

3 quinze (15) minutes?

4 Est-ce que vous désirez moins, plus

5 que...

6 **LE TÉMOIN :**

7 R Moi, c'est pour vous.

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 Bien, on va y aller comme le vent nous porte,

11 on va aller à la salle de bain puis... puis on

12 se retrouve ici...

13 **M^e NAOMI GUNST**

14 pour la Commission :

15 Parfait.

16 D'accord.

17 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

18 pour M. Alain Laplante :

19 ... quand on peut.

20 **M^e NAOMI GUNST**

21 pour la Commission :

22 Super!

23 Alors, je mets sur PAUSE.

24 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

25 pour M. Alain Laplante :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 104 -

1 Merci!

2 * * * *

3 - SUSPENSION DE L'ENREGISTREMENT -

4 * * * *

5 - REPRISE DE L'ENREGISTREMENT -

6 * * * *

7 **M^e NAOMI GUNST**

8 pour la Commission :

9 Onze heures et dix (11 h 10).

10 Alors, c'est reparti pour
11 l'enregistrement, il est onze heures et dix
12 (11 h 10).

13 **LE TÉMOIN :**

14 R Oui, c'est ça.

15 Donc, ce qui restait c'est les... les
16 faits liés aux manquements numéro 2, là, les
17 communiqués de presse.

18 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

19 pour M. Alain Laplante :

20 À moins que vous ayez d'autres questions sur
21 la trame factuelle, là, pour...

22 **M^e NAOMI GUNST**

23 pour la Commission :

24 Q Euh... oui.

25 Bien, en fait, je me demandais, là...

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 105 -

1 bon, tantôt, vous avez référé un peu à... à
2 une réunion que vous avez eue avec monsieur
3 Vaillancourt puis Guy - monsieur Grenier était
4 là aussi puis vous avez dit que, bon, monsieur
5 Vaillancourt, c'était... c'était l'employé de
6 la Ville, qu'il relevait de lui.

7 Là, j'essaie juste de voir le... le
8 conflit, là, je comprends que vous dites que
9 c'est... c'est... c'est politique tout ça puis
10 qu'ils ont démis monsieur Grenier pour vous
11 nuire à vous.

12 R Moi, je...

13 Q Est-ce qu'il y a un litige sur son statut, sur
14 son... c'est l'employé de qui, là?

15 R Moi, je... je...

16 Q (Inaudible).

17 R ... je ne conteste pas, puis c'est pour cette
18 raison-là qu'on... qu'on vient... on n'a... on
19 n'accepte pas le... le fait 2, là, tel quel,
20 là.

21 Je conteste pas qu'il y a un lien
22 d'emploi sur le plan administratif entre Guy
23 Grenier puis la Ville, le directeur général
24 étant le... le fonctionnaire numéro 1 de la
25 Ville, là, t'sais.

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 106 -

1 Oui, il y a un lien d'emploi, mais toute
2 la nuance, c'était au niveau du lien de... de
3 subordination, là.

4 Guy Grenier, il est au service de qui?

5 Q Hum, hum.

6 R Il est au service du maire, au service des
7 neuf (9), au service du... du directeur
8 général?

9 Oui, le... le... le chef de cabinet fait
10 un travail auprès des... auprès des... auprès
11 des... des... des... de l'ensemble des membres
12 du conseil, il discute avec eux, il fait le
13 pont, t'sais, il... il peut les consulter
14 mais, ultimement, si on émet un communiqué de
15 presse sur la protection des golfs, ben, la
16 position... son - si, moi, je lui dis :
17 «Rédige un communiqué pour... pour dénoncer ou
18 pour... ou pour inviter les citoyens à se
19 mobiliser pour la protection de leur
20 environnement de vie à eux», ben, il fait ce
21 que je lui demande, là.

22 Q Hum, hum.

23 R Même s'il est en désaccord avec une - puis je
24 vous confirme que, Guy et moi, on n'est pas -
25 on est souvent en désaccord, mais c'est pour

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 107 -

1 ça que j'aime ça travailler avec lui parce
2 qu'il challenge mes idées puis on... on
3 confronte les - il va trouver les faiblesses
4 de mes positions, il va dire : «Ben non,
5 regarde, ça marche pas ce que tu dis», tatata-
6 tata et finalement, quand je prends une
7 position publique, ben, elle a déjà été
8 confrontée puis... je suis beaucoup plus
9 solide, là, t'sais.

10 Donc... mais en bout de ligne, quand
11 j'émets un communiqué de presse, c'est pas Guy
12 Grenier qui écrit le communiqué de presse,
13 c'est moi qui écris le communiqué de presse,
14 c'est mon nom qui - oui, il peut être la
15 référence pour répondre à un journaliste puis
16 faire le lien pour organiser l'entrevue si
17 besoin il y a, là, mais... mais la prise de
18 position, c'est ma position à moi puis
19 d'ailleurs, c'est ça qui les "achale", les...
20 les neuf (9).

21 C'est que je prends des positions,
22 publiquement, qui font pas leur affaire et là,
23 eux voudraient m'empêcher de... de faire des
24 communications.

25 Mais c'est parce que je suis quand même

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 108 -

1 maire de la Ville, t'sais, j'ai été élu par
2 l'ensemble des citoyens puis je suis légitime
3 dans... dans ma fonction, là.

4 Donc si, moi, je prends une position
5 publique, ben, je prends une position
6 publique, même si le directeur général est pas
7 d'accord, même si le... le - Yvan Berthelot
8 est pas d'accord.

9 Fait que Guy Grenier est au service de
10 qui?

11 Ben, dans sa description de tâche, là,
12 c'est écrit : **"toute autre tâche demandée par
13 le maire".**

14 Fait que c'est - elle est là la nuance,
15 là.

16 Ben oui, il doit agir de façon
17 professionnelle avec le d.g. puis... puis...
18 c'est... c'est... tout le... le... le début de
19 ça, c'est suite à la - au... au... au... au
20 comportement, puis je l'ai... je...

21 Il y a de quoi qu'on n'a pas parlé, je
22 sais pas si ça vous intéresse, mais tout le
23 contexte du... du congédiement - pas du
24 congédiement, mais du... de la suspension
25 du... du directeur général.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 109 -

1 Q Je comprends que c'est dans le... dans la...
2 R Oui, dans...
3 Q ... dans le "*big picture*", là...
4 R Oui.
5 Q ... mais tout comme les raisons du
6 congédiement...
7 R Oui.
8 Q ... de monsieur Grenier...
9 R O.K.
10 Q ... qu'on revient pas là-dessus, je reviendrai
11 pas...
12 R O.K.
13 Q ... là-dessus, mais je... je...
14 R Mais donc... donc, c'est ça, c'est que lui,
15 finalement, le directeur général n'accepte pas
16 que... que Guy Grenier s'adresse à lui,
17 remette en question son comportement et là,
18 entreprend une proces... - un processus pour
19 le faire congédier, là.
20 Q Hum, hum.
21 O.K.
22 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
23 pour M. Alain Laplante :
24 Q Juste...
25 **M^e NAOMI GUNST**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 110 -

1 pour la Commission :

2 Oui.

3 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

4 pour M. Alain Laplante :

5 Q ... par question de précision, même pour ma
6 culture personnelle.

7 Est-ce que, dans l'horizon de cette
8 période-là, il y a d'autres événements qui
9 impliquent Guy Grenier vis-à-vis les
10 conseillers plaignants ou qui que ce soit
11 d'autre qui justifieraient toute cette saga-là
12 au niveau de son congédiement?

13 Il y a-tu d'autres événements à relever
14 que cette confrontation d.g./Guy Grenier?

15 R Non, non.

16 Ben, la confrontation est pas tant Guy
17 Grenier, la confrontation c'est... c'est...
18 c'est moi, c'est le comité exécutif qui adopte
19 une résolution pour mandater la... la...
20 l'analyse des frais d'avocats, c'est pas Guy
21 Grenier, là.

22 À la limite, c'est même pas le maire, à
23 la limite, c'est le comité exécutif.

24 Euh... et ça, c'est une chose et là,
25 ça... ça... la direction générale veut rien

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 111 -

1 savoir, d'ailleurs, ce mandat-là n'a jamais
2 été exécuté dans son entier.

3 La firme d'avocats qui a été mandatée a
4 reçu seulement la moitié des dossiers, il y a
5 une moitié qu'ils ont pas jamais reçue.

6 Voyant la... la non-collaboration de la
7 direction générale, l'avocat a lui-même décidé
8 d'abandonner, il dit : «Dans ces circon... -
9 je suis incapable, comme vous me donnez pas
10 les documents puis vous répondez pas à mes
11 affaires, je suis incapable d'exercer le
12 mandat pour lequel vous m'avez mandaté» et
13 l'avocat lui-même renonce à ce mandat-là.

14 Et là, moi, j'ai dénoncé ça, évidemment
15 auprès de... de la CMQ, auprès du ministre,
16 là, et on me dit que la CMQ devrait faire une
17 enquête à ce niveau-là, pour vérifier si les
18 contrats ont été donnés légalement dans le
19 passé, là.

20 Moi, comme je suis pas capable d'exercer
21 mon mandat de surveillance et d'investigation,
22 parce que le d.g. - ben, vous comprenez
23 l'aberration de la chose.

24 C'est que... c'est que le maire a le
25 pouvoir d'enquête et d'investigation mais j'ai

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 112 -

1 le droit de rien faire, c'est le d.g. qui doit
2 agir en mon nom.

3 Mais comment je fais pour enquêter sur le
4 d.g.?

5 Expliquez-moi ça.

6 Fait que lui, il me bloque de l'autre -
7 de... de ce côté-là et, en parallèle à ça, il
8 y a le... le... toute la... la... la... la...
9 la mobilisation par rapport aux terrains de
10 golf, par rapport aux... - et là, il y a... il
11 y a une joute politique qui se joue entre ceux
12 qui veulent protéger les golfs puis ceux qui
13 veulent les... les détruire.

14 Donc... et... et cette joute politique-
15 là, évidemment, Guy, il est dans le milieu de
16 cette joute-là, c'est lui qui écrit mes
17 communiqués de presse, là.

18 Ça fait qu'ils sont pas d'accord avec mes
19 communiqués de presse, ça fait qu'ils s'en
20 prennent à Guy mais, Guy, sur les communiqués
21 de presse, il écrit ce que j'y dis d'écrire.

22 Je le consulte, puis pas juste lui, je
23 consulte d'autre monde, aussi, je consulte un
24 paquet de monde, là, a... avant de prendre une
25 position, là, je fais pas... je... je...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 113 -

1 j'administre pas cette ville-là dans un...
2 dans un cocon, là, tout seul, là.

3 Puis l'intérêt du citoyen, c'est quelque
4 chose... c'est... c'est pas quelque chose
5 de... faut connaître, là, l'intérêt du
6 citoyen, faut parler aux citoyens pour savoir
7 c'est quoi les... leur intérêt, qu'est-ce
8 qu'ils veulent.

9 Donc, évidemment, je prends pas de
10 décisions dans - en vase clos, là.

11 Mais Guy, évidemment, il est mon chef de
12 cabinet puis c'est lui qui... qui écrit - qui
13 rédige, en mon nom, des communiqués, il va
14 m'en proposer, je vais y dire : «Non, je suis
15 pas d'accord» ou «Oui, celle-là, fais-moi-z-en
16 un de cette façon-là» ou «Regarde, ma position
17 ça serait plus ça» puis il... il joue un rôle
18 politique, c'est un attaché politique, c'est
19 un chef de cabinet politique du maire, son
20 rôle est politique.

21 Et aujourd'hui, on prétend qu'il a fait
22 des fautes graves, quand ça, c'est de la
23 diffamation, il a jamais fait de fautes
24 graves.

25 Ce qu'il a fait, c'est de la politique,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 114 -

1 on lui reproche de faire de la politique mais,
2 de la politique, c'est un chef de cabinet, la
3 politique, c'est pas lui qui la fait, c'est
4 moi qui la fais.

5 Mais, à la base, c'est ça qu'ils veulent,
6 ils veulent m'empêcher, moi, de faire ma
7 politique... de... de faire de la politique.

8 Mais...

9 Q J'allais dire ironiquement s'ils avaient pu
10 prétendre qu'ils pouvaient te congédier, toi
11 aussi, tu serais passé dans le tordeur!

12 R Ah non, ça, c'est clair.

13 Le... le... le soir de l'élection, le
14 cinq (5) novembre dernier - j'étais pas
15 supposé de gagner, là, moi, j'ai... j'ai... à
16 l'élection d'avant, en deux mille treize
17 (2013), j'étais arrivé troisième, le maire
18 Fecteau a gagné, l'ancien député fédéral,
19 monsieur Bachand, est arrivé deuxième, moi, je
20 suis arrivé troisième.

21 Et là, ces mêmes trois (3) candidats, là,
22 un (1), deux (2), trois (3), se représentent
23 en deux mille dix-sept (2017) puis non
24 seulement j'ai battu le maire sortant, qui -
25 mais j'ai aussi battu le maire sortant dans un

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 115 -

1 contexte de lutte à trois (3), parce que le
2 deuxième était aussi là, donc j'ai réussi à...
3 à dépasser les deux (2).

4 J'étais pas supposé de gagner, là, et le
5 soir même de l'élection, les groupes de
6 l'équipe Fecteau ont refusé de se faire
7 prendre en photo, ils ont quitté la salle
8 avant même qu'on prenne une photo des mem... -
9 des... des... comme le veut la coutume, là,
10 des... des élus là, là.

11 Ils veulent pas... ils veulent pas, ils
12 sont en maudit puis ils veulent pas que... que
13 je sois maire.

14 Et le soir de l'assermentation, une (1)
15 semaine plus tard, le lundi le treize (13)
16 novembre deux mille dix-sept (2017), si je me
17 trompe pas, Yvan Berthelot, dans sa der... -
18 dans son mot de... de nouveau - de... de
19 conseiller élu, il déclare : «Je suis orphelin
20 de maire.»

21 Regardez, ç'a commencé depuis le début.

22 Ils ont voté contre la nomination du
23 maire suppléant, ils ont voté contre la
24 nomination du comité exécutif.

25 Ils ont même... ils ont voté contre une

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 116 -

1 série de résolutions, ils acceptent pas le
2 résultat des électeurs; ça, c'est pas de ma
3 faute à moi, là, je peux rien faire, là.

4 **M^e NAOMI GUNST**

5 pour la Commission :

6 Q Oui.

7 Donc, ça, ça faisait suite à votre
8 question, dans le fond, sur... si monsieur
9 Grenier avait d'autre chose à...

10 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

11 pour M. Alain Laplante :

12 Oui, c'est ça.

13 **M^e NAOMI GUNST**

14 pour la Commission :

15 C'est ça!

16 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

17 pour M. Alain Laplante :

18 Exactement.

19 C'est quand même très grave, c'est très
20 grave parce que là on... on n'est pas dans la
21 confrontation judiciaire en Cour supérieure,
22 mais...

23 **LE TÉMOIN :**

24 R Qui ça, là?

25 Guy Grenier, oui.

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 117 -

1 Q ... c'est très particulier quand même, là,
2 comme... comme événement de... de... de jeter
3 quelqu'un dehors, là, en... en motivant les
4 conseillers à fournir des plaintes à son
5 rencontre pour monter un dossier, là, puis...
6 puis... puis ce que ça coûte à la Municipalité
7 pour les fins visées.

8 C'est très spécial, cette histoire-là.

9 En tout cas, j'avais... j'avais le goût
10 de donner un petit commentaire éditorial,
11 c'est fait, je suis... je suis soulagée!

12 R L'objectif est uniquement politique.

13 **M^e NAOMI GUNST**

14 pour la Commission :

15 Q Hum, hum.

16 R Puis, comme je vous disais, on congédie mon
17 chef de cabinet, on retire les pouvoirs du
18 comité exécutif, on me retire toute aide,
19 soutien juridique, on me poursuit civilement,
20 en... en prenant bien soin que la Ville ne
21 défende pas - ne paie pas mes... mes frais
22 d'avocats.

23 On fait une plainte aux... à la
24 Commission municipale dans le but de me rendre
25 inhabile à voter.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 118 -

1 Tout ça, c'est une joute politique, là.
2 Euh... puis - oui, c'est ça, l'autre truc
3 qui m'"achale", c'est le... c'est les...
4 les... les manquements 2...
5 Q Oui.
6 Je vais juste regarder, excusez...
7 Oui, ça, on peut aller aux manquements 2
8 puis je peu... je pourrai poser mes questions
9 après, là.
10 R Oui, oui.
11 Q Allez-y.
12 R Ben, on... on... on me reproche de... de...
13 d'émettre - d'utiliser les ressources de la
14 Ville quand j'émets un communiqué de presse.
15 Premièrement...
16 Q En fait, c'est trois (3)... trois (3)
17 communiqués de presse...
18 R Oui.
19 Ben...
20 Q ... plus précis, là...
21 R ... oui, c'est ça.
22 Q ... du premier (1er) mai puis deux (2) du huit
23 (8) mai.
24 R Ben, j'en ai fait d'autres, là, j'ai pas fait
25 juste ces trois (3)-là!

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 119 -

1 Q Oui.

2 R Mais...

3 Q Mais là, la... la plainte c'est ceux-là, là,
4 mais oui.

5 R La plainte est sur ces trois (3)-là!

6 Mais on comprend qu'eux sont pas en...
7 sont en désaccord, là, les neuf (9) sont en
8 désaccord avec le contenu de ces communiqués
9 de presse-là.

10 Le... le... le... il y a pas de... de...
11 de ressources humaines, à part Guy Grenier,
12 Guy Grenier, son contrat est... il est payé
13 à... annuellement, là, il y a pas de... il est
14 pas... il est pas calculé, même si on fait
15 beaucoup, beaucoup, beaucoup d'heures, là -
16 ben... le... le... lui et moi, nous faisons
17 beaucoup d'heures - lui en fait "pus" pantoute
18 mais, moi, j'en fais encore plus, je dois
19 faire, là, minimum, quatre-vingts (80) heures
20 par semaine, là.

21 Là, je... je suis complètement laissé par
22 moi-même, là.

23 Puis, donc, c'est ça, on... on... on
24 rédige des communiqués de presse, j'ai ma
25 propre liste de... de journalistes, c'est pas

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 120 -

1 très complexe à Saint-Jean, là, c'est pas...
2 il y a pas soixante-quinze (75) médias, là, il
3 y a deux (2) journaux, une (1) radio puis une
4 (1) télévision communautaire, ça fait que,
5 t'sais, c'est... c'est comme quatre (4),
6 quatre (4) médias, là, ça fait que c'est pas
7 ben, ben compliqué envoyer un message puis
8 ensuite, ben, on... on relaie sur Facebook
9 puis ça fait... ça fait pas mal la job, là.

10 Fait que moi, je publie des communiqués
11 de presse et là, on m'accuse d'utiliser les
12 ressources de la Ville; bon.

13 Oui, j'ai utilisé mon ordinateur, Guy
14 Grenier travaille, mon chef de cabinet,
15 travaille pour moi.

16 C'est quoi, j'ai pas le droit de
17 prendre... j'ai pas le droit de prendre de
18 positions publiques?

19 On veut m'empêcher de parler?

20 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

21 pour M. Alain Laplante :

22 Q Bien justement, peut-être juste commenter les
23 sujets qui étaient visés par ces communiqués-
24 là pour... pour... pour enlever toute
25 suspicion...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 121 -

1 R On les a-tu les communiqués que j'ai faits?
2 Je les ai...
3 Q ... à ce sujet-là.
4 R ... moi, j'ai fait la photocopie.
5 ... O.K., ben là, oui, le premier, là,
6 j'ai pas le choix, là, je... je vais faire un
7 petit... un petit résumé rapide.
8 Souvenez-vous, début de - j'en ai parlé
9 rapidement au début, là - mais je résume ça
10 rapidement parce que c'est... c'est un autre
11 dossier qu'on a en parallèle, là, mais...
12 Je deviens conseiller en deux mille neuf
13 (2009).
14 **M^e NAOMI GUNST**
15 pour la Commission :
16 Q Oui.
17 R Je dénonce les dons de terrains que je juge
18 qui contreviennent à la loi sur les... à la
19 loi municipale de... subventions déguisées.
20 Le Ministère me donne raison quatre (4)
21 ans plus tard, deux mille quinze (2015).
22 J'ai perdu mon élection en deux mille
23 treize (2013), entre-temps, mais je suis élu
24 en deux mille dix-sept (2017).
25 Euh... la Ville... la Ville, en deux

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 122 -

1 mille dix-sept (2017), vote la mainlevée pour
2 dégager toute la... la... les responsabilités
3 pour que le propriétaire du terrain donné
4 puisse faire ce qu'il veut avec le terrain,
5 finalement.

6 Dans ce cadre-là, voyant que le... le...
7 la Ville permet - venait changer les règles du
8 jeu par rapport aux terrains, il y a un litige
9 judiciaire dans la... entre les deux (2)
10 propriétaires, le Groupe Maurice, là, qui a
11 réalisé la... la... la résidence pour
12 personnes âgées, puis Groupe Samson, il y a un
13 débat judiciaire, il y a une poursuite, là,
14 une injonction qui est faite de un par rapport
15 à l'autre, en pleine campagne électorale.

16 Pendant la campagne électorale, moi,
17 j'apprends ça qu'il y a ce litige-là et puis
18 il y a... dans le cadre de la campagne
19 électorale, il y a un kiosque de...
20 travailleurs autonomes puis il y a un kiosque
21 de vente du projet de monsieur Samson et je...
22 j'aborde - j'adresse la parole à la vendeuse
23 et là, j'aurais dit quelque chose qui aurait
24 fait perdre pour deux point cinq millions de
25 dollars (2 500 000 \$) de vente.

1 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

2 pour M. Alain Laplante :

3 Q C'est leur prétention, là.

4 R C'est... c'est leur préten...

5 Q Moi, je connais bien ce dossier-là, je
6 représente monsieur le maire dans... dans...
7 dans... dans la poursuite de deux point cinq
8 millions (2 500 000 \$), là, qu'il a contre lui
9 de la part du Groupe Samson, c'est un dossier
10 en... en diffamation puis c'est pour ça qu'il
11 dit ça, mais ça concerne juste cette petite
12 rencontre-là dans un salon d'exposants, là.

13 R En tout cas, c'est...

14 **M^e NAOMI GUNST**

15 pour la Commission :

16 Q Hum, hum.

17 R Bref, c'est juste que là...

18 Q C'était dans le cadre de... de...

19 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

20 pour M. Alain Laplante :

21 De la campagne électorale.

22 **M^e NAOMI GUNST**

23 pour la Commission :

24 Q ... de la campagne électorale.

25 R Puis ça, ça se déroule dans le district de

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 124 -

1 monsieur Berthelot, en passant, là, c'est...
2 c'est au coeur du district de monsieur
3 Berthelot, tout ce dossier de la Singer,
4 c'est... c'est le dossier de monsieur
5 Berthelot, là.

6 Euh... et là, ce promoteur-là m'envoie
7 une mise en demeure pendant la campagne
8 électorale, je réponds le lendemain de la
9 campagne électorale et là s'ensuit une... une
10 multitude, là, moi, vu qu'il y a un conflit
11 judiciaire entre les deux (2) parties, je -
12 par prudence, je veux dire que la Municipalité
13 - je... je fais retirer les points de l'ordre
14 du jour pour adopter les PIIA de... de
15 monsieur Samson.

16 Le temps que le conflit se... se gère,
17 parce que je veux pas créer de préjudice pour
18 la Ville, si la Ville, c'était comme "damn if
19 you do, damn if you don't", ça fait que on
20 peut-tu... - régler votre problème, là, puis
21 quand vous aurez réglé votre problème, on
22 adoptera le PIIA.

23 De toute façon, il y avait pas d'urgence
24 parce que le ministère de l'Environnement
25 avait pas donné son certificat

1 environnemental, ça fait qu'il y avait même
2 pas d'urgence, là.

3 Mais je reçois quatre (4), cinq (5) mises
4 - quatre (4), cinq (5)... quatre (4), cinq (5)
5 mises en demeure... quatre (4) ou cinq (5)
6 mises en demeure de... du Groupe Maurice - du
7 Groupe Samson, je veux dire, sur le maire, la
8 Ville, personnel, il veut que j'adopte son
9 PIIA, il veut que j'adopte son PIIA.

10 Et là, le vingt-cinq (25) avril, il me
11 retourne un autre... une autre mise en
12 demeure...

13 Q Deux mille dix-huit (2018), ça?

14 R Deux mille... - vingt-cinq (25) avril deux
15 mille dix-huit (2018).

16 ... il m'envoie une mise en demeure à moi
17 personnellement, avec tous les membres de mon
18 équipe électorale et là, il me... il me blâme
19 la phrase que j'ai dite à son kiosque, à sa
20 vendeuse et il me reproche aussi des... des...
21 des trucs que j'ai dits à la séance du conseil
22 du neuf (9) avril.

23 Puis là, il me demande de... d'adopter
24 son PIIA, finalement.

25 Et là, il me dit :

1 «Compte tenu de ce qui précède,
2 notre client réserve tous ses droits
3 et recours envers votre personnel et
4 les membres de l'équipe qui
5 participent à... à vos agissements.»
6 Là, il parle des agissements en tant que
7 maire, évidemment.
8 «Soyez avisé que notre client vous
9 tiendront ainsi que les membres de
10 l'équipe Alain Laplante
11 personnellement responsables des
12 dommages résultant de ces
13 agissements, lesquels - les
14 agissements du maire - lesquels
15 nous - notre cliente estime -
16 s'élèvera à un montant de
17 2 500 000 \$.»
18 Il m'envoie une mise en demeure puis il
19 me dit que je suis responsable de deux point
20 cinq millions de dollars (2 500 000 \$).
21 Monsieur Samson, il fait de la politique
22 avec moi aussi.
23 Quelques jours après avoir reçu ça, moi,
24 je... j'y répons, évidemment,
25 personnellement, je... je répons à son avocat

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 127 -

1 puis je fais ce que j'ai à faire, je consulte
2 l'avocate de la Ville aussi en... pour
3 répondre à... à cette... à cette... cette mise
4 en demeure-là du vingt-cinq (25) avril.

5 Euh... je fais pas de communications avec
6 ça, là, je fais pas un communiqué de presse
7 pour dénoncer l'intimidation, là.

8 Quelques jours plus tard, je reçois un
9 appel du journal... du journaliste du Canada
10 français qui me parle de plein de choses, je
11 répons à ses questions, tourne autour du pot,
12 il attend de voir si je vais y dire, t'sais.

13 Et là, après vingt (20) minutes, une
14 demi-heure (1/2) de discussion, le
15 journaliste, il dit : «Oui, puis t'as pas reçu
16 une mise en demeure de deux point cinq
17 millions (2 500 000 \$), aussi?»

18 Je dis : «Attends un peu, j'ai dit,
19 comment ça?

20 Ça vient d'où ton information, là?

21 Comment ça t'es au courant de ça?»

22 Il dit : «Ah, ben, monsieur Samson, là,
23 s'est arrangé de nous le faire savoir»,
24 t'sais.

25 Ça fait que là, je dis : «Là, là, attends

1 une minute, là, c'est sérieux cette affaire-
2 là, là, on me menace personnellement de...
3 de... pour deux point cinq millions
4 (2 500 000 \$), on me... on m'in... - on me
5 force à voter un PIIA, on me fait de la
6 pression, j'ai dit, là, ça, c'est du sé...
7 c'est du sérieux.»

8 Et savez-vous quoi?

9 Je le savais qu'il ferait ça, là, Samson,
10 j'avais déjà rédigé mon communiqué de presse,
11 je l'avais dans ma manche et là, quand le
12 journaliste m'interpelle sur cette question-
13 là, je produis le courriel du - pas le
14 courriel, mais le - je... je publie - je... je
15 l'ai même pas diffusé à tout le monde, là, je
16 l'ai envoyé uniquement au journaliste qui...
17 qui m'a interpellé sur cette question-là.

18 Parce que, moi, je... je souhaite pas
19 publiciser que je suis poursuivi pour deux
20 point cinq millions (2 500 000 \$), là.

21 Ça fait que je fais du "damage control",
22 par contre, là, lui, le journaliste - Samson a
23 dit au journaliste qu'il voulait me poursuivre
24 pour deux point cinq millions (2 500 000 \$),
25 ça fait que je produis mon... mon communiqué

1 de presse du premier (1er) mai, où je dis - où
2 je dénonce des démarches d'influence et
3 d'intimidation auprès d'un élu de Saint-Jean-
4 sur-Richelieu.

5 Lui - là, vous pouvez le lire, là.

6 Q Hum, hum.

7 R Donc... et là, je dis que c'est pa... c'est...
8 c'est... c'est condamnable, là, de...

9 «... faisant parvenir une mise en
10 demeure mensonger et diffamatoire
11 au maire Alain Laplante et aux
12 membres de son équipe, prétextant
13 un dommage. Il est évident que
14 cette mise en demeure est non
15 fondée, n'est qu'une tentative
16 d'intimidation et de bâillonnement
17 pour les membres de son conseil...
18 donc, je dénonce publiquement cette
19 menace et demande que cesse cette
20 attaque déplorable.»

21 Et c'est suite à ce communiqué-là...
22 suite à ce communiqué de presse-là, et là,
23 la... le... le... le... le trois (3) mai, il y
24 a - dans l'article de Bérubé, là, du Canada
25 français, c'est - le titre c'est "**Laplante**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 130 -

1 **porte plainte au commissaire au lobbyisme"**
2 parce que, dans mon communiqué, j'annonce que
3 j'ai fait une plainte au commissaire au
4 lobbyisme parce que, lui, il fait du lobby
5 pour que j'adopte son PIIA...

6 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

7 pour M. Alain Laplante :

8 Q Pas juste du lobby, là, il envoie des mises en
9 demeure pour les forcer à... à ajouter le
10 point à l'ordre du jour.

11 On en a, je pense, quatre (4) ou cinq (5)
12 de suite, hein, à chaque... à chaque
13 assemblée, à partir de janvier, février : mise
14 en demeure : ajoutez le point à l'ordre du
15 jour pour faire adopter le PIIA de monsieur
16 Samson.

17 R Ils sont pressés, là, ils veulent... ils
18 veulent qu'on adopte son plan, là.

19 Q Alors qu'ils sont en litige à ce sujet-là
20 contre le Groupe...

21 R Puis qu'ils ont même pas leur certificat
22 environnemental, là.

23 Q Puis avec - ils sont... ils sont en litige
24 contre la Ville et le Groupe Maurice, tous les
25 trois (3) ensemble dans une procédure en Cour

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 131 -

1 supérieure qui met en... qui met en doute le
2 PIIA.

3 Donc, il essaie de forcer la Ville
4 d'adopter quelque chose qui est... qui est...
5 qui est contesté judiciairement, là.

6 Ça, c'est important de connaître le
7 contexte.

8 R Ça fait que le journaliste m'interpelle parce
9 que Samson l'a... l'a informé qu'il me
10 poursuivait, ça fait que là, moi, je con... -
11 faut que je fasse du... du... du contrôle de
12 dommage, j'é mets mon communiqué pour rectifier
13 les faits, dénoncer cette manoeuvre
14 d'intimidation.

15 Il y a un article dans le journal.

16 Là, le... le trois (3), là, les... les
17 élus, là, se questionnent à savoir : «C'est
18 quoi, ça, ce communiqué de presse-là, tatata-
19 tatata?»

20 Et là, le... le neuf (9) mai, le d.g.
21 Vaillancourt envoie au groupe-conseil, en
22 dénonçant ma communication, il dit : «Là, le
23 maire a émis un communiqué de presse puis on
24 est en... ça ne vient pas de la Ville et la
25 Ville veut se dégager de toute responsabilité

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 132 -

1 parce que ce litige-là avec monsieur Samson
2 n'a rien à voir avec la Ville.»

3 Lui, finalement, ce qu'il vient - il me
4 largue, il me dit que la Ville ne paiera pas
5 mes frais d'avocats dans ce dossier-là parce
6 que ç'a rien à voir avec la Ville quand, dans
7 la mise en demeure du vingt-cinq (25) avril,
8 c'est clairement, il fait référence au PIIA
9 puis ils font référence à «ci-après appelé le
10 PIIA» puis il fait référence au conseil du...
11 du neuf (9) avril, là, la Ville, en vertu de
12 l'article 604.6, doit payer mes frais
13 d'avocats.

14 Mais le directeur général de la Ville me
15 largue, il me dit : «Non, non, non, non, ça,
16 ç'a rien à voir avec la... le maire, ç'a juste
17 rapport à ta vie privée avant, la Ville paiera
18 pas pour ça puis on se dégage de
19 responsabilité, nos assurances, bla-bla-bla,
20 bla-bla-bla.»

21 Q Aimeriez-vous ça avoir la documentation auquel
22 on réfère, là, là-dedans, pour la... la mise
23 en contexte du... du dossier de... de...

24 **M^e NAOMI GUNST**

25 pour la Commission :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 133 -

1 Oui, vous pourriez la...
2 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
3 pour M. Alain Laplante :
4 ... qui a mené à ce communiqué-là, là?
5 **LE TÉMOIN :**
6 R Et c'est suite à ça...
7 **M^e NAOMI GUNST**
8 pour la Commission :
9 ... vous pourriez me la fournir.
10 **LE TÉMOIN :**
11 R ... regarde, je vais tout te donner, Chantale,
12 comme ça, tu... tu... tu...
13 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
14 pour M. Alain Laplante :
15 Q Est-ce que c'est des copies qu'on peut...
16 qu'on peut remettre...
17 R Oui.
18 Q ... à maître Gunst?
19 R Oui.
20 **M^e NAOMI GUNST**
21 pour la Commission :
22 Je peux faire des... des photocopies, ici.
23 **LE TÉMOIN :**
24 R Oui, ben oui.
25 Q Je peux faire faire des photocopies.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 134 -

1 R Oui - non, ça, j'en ai...
2 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
3 pour M. Alain Laplante :
4 Q Non, on a tout... on a tout ça, là...
5 R Donc ça, c'est la... la mise en demeure...
6 Q ... (inaudible).
7 R ... du vingt-cinq (25).
8 Ça...
9 Q Du vingt-cinq (25) puis il y en a d'autres qui
10 précédaient, je trouve que c'est intéressant
11 que vous les voyiez, les autres qui ont
12 précédé, les communications des avocats pour
13 mettre de la pression auprès de la Ville,
14 qu'ils ajoutent ça à l'ordre du jour du
15 conseil, là.
16 R Le - toi, t'as tout ce dossier-là au
17 complet...
18 Q Oui.
19 R ... toi, ça fait que tu peux...
20 Q Ça fait que je vais...
21 R Et là...
22 Q ... vous donner...
23 R ... c'est suite à ce courriel-là où le d.g.
24 vient me larguer - faut comprendre que ces
25 attaques-là sont synchronisées, là, entre

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 135 -

1 monsieur Berthelot, monsieur Samson, monsieur
2 Vaillancourt, là, c'est synchronisé, ils
3 m'attaquent de partout, c'est synchronisé de
4 tous bords, tous côtés.

5 Là, c'est suite à ce courriel-là où le
6 d.g. me largue que je le suspends, le temps
7 d'une enquête, je veux savoir : c'est quoi tes
8 communications avec monsieur Samson?

9 Clairement, ce... ce... la mise en
10 demeure du vingt-cinq (25) avril fait
11 référence à mes agissements de maire, que ce
12 soit fondé ou non, là, on ira en Cour, on
13 réglera ça, là, mais en vertu de l'article
14 604.6, la Ville doit défendre son maire.

15 Et là, je suspends le d.g. le... le...
16 le... le... le... le... le quatorze (14) - pas
17 le quatorze (14), mais...

18 **M^e NAOMI GUNST**

19 pour la Commission :

20 Q Dix (10).

21 R ... le dix (10) mai.

22 Et là, ça, je sais pas si on peut
23 remettre ce document-là, c'est le rapport que
24 j'ai fait au conseil suite à la suspension du
25 d.g., c'est-tu possible que ce document-là

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 136 -

1 soit comme sous réserve ou...

2 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

3 pour M. Alain Laplante :

4 Q Bien, par... tu... tu veux...

5 R Ben, faudrait que ça soit - parce que ce qu'on
6 dépose là devient public, là.

7 Q Oui.

8 Dépose-le pas, mais...

9 **M^e NAOMI GUNST**

10 pour la Commission :

11 Q Bien, en fait, c'est si on le dépose au
12 Tribunal que ça devient public, là, c'est pas
13 automatiquement déposé au Tribunal, là.

14 R Mais on peut-tu s'assurer que ça soit pas
15 déposé ou...

16 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

17 pour M. Alain Laplante :

18 Q Toi, tu veux faire - c'est quoi ton but?

19 R Ben, je... ça, il y a des... c'est... c'est
20 des informations confidentielles sur les
21 agissements du d.g. dans le - au plénier, dans
22 mon bureau, ça fait que je suis pas sûr que,
23 ça, c'est... on veut que ça soit déposé à la
24 Cour publiquement parce que Canada français
25 sont rapides, hein, ils ont... ils ont vu

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 137 -

1 rapidement vos... vos do... vos documents qui
2 sont déposés.
3 Q Ils ont accès aux dossiers... aux dossiers de
4 Cour, les journalistes?
5 **M^e NAOMI GUNST**
6 pour la Commission :
7 Non, pas... pas les... pas les pièces.
8 **LE TÉMOIN :**
9 R Mais la requête, là...
10 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
11 pour M. Alain Laplante :
12 Aux procédures?
13 **M^e NAOMI GUNST**
14 pour la Commission :
15 Oui, la... les procédures parce que c'est
16 quasi judiciaire, donc ça, c'est... c'est
17 public, ça, ç'a été déposé.
18 **LE TÉMOIN :**
19 R J'ai fait la une du journal, là...
20 Q Pardon?
21 R ... jeudi - mercredi soir, j'étais sur la une
22 du journal, là, il y avait la requête...
23 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
24 pour M. Alain Laplante :
25 Q Avec la demande de suspension.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 138 -

1 R ... la demande de suspension.
2 **M^e NAOMI GUNST**
3 pour la Commission :
4 Q Ah oui.
5 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
6 pour M. Alain Laplante :
7 C'est pour ça, on se demandait à quel point
8 ils avaient accès à quoi puis...
9 **LE TÉMOIN :**
10 R Parce qu'ils ont été vite, là.
11 Q ... qui, comment, là.
12 **M^e NAOMI GUNST**
13 pour la Commission :
14 Bien, tout ce qui est déposé au Tribunal, dans
15 le fond, ça devient... ça devient public
16 puisque...
17 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
18 pour M. Alain Laplante :
19 Mais...
20 **M^e NAOMI GUNST**
21 pour la Commission :
22 ... c'est quasi juridique, là...
23 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
24 pour M. Alain Laplante :
25 ... est-ce que c'est en...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 139 -

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

... - quasi judiciaire.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

... c'est accessible en ligne?

Moi, là, mettons, je veux... je veux
consulter...

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

En ligne, non.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

... un dossier à la Cour supérieure, faut que
j'aille sur place puis que je demande
physiquement le dossier puis je mette le nez
dedans, mais ils sont où les... les dossiers?

Ils sont-tu... - il y a-tu une copie
disponible à Montréal?

LE TÉMOIN :

R Mais nous, on n'a pas...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Ils ont fait comment les journalistes pour...
pour aller consulter ça aussi rapidement,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 140 -

1 savez-vous?

2 **M^e NAOMI GUNST**

3 pour la Commission :

4 Bien, ils ont appelé ici, ils ont demandé
5 d'avoir accès à... à ce document-là.

6 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

7 pour M. Alain Laplante :

8 Puis faut-tu qu'ils se déplacent physiquement?

9 **M^e NAOMI GUNST**

10 pour la Commission :

11 Non.

12 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

13 pour M. Alain Laplante :

14 Ils peuvent le voir comment?

15 **LE TÉMOIN :**

16 R En tout cas, t'sais, ça... c'est un détail.

17 Q En ligne, mettons, moi, je veux voir ce qu'il
18 y a dans le contenu d'un dossier de la CMQ,
19 là, je... je... j'ai juste...

20 R Tu l'appelles.

21 Q ... à appeler, je dis : «Tel dossier CMQ,
22 pouvez-vous m'envoyer copie du contenu?»

23 **M^e NAOMI GUNST**

24 pour la Commission :

25 Bien là, c'est pas moi qui est la responsable

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 141 -

1 d'accès, là, mais c'est sûr que ç'a passé par
2 le responsable d'accès avant puis il a dit si
3 c'était accessible ou pas.

4 Puis... mais quand c'est... quand c'est
5 des... des... je veux pas me prononcer pour
6 lui, là, mais habituellement...

7 **LE TÉMOIN :**

8 R Est-ce que la Ville...

9 Q ... quand c'est des procédures...

10 R ... il y a-tu une copie à la Ville?

11 Q ... qui sont...

12 R Quand la - si Chantale dépose...

13 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

14 pour M. Alain Laplante :

15 Q Non, pas né... - ah...

16 R ... est-ce que vous avisez la Ville puis vous
17 leur envoyez une copie de la requête à... à
18 Berthelot puis à Vaillancourt?

19 **M^e NAOMI GUNST**

20 pour la Commission :

21 Q Hmmm... non, ça, c'était pas dans nos...

22 R Parce que si la réponse est «oui»...

23 Q Ça, c'est pas des...

24 R ... il y a "pus" de questionnement, là.

25 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 142 -

- 1 pour M. Alain Laplante :
- 2 Q Non, c'est ça, exactement.
- 3 Nous, notre questionnement c'est la
- 4 rapidité de com... de... de... de... de
- 5 communication de l'information parce qu'on a
- 6 comme : «Comment ils ont fait pour avoir accès
- 7 à cette information-là aussi rapidement?
- 8 On l'a pas transmis à personne de... de
- 9 l'autre côté?»
- 10 C'est pour ça que je vous pose ces
- 11 questions-là, ça nous a étonnés, franchement,
- 12 là, j'étais comme...
- 13 R (Inaudible).
- 14 Q ... «Comment ils ont fait pour deviner aussi
- 15 rapidement que cette requête-là a été déposée
- 16 puis avoir accès au contenu, là...»
- 17 R Ceci dit, l'article est...
- 18 Q «... même par voie de demande à l'accès à
- 19 l'information.»
- 20 R ... résume bien...
- 21 **M^e NAOMI GUNST**
- 22 pour la Commission :
- 23 Je... je sais pas comment qu'ils ont su mais,
- 24 à tout événement, c'est sur le... le... c'est
- 25 sûr, notre... c'était sur notre rôle

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 143 -

1 d'audience, le fait qu'il y avait cette
2 audience-là lundi.

3 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

4 pour M. Alain Laplante :

5 Ils ont pu voir ça.

6 **M^e NAOMI GUNST**

7 pour la Commission :

8 Ç'a été rajouté le vendredi, ils ont pu voir
9 ça.

10 Là, je peux pas dire comment qu'ils ont
11 eu l'information...

12 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

13 pour M. Alain Laplante :

14 Je ferai des tests voir comment que...

15 **M^e NAOMI GUNST**

16 pour la Commission :

17 ... qu'il y avait cette...

18 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

19 pour M. Alain Laplante :

20 ... comment... comment c'est rapide d'obtenir
21 copie des dossiers!!!

22 **M^e NAOMI GUNST**

23 pour la Commission :

24 Mais ça... ça...

25 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 144 -

1 pour M. Alain Laplante :

2 De la CMQ!!!

3 **M^e NAOMI GUNST**

4 pour la Commission :

5 ... ça, tout - ça, ces documents-là, ils ont
6 pas accès encore parce que c'est pas... c'est
7 pas...

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 C'est pas produit au dossier de Cour.

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 ... c'est pas encore déposé, c'est ça.

14 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

15 pour M. Alain Laplante :

16 Oui, c'est ça.

17 **M^e NAOMI GUNST**

18 pour la Commission :

19 La requête avait été déposée, là.

20 **LE TÉMOIN :**

21 R Bref, le... le... le d.g. me largue, il est -
22 je le suspends, il s'attaque personnellement à
23 mes intérêts personnels en disant que la Ville
24 ne... ne me... me "*backera*" pas dans un
25 dossier - une poursuite de deux point cinq

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 145 -

1 millions (2 500 000 \$) quand la véritable
2 raison c'est le fait que je retarde le PIIA,
3 c'est ça... c'est là la pression que j'ai, là.

4 Donc là, le... le... - je suspends le...
5 le d.g. le vingt-deux (22) - le dix (10) mai.

6 Le vingt-deux (22) mai, le Groupe Guy
7 Samson... Groupe Guy Samson, Place de la
8 Cabinetterie, fait une demande d'injustice
9 pour ça, me poursuit personnellement pour deux
10 point cinq millions de dollars (2 500 000 \$)
11 et dans ce document-là, ils prennent soin
12 de... d'épurer toutes les références qui
13 étaient dans la mise en demeure, là,
14 références au PIIA, références aux...
15 références aux... aux questions à la séance du
16 conseil du neuf (9) avril, bla-bla-bla.

17 Ils gardent - ils prétendent que le deux
18 point cinq millions (2 500 000 \$) est juste dû
19 à la phrase que j'aurais dite à la - sa
20 vendeuse ou mis... juste moi, là, face à face
21 avec elle, là - en tout cas.

22 Ça fait que le vingt-deux (22) mai, ils
23 m'entreprennent une poursuite de deux point
24 cinq millions (2 500 000 \$), de là l'arrivée
25 en scène de maître Bouchard, qui me représente

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 146 -

1 dans ce dossier-là!

2 Euh... et là... euh... par la suite,
3 le... plus tard, ils ont fait une demande
4 modifiée et précisée, ça, c'est en date du...
5 du vingt-deux (22) novembre, où là - parce que
6 là, le conseil a finalement adopté le PIIA
7 parce que...

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 Q Parce que l'autre dossier s'est réglé hors
11 Cour.

12 R ... l'autre dossier s'est réglé hors Cour, ça
13 fait que la Ville a adopté le PIIA et là,
14 comme la Ville a adopté le PIIA, ils ont
15 amendé le truc pour passer de deux point cinq
16 millions (2 500 000 \$) à quarante mille
17 (40 000 \$).

18 Ça fait que là, il me poursuit juste pour
19 quarante mille (40 000 \$) au lieu de deux
20 point cinq millions (2 500 000 \$), c'est moins
21 stressant.

22 Mais...

23 Q C'est ça le contexte du premier communiqué.

24 R Mais... mais... - et là, juste pour - puis ça,
25 c'est juste une anecdote, là, mais moi, j'ai

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 147 -

1 re... redemandé pour la troisième fois, là,
2 j'attends toujours la réponse à l'heure où on
3 se parle, que la Ville défraie mes frais
4 d'avocats dans ce dossier-là parce que c'est
5 clair que la poursuite est liée au PIIA, il y
6 a "*pus*" de... - peut-être que dans... dans
7 la... dans la requête initiale, ils parlaient
8 pas du PIIA mais dans la requête amendée, ils
9 en font référence.

10 Ça fait que ça, c'est une autre affaire.

11 Mais là, la... la direction générale, ils
12 tardent, ça fait longtemps, là, ça fait une
13 (1) semaine qu'ils ont pas... que j'ai fait
14 cette demande-là, là, mais ils font tout pour
15 essayer d'empêcher, pour que je...

16 Q Pour te nuire, en fait.

17 R ... me nuire, m'empêcher de me défendre.

18 Ça fait que ça, c'est le premier
19 communiqué, du premier (1er) mai.

20 **M^e NAOMI GUNST**

21 pour la Commission :

22 Q Hum, hum.

23 R Le huit (8) mai - là, là, le... - il y a toute
24 une... je vous rappelle que le sept (7) mai,
25 c'est la réunion de la dernière chance, là, le

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 148 -

1 sept (7) mai, c'est la dernière réunion, eux
2 autres, ils entreprennent de tuer le comité
3 exécutif, de annuler la... la délégation de
4 pouvoir, ils veulent enlever les... les
5 pouvoirs du comité exécutif.

6 Ça fait que je suis pas débile, je... je
7 sais ce qu'ils veulent faire, donc le... le -
8 moi, j'ai mis mon veto puis là, ils l'ont
9 remis puis en tout cas, bref, là, c'est la
10 ré... c'est la ren... - c'est le sept (7) mai
11 au soir qu'ils veulent - que la - c'est la
12 mort du comité exécutif.

13 In extremis, moi, je convoque une
14 assemblée du comité exécutif en après-midi,
15 une dernière où les pouvoirs sont encore
16 opérationnels du comité exécutif et le... le
17 comité exécutif a adopté quelques résolutions,
18 dont certaines qui ont été annulées par la
19 suite, mais... euh... dont une concernant un
20 règlement hors Cour avec le conseiller Justin
21 Bessette.

22 Q Hum, hum.

23 R Tantôt, quand je vous parlais, là, c'est de ça
24 que je faisais une référence, là, quand...
25 c'est une aberration que la Municipalité

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 149 -

1 défraie cinquante mille piastres (50 000 \$)
2 d'avocats pour réclamer quarante-quatre mille
3 (44 000 \$) à quelqu'un.

4 Elle est où l'intérêt des citoyens, là,
5 là-dedans, là?

6 L'intérêt, si ton intérêt elle est
7 politique puis juste de nuire à quelqu'un, ça
8 peut coûter cent mille (100 000 \$), je m'en
9 fous, là, aux contribuables, même... si je
10 peux y faire payer quarante mille (40 000 \$),
11 lui, moi, je peux en mettre cent mille
12 (100 000 \$) juste... parce que mon objectif
13 c'est pas protéger l'intérêt des citoyens,
14 c'est juste de nuire à lui, t'sais.

15 Donc, il y a... il y a...

16 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

17 pour M. Alain Laplante :

18 Q C'est de l'ironie, évidemment, tu parles au
19 nom de quelqu'un d'autre, là, moi, je peux
20 pas...!!!

21 R Donc, donc... il y a... il y a... le comité
22 exécutif, conscient que cette démarche-là
23 d'attaque contre le conseiller Bessette, c'est
24 une attaque politique, d'ailleurs, cette
25 démarche-là a été entreprise en pleine

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 150 -

1 campagne électorale en deux mille dix-sept
2 (2017) et là, la Ville - le comité exécutif,
3 avant de mourir, conclut une entente, entente
4 à l'amiable, dix mille dollars (10 000 \$), on
5 met fin à cette procédure-là, monsieur
6 Bessette remet dix mille piastres (10 000 \$) à
7 la Ville puis ça coûte "*pus*" rien à personne
8 et les contribuables en sortent gagnants de
9 plus dix mille (10 000 \$).

10 Pas... pas tout...

11 Q C'était quoi... c'était quoi les enjeux
12 financiers...

13 R Pas tout à...

14 Q ... là, qu'on comprenne bien le calcul, là?

15 R Ben, c'est la... la... - on réclamait - la
16 Ville réclamait quarante-quatre mille
17 (44 000 \$) au conseiller.

18 Q Pour ses honoraires dans le cadre d'une
19 défense de dossier de Commission municipale.

20 R Exact.

21 Q O.K.

22 R Et...

23 Q Je sais pas si vous êtes au fait de ce
24 dossier-là, là, monsieur Bessette était devant
25 la Commission municipale...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 151 -

- 1 R Avant l'élection.
- 2 **M^e NAOMI GUNST**
- 3 pour la Commission :
- 4 Hum, hum.
- 5 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
- 6 pour M. Alain Laplante :
- 7 Q ... puis, après-coup, la Ville lui réclamait
- 8 le... le remboursement de ses honoraires,
- 9 c'est... c'est ce dossier-là qui a été réglé
- 10 hors Cour.
- 11 R **Fait que le... le - suite à ce... suite à**
- 12 **cette décision-là, le... le lendemain matin,**
- 13 **le com... - ç'a été rédigé le... le sept (7)**
- 14 **au soir, mais on l'a diffusé le lendemain**
- 15 **matin, là, mais le... le... on... j'ai produit**
- 16 **un communiqué pour informer les citoyens qu'on**
- 17 **venait de régler ce dossier-là, on venait**
- 18 **de... on venait de... de clore ça.**
- 19 **Puis l'autre communiqué de presse où, là,**
- 20 **ils venaient de tuer le comité exécutif, ils**
- 21 **venaient de congédier mon chef de cabinet, là,**
- 22 **ils venaient de tuer le comité exécutif,**
- 23 **j'interpelle, je demande l'intervention du**
- 24 **ministre Coiteux afin de venir - ben,**
- 25 **j'explique que je suis victime d'un... d'un...**

1 d'un putsch politique et que je suis incapable
2 d'exercer mes pouvoirs de maire, qui me
3 sont... conférés dans la loi.

4 Puis c'est pas juste les pouvoirs que...
5 que j'ai, là, j'ai une responsabilité.

6 Le maire, là, les maires d'une ville ont
7 la responsabilité de s'assurer que l'argent
8 qui est dépensé est dépensé correctement.

9 Q En fait, c'est pas un reproche d'usage de...
10 de... des ressources à ses fins personnelles,
11 c'est une tentative de le museler
12 définitivement, on veut pas qu'il utilise
13 les... les ressources de communications de...
14 de la Ville, peu importe le sujet, là,
15 finalement.

16 R Puis les res...

17 Q Il y a rien là-dedans de personnel à lui ou
18 de... de... de... d'intérêt politique à lui,
19 je veux dire, c'est tout d'intérêt public.

20 C'est juste qu'ils veulent pas qu'il...
21 qu'il publie des... des...

22 R C'est pas compliqué, ils voudraient que, moi,
23 je parle "jussement" en leur nom à eux autres.

24 Ils sont neuf (9), on est quatre (4), ça
25 fait que ça serait eux autres qui devraient

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 153 -

1 donner les lignes sur la place publique puis,
2 moi, je devrais livrer le message des neuf
3 (9), c'est leur conception de la démocratie,
4 c'est pas tout à fait la mienne.

5 Q Juste pour...

6 **M^e NAOMI GUNST**

7 pour la Commission :

8 Q Hum, hum.

9 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

10 pour M. Alain Laplante :

11 Q ... par précision par... par... par... par
12 l'absurde, là, Monsieur le Maire, dans ces
13 communiqués-là, est-ce qu'il y a quoi que ce
14 soit qui vous avantage personnellement...
15 euh... qui est à votre bénéfice, là, même
16 politique, là?

17 Il y a-tu quelque qui est dénudé de...

18 R Le maire... le maire Alain Laplante demande au
19 ministre d'intervenir face au putsch
20 politique.

21 Moi, je... je... je... en tant que maire,
22 je ne... je n'ai plus - je me sens "pus"
23 capable d'exercer mon rôle qu'il me l'est -
24 tel que j'ai des obligations puis des
25 responsabilités dans la loi, ça fait que j'y

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 154 -

1 demande d'intervenir.

2 Parce qu'ils ont... ils ont... ils ont...
3 tentatives multiples de congédier mon chef de
4 cabinet puis ils abolissent la délégation du
5 comité de pouvoir... euh... ça fait que j'y
6 demande de venir rétablir les pouvoirs du
7 maire puis de rétablir les pouvoirs
8 intrinsèque dans la Loi des cités et villes.

9 C'est sûr que s'ils veulent enlever, là,
10 la... la délégation de pouvoir, ils ont la
11 légitimité de le faire, les neuf (9), là, j'ai
12 jamais contesté ça, mais il y a des pouvoirs
13 intrinsèques dans la Loi 202 qui devraient
14 être reconnus, qui ne le sont pas
15 présentement.

16 Puis ça viendrait donner un rapport
17 d'équilibre de forces, là, si on reconnaissait
18 ça... euh... le... le... on - je pourrais
19 demander des avis juridiques, j'aurais - je
20 serais épaulé, à défaut d'être épaulé par ma
21 direction générale, j'aurais - je pourrais au
22 moins être épaulé par quelqu'un d'autre.

23 Puis... ça fait que, ça, c'est mon
24 premier - mon... mon... un communiqué.

25 L'autre communiqué, j'informe les

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 155 -

1 citoyens que le - la Ville, via son comité
2 exécutif, a réglé le dossier de monsieur
3 Bessette.

4 Je comprends que ça fait pas leur
5 affaire, là, eux autres, leur objectif, là,
6 c'était de le faire payer, c'était ça leur
7 objectif, là, mais c'est quoi le... c'est quoi
8 l'objectif recherché, là?

9 C'est... c'est - on travaille pas pour
10 les citoyens, nous autres?

11 En tout cas, moi, je travaille pour les
12 citoyens.

13 Ça fait que ça, ils sont pas contents de
14 ce communiqué-là puis...

15 **M^e NAOMI GUNST**

16 pour la Commission :

17 Q Ça...

18 R ... puis l'autre, ben, je dénonce
19 l'intimidation du Groupe Maurice parce que lui
20 fait des communications auprès du journal
21 parce que - puis... puis il fait pas juste
22 dans le journal, il va à la TV, aussi, là, il
23 va à la télévision faire des entrevues pour...
24 pour me... monsieur Samson, là, pour me -
25 dénoncer mon action.

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 156 -

1 Puis moi, entre vous et moi, là, j'ai
2 jamais dit un mot contre monsieur Samson,
3 jamais dit un... un seul mot contre lui.

4 J'ai dénoncé des pratiques de la Ville,
5 par contre, je disais que la Ville agissait
6 pas légalement en lui donnant le terrain.

7 Le blâme est pas à lui, là, c'est pas
8 lui, moi, c'est la décision des élus que j'ai
9 dénoncée.

10 Puis... ça fait que... ben, c'est ça.

11 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

12 pour M. Alain Laplante :

13 Q Peut-être une précision : qu'est-ce qui est
14 arrivé avec la proposition de règlement de...
15 de monsieur Bessette?

16 Est-ce que ç'a été révisé par le conseil,
17 ça?

18 Il y a-tu eu...

19 R Non.

20 Non, il y a - oui...

21 Q Avez-vous été contredit...

22 R Ben, disons qu'ils ont - ben, le d.g. conteste
23 systématiquement les - toutes les décisions,
24 faisait produire des avis juridiques pour dire
25 que cette décision-là est pas légale, cette

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 157 -

1 décision-là est pas légale et dans le cas de
2 monsieur Bessette, le... le... le... ils ont
3 dit : «Non, celle-là a été légale, on peut
4 rien faire, donc le... le... le comité
5 exécutif avait la légitimité de faire cette
6 en... - de signer cette entente-là» puis ç'a
7 été clos, on n'a "pus" jamais réentendu
8 parler.

9 Sauf que là dans... dans la plainte - on
10 me plaint d'avoir fait un communiqué.

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 Q Hum, hum.

14 Bien, en fait, ce qu'on expliquait
15 c'était que les communiqués de presse c'était
16 plus des... des dossiers généraux, en tout
17 cas, je... je n'ai pas les déclarations avec
18 moi, là, mais c'était... c'était... c'était...
19 des dossiers qui intéressaient la Ville plus
20 en... en général...

21 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

22 pour M. Alain Laplante :

23 D'intérêt public.

24 **M^e NAOMI GUNST**

25 pour la Commission :

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 158 -

1 Q ... d'intérêt public, c'est ça, alors que là -
2 bien, en tout cas.

3 R C'est pas d'intérêt public, ça?

4 Le maire est victime d'un putsch
5 politique, interpelle le ministre, c'est
6 pas... c'est pas d'intérêt public?

7 La Ville met fin à un litige judiciaire
8 avec un conseiller, faut pas que les citoyens
9 soient au courant de ça?

10 Pourquoi (inaudible).

11 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

12 pour M. Alain Laplante :

13 Q T'sais, il y a une nuance - en fait, moi, ce
14 que je comprends c'est que leur perception de
15 ce qu'est l'intérêt public ou ce que la Ville
16 doit pouvoir communiquer, c'est leur vision de
17 la chose.

18 Donc, quand - c'est tout l'en...
19 l'ensemble du problème repose là-dessus, on
20 est - c'est une situation particulière parce
21 qu'on a un conseil...

22 R C'est quoi l'intérêt public, là?

23 Q Le... le maire qui a un pouvoir spécial, parce
24 qu'il est maire, il est élu... il est... il est
25 élu à...

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 159 -

- 1 R Par tout le monde.
- 2 Q ... l'universalité des votes, ça fait que
- 3 c'est un rôle qui... qui est indéniablement
- 4 important, mais il représente une espèce
- 5 d'opposition officielle, à quelque part, parce
- 6 qu'il a pas la majorité du conseil, c'est une
- 7 situation qui est difficilement tenable.
- 8 Maintenant, évidemment que les
- 9 majoritaires, ils ont une vision différente de
- 10 la sienne, c'est des opposants politiques mais
- 11 ce qu'ils tentent de faire à tout prix, c'est
- 12 de lui retirer tous les pouvoirs qu'il a à
- 13 titre de maire, comme si...
- 14 R Même celui du droit de parole.
- 15 Q ... ils reconnaissaient pas ce - ils acceptent
- 16 pas, il l'a bien dit, ils acceptent pas qu'il
- 17 ait été élu comme maire, donc ils essaient de
- 18 désamorcer tous les pouvoirs qu'il peut avoir
- 19 à titre de maire, dont celui de pouvoir...
- 20 R Parler.
- 21 Q ... de pouvoir communiquer les informations.
- 22 Mais là...
- 23 R Ils reprochent, allez voir les séances, là,
- 24 ils me reprochent, là, d'être sur Facebook
- 25 tout le temps, là, t'sais : «Le maire est tout

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 160 -

1 le temps en train de faire du Facebook», ça,
2 c'est leur...

3 Q Veulent contrôler, finalement...

4 R ... (inaudible), ils voudraient que
5 j'arrête...

6 Q ... son comportement, t'sais!

7 R ... ils voudraient que j'arrête de... de
8 communiquer aux gens.

9 Q Mais ça, ça se fait en cadre de campagne
10 électorale, pas par via des plaintes puis des
11 procédures judiciaires puis des attaques comme
12 ils font puis des... puis... puis... de... de
13 jeter dehors du personnel puis d'ailleurs, ça
14 justifie... ça justifie la plainte au... au
15 contraire pour faire mettre en lumière que ce
16 comportement-là est complètement inacceptable.

17 Prenez les voies... les voies légales
18 normales, faites une bataille politique,
19 gagnez-les vos élections, essayez pas par en
20 arrière d'y retirer tous ses pouvoirs puis de
21 reprocher tout ce qu'il fait.

22 Il est élu, acceptez-le puis faites le...
23 le... faites la joute comme elle... comme elle
24 doit se faire, la joute.

25 Est-ce que c'est pas d'intérêt public,

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 161 -

1 ces informations-là?
2 C'est d'intérêt public, ça fait pas votre
3 affaire, c'est une autre chose!
4 Peux-tu te plaindre que ça fait pas ton
5 affaire puis que ça devient contre la
6 déontologie?
7 Pense pas.
8 Je pense qu'il y a une confusion, là,
9 dans l'interprétation qu'ils ont, là, de...
10 de... de...
11 R De l'intérêt public.
12 Q ... de l'usage des ressources de la Ville.
13 **M^e NAOMI GUNST**
14 pour la Commission :
15 Hum, hum.
16 Q Ce qui avait été dit, aussi, puis on n'est...
17 on n'est pas allé dans le détail, là, de ça,
18 là, c'est que pour ce qui est du communiqué,
19 là, de monsieur Bessette, vous avez sûrement
20 dû le voir, là, dans les... dans les
21 déclarations, c'est que la - il y avait pas
22 encore d'entente, là...
23 R (Inaudible).
24 Q ... que c'était encore en négociation à ce
25 moment-là.

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 162 -

1 R (Inaudible) le titre du communiqué, je vous le
2 lis, là : **"La Ville propose un règlement à**
3 **Justin Bessette"**.

4 **«Suite à la décision rendue à**
5 **l'égard du conseiller municipal**
6 **Justin Bessette, une réclamation de**
7 **remboursement de 44 000 \$ lui avait**
8 **été acheminée par la Ville. Cette**
9 **réclamation avait été décidée en**
10 **pleine période électorale sur un**
11 **vote divisé. Le conseil exécutif a**
12 **souhaité mettre fin à cette saga et**
13 **éviter une contestation judiciaire**
14 **en demandant à monsieur Bessette de**
15 **rembourser une somme de 10 000 \$.»**

16 Donc le - le comité exécutif demande à
17 Justin Bessette de rembourser.

18 **«L'avocat de monsieur Bessette**
19 **avait précédemment transmis une**
20 **offre de règlement pour 8 000 \$.»**

21 On avait déjà reçu une offre de huit
22 mille (8 000 \$), nous, on l'a refusée cette
23 offre-là, on leur a dit.

24 **«Le comité exécutif a choisi de**
25 **hausser cette somme à 10 000 \$.**

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 163 -

1 *L'alternative c'est d'aller en Cour*
2 *pour faire reconnaître le droit de*
3 *la Ville et par le fait même*
4 *dépenser plus d'argent que ce que*
5 *l'on attend en retour. Une solution*
6 *négociée est la meilleure solution*
7 *possible en vue de circonstances,*
8 *croit le maire Alain Laplante.*
9 *Donc, la Ville propose...»*

10 C'est ça le communiqué, là, on informe
11 les citoyens qu'on a proposé une offre.

12 Par la suite, monsieur Bessette...

13 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

14 pour M. Alain Laplante :

15 Q Pour régler le dossier.

16 R Pour régler le dossier.

17 Par la suite, monsieur (inaudible)...

18 Q Puis cette offre-là était tout à fait
19 légitime, hein, ils ont pas pu contester cette
20 décision-là, le comité exécutif était fondé de
21 la prendre.

22 Donc, ce communiqué-là met en lumière ce
23 qui justifie l'offre qui a été faite à ce
24 monsieur-là pour éviter de dépenser encore
25 plus d'argent public pour... pour poursuivre

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 164 -

1 ce... ce... ce débat-là pour aller récupérer
2 quarante-quatre mille (44 000 \$).

3 C'est comme il dit depuis le début,
4 c'est... c'est... c'est la référence du
5 montant, c'est quarante-quatre mille
6 (44 000 \$) qui était recherché, c'est clair
7 que pour aller chercher quarante-quatre mille
8 (44 000 \$), ç'allait coûter beaucoup plus cher
9 à la Ville, dans le cadre d'un procès, là, ça,
10 il y a aucun doute là-dessus, t'sais.

11 **M^e NAOMI GUNST**

12 pour la Commission :

13 Hum, hum.

14 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

15 pour M. Alain Laplante :

16 Puis ça fait état de... de... ça fait état de
17 cette logique-là, finalement.

18 C'est pas d'intérêt public, moi, je...
19 je... je pense que ce qui - ce qu'ils aiment
20 pas, c'est que justement ça vienne d'une
21 initiative du comité exécutif dans... dans sa
22 toute - dans - en légitimité puis, eux, ils
23 ont pas le contrôle là-dessus, ça fait que ça
24 fait pas leur affaire, évidemment!

25 Mais c'est politique, ç'a pas rapport

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 165 -

1 avec les... les intérêts des citoyens, bien au
2 contraire, là.

3 **M^e NAOMI GUNST**

4 pour la Commission :

5 Hum, hum.

6 **LE TÉMOIN :**

7 R Je vous laisse aussi les deux (2)... les
8 demandes introductives - ben, ma poursuite de
9 deux point cinq millions (2 500 000 \$), là,
10 puis l'amendement à quarante mille (40 000 \$),
11 là, je vous laisse les deux (2) documents.

12 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

13 pour M. Alain Laplante :

14 Oui.

15 Moi, je vais vous transmettre les mises
16 en demeure, je vais vous donner - vous avez le
17 numéro de référence du dossier de Cour là-
18 dedans, il s'est... il s'est passé beaucoup de
19 choses puis je vais vous envoyer les liens
20 YouTube pour les entrevues de monsieur Samson,
21 c'est super instructif, là, surtout la
22 dernière entrevue, là où il vient nous
23 expliquer il vient d'où son deux point cinq
24 millions (2 500 000 \$) de réclamation puis
25 essentiellement c'était : «J'ai investi deux

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 166 -

1 point cinq millions (2 500 000 \$) dans ce
2 projet-là, moi, ça fait que si j'ai pas mon
3 PIIA, j'ai pas mon projet, je perds mon
4 investissement, c'est ça mon deux point cinq
5 millions (2 500 000 \$) de réclamation.»

6 Ça fait que le lien de causalité, là,
7 c'est : PIIA pas adopté, je perds mon
8 investissement de deux point cinq millions
9 (2 500 000 \$) puis... puis le PIIA il est pas
10 adopté pourquoi?

11 Parce que le maire, il refuse de le
12 mettre à l'ordre du jour.

13 **LE TÉMOIN :**

14 R Il retarde, le maire retarde.

15 Q Le temps que le litige qu'il a, lui, Samson
16 avec le Groupe Maurice, se règle, parce qu'il
17 peut pas faire adopter un PIIA qui... qui...
18 qui... qui est remis en cause dans une
19 procédure judiciaire où la Ville est... est
20 impliquée.

21 Je... je vous fais suivre les liens
22 YouTube aussi.

23 **M^e NAOMI GUNST**

24 pour la Commission :

25 D'accord.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 167 -

LE TÉMOIN :

R En week-end, c'est super l'"*fun*" à regarder, là, c'est... le verbatim est plus intéressant aussi.

Là, je reçois des photos de déneigement, là.

Q Euh... le déneigement est bien fait!

R Oui, c'est... - je leur dis aux gens d'être patients, là, ça va se régler d'ici le mois de mai, tout va être ben nettoyé!

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Q Oui, c'est ça, sûrement!

Sûrement qu'au mois de mai (inaudible)!

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Q Bon.

Alors, c'est ça, j'avais quelques... quelques petites questions concernant, là, les... les courriels confidentiels.

R Les huit (8) courriels, oui.

Q Oui, c'est ça.

Ça, c'était entre le dix-sept (17) - je sais que vous les avez pas vus, là, mais c'est - dans le fond, je reviens à la trame de

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 168 -

1 faits...
2 R Il y en a-tu eu des courriels?
3 Il y en a pas eu.
4 Q O.K., c'est pour ça.
5 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
6 pour M. Alain Laplante :
7 On parle du point...
8 **LE TÉMOIN :**
9 R On les a pas vus.
10 Q On parle du point 4, là.
11 **M^e NAOMI GUNST**
12 pour la Commission :
13 Q O.K.
14 R On les a pas vus les courriels.
15 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
16 pour M. Alain Laplante :
17 On peut pas l'admettre, nous autres, parce
18 qu'on n'a aucune idée de ce qui s'est passé à
19 ce sujet-là, là.
20 **M^e NAOMI GUNST**
21 pour la Commission :
22 O.K.
23 **LE TÉMOIN :**
24 R Lesdits courriels, on peut-tu en avoir...
25 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 169 -

1 pour M. Alain Laplante :

2 Les avez-vous, vous?

3 Avez-vous eu... avez-vous eu la chance de
4 voir les courriels?!!!

5 **M^e NAOMI GUNST**

6 pour la Commission :

7 Vous les auriez eus, si on les avait.

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 Oui?

11 Ah bon, ben... ils en ont pas non plus!

12 **LE TÉMOIN :**

13 R Mais... parce qu'on... on... on a possiblement
14 basé un congédiement sur des informations
15 diffamatoires.

16 Donc évidemment, il devait avoir une
17 conséquence pour ceux qui ont produit des
18 courriels diffamatoires sur Guy Grenier.

19 Le jour où ces courriels-là vont être
20 dé... vont être déposés, Guy Grenier va
21 vouloir défendre ses droits; ils veulent pas
22 les déposer.

23 Q Parce que pendant ce temps-là, ça oppose
24 seulement Guy Grenier à la Ville et non pas
25 Guy Grenier aux... aux conseillers

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 170 -

1 personnellement qui ont... qui ont monté...
2 R Qui ont diffamé sur lui.
3 Q ... le motif.
4 Puis c'est tout aussi difficile à tenir
5 le débat de la Ville face à Guy Grenier qui...
6 je veux dire la Ville qui prétend défendre un
7 congédiement légitime sans sortir la raison du
8 congédiement, t'sais, c'est tout aussi
9 intenable, mais... mais au moins, c'est des...
10 t'sais, la Ville est... ils assument -
11 c'est... c'est... c'est la Ville qui paie les
12 honoraires de ce débat-là, c'est pas les
13 conseillers personnellement, ça fait qu'ils se
14 protègent derrière ça, mais c'est pas... c'est
15 tout sauf élogieux, là, cette histoire-là.
16 R On prétend que Guy Grenier a fait des fautes
17 graves, quand, en réalité, il a fait - il a
18 rédigé des communiqués de presse, mais le
19 coupable c'est pas Guy Grenier, c'est moi.
20 Q On demande aussi au maire de voter pour une
21 résolution qui congédie son chef de cabinet,
22 sans lui... sans lui faire état des motifs à
23 la base du congédiement!
24 On demande de voter une résolution sans
25 y expliquer la motivation de la résolution,

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 171 -

1 là.

2 Ça... ça, c'est un autre point, là, que
3 ça - même si... même si c'est une position
4 politique qu'il adopte, il en demeure pas
5 moins qu'en tant que ges... - que... que...
6 que le premier magistrat de la Ville, on lui
7 demande de voter pour la - pour... pour mettre
8 quelqu'un dehors, ce qui est une décision
9 importante, puis on y dit pas basé sur quels
10 motifs il doit prendre cette décision-là.

11 C'est une autre chose qui est très
12 aberrante dans... dans... dans l'histoire.

13 Je pense le point 7 aussi on voulait
14 revenir parce que, t'sais, vous soulevez que
15 monsieur le maire a modifié la composition du
16 comité exécutif, le vingt-quatre (24) avril,
17 c'est présenté comme étant une espèce de...
18 de... de stratégie de composition, là.

19 Peut-être, Alain, expliquer que ça
20 changeait absolument, là.

21 R Ben, premièrement, dans... dans ça, il... il y
22 a un gros mensonge, ils disent que j'ai fait
23 ça pour avoir la majorité absolue quand j'ai
24 toujours eu la majorité absolue, le comité
25 exécutif est basé de cinq (5) personnes.

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 172 -

1 Donc moi plus quatre (4) conseillers de
2 mon choix, c'est... c'est dans la loi, le
3 maire choisit des conseillers.

4 Donc, il y avait monsieur Bessette,
5 monsieur - madame Maryline Charbonneau, donc
6 deux (2) membres de mon équipe...

7 **M^e NAOMI GUNST**

8 pour la Commission :

9 Q Hum, hum.

10 R ... puis deux (2) autres conseillers, Marco
11 Savard puis Mélanie Dufresne.

12 Donc, avec mon vote, c'est trois contre
13 deux (3/2), donc la majorité absolue, je l'ai
14 eue depuis le début.

15 Sur sa page Facebook, le... le... le...
16 le... le vingt-quatre (24) ou le vingt-trois
17 (23), là, je pense que c'est le vingt-trois
18 (23) au soir, là, la conseillère Mélanie
19 Dufresne publie une - c'est-tu bien de déposer
20 ça?

21 On l'a?

22 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

23 pour M. Alain Laplante :

24 Q Bien, on l'a déposé à ta plainte, dans ta
25 plainte contre Mélanie Dufresne, tu... tu lui

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 173 -

1 reproches ce fait-là, on peut peut-être vous
2 l'envoyer, ça va vous expliquer la... la
3 situation du vingt-quatre (24) avril, là.

4 R Je pense que je l'ai enlevé.

5 J'ai enlevé ce...

6 Q Dans ta plainte?

7 R Oui.

8 J'ai... j'ai... j'ai focussé sur -
9 j'ai... j'ai pas tout mis, j'ai mis...

10 Q Bien, on va...

11 R ... j'ai focussé sur certains faits.

12 Q ... on va vous le communiquer, de toute façon,
13 vous êtes pas saisie du do... du dossier où
14 monsieur le maire est plaignant, là, je vais
15 vous envoyer donc la... la publication
16 Facebook.

17 R Mais elle... elle, elle fait un "post" en
18 disant qu'elle a un malaise, elle dit :
19 «C'est-tu vraiment lui le maire de la onzième
20 ville au Québec? J'ai un malaise.»

21 Donc elle émet un malaise sur le fait
22 que, moi, je sois maire de la Ville.

23 Je suis désolé, dans ces circonstances-
24 là, elle ne siège plus au comité exécutif et
25 c'est pour cette raison-là que je l'ai

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 174 -

1 remplacée puis j'étais tout à fait dans mon
2 droit.

3 **M^e NAOMI GUNST**

4 pour la Commission :

5 Q O.K.

6 R Et c'est pour - à cause de son courriel et non
7 pas pour avoir une majorité absolue, laquelle
8 j'avais déjà, de toute façon.

9 Q O.K.

10 Parfait.

11 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

12 pour M. Alain Laplante :

13 Le 12, là, c'est parce que vous résumiez le...
14 le... les conclusions... euh... comme étant la
15 contestation de la légalité de la résolution
16 adoptée par le conseil mais, à ma
17 connaissance, il y avait plus que ça, là, il y
18 avait aussi une réclamation de dommages à
19 la... à la Municipalité et tout, ça fait que
20 c'est juste... c'est juste parce que je veux
21 être sûre qu'on prenne en... en compte
22 l'entièreté des... des conclusions recherchées
23 par... par Guy Grenier puis que ça visait pas
24 juste la contestation d'une résolution, là,
25 adoptée par le conseil.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 175 -

1 **M^e NAOMI GUNST**
2 pour la Commission :
3 Bien ça, si jamais il y a des affaires que
4 vous voulez reformuler, là...
5 **LE TÉMOIN :**
6 R Non, mais...
7 Q ... vous pourrez me transmettre les
8 modifications que...
9 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
10 pour M. Alain Laplante :
11 Parfait.
12 **LE TÉMOIN :**
13 R ... le... le 12...
14 **M^e NAOMI GUNST**
15 pour la Commission :
16 ... vous suggérez puis on pourra travailler
17 là-dessus.
18 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
19 pour M. Alain Laplante :
20 Parfait.
21 Parfait.
22 **LE TÉMOIN :**
23 R Le 12, ça me concerne pas, là, c'est... c'est
24 ce que Guy Grenier a fait.
25 Q Bien, aussi, c'est ça.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 176 -

1 T'sais, nous, je veux dire, on... c'est
2 un... c'est un fait qu'on connaît, là, mais...

3 **M^e NAOMI GUNST**

4 pour la Commission :

5 Hum, hum.

6 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

7 pour M. Alain Laplante :

8 ... mais qu'on peut pas dire - bien, on n'a
9 pas de rapport dans ce qui s'est fait là, ça
10 fait que c'était aussi par... par mesure de...
11 de...

12 Un peu comme les... les... les
13 conseillers qui ont envoyé des courriels,
14 bien, on est au courant qu'il a... il a pu se
15 produire ça, mais on n'a jamais vu, on n'est
16 pas pa...

17 **M^e NAOMI GUNST**

18 pour la Commission :

19 Oui.

20 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

21 pour M. Alain Laplante :

22 ... t'sais, on n'est pas partie, là, ça fait
23 que...

24 **M^e NAOMI GUNST**

25 pour la Commission :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 177 -

1 Vous avez pas connaissance personnelle.

2 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

3 pour M. Alain Laplante :

4 Non, c'est ça, exactement.

5 C'était plus dans ce sens-là.

6 **M^e NAOMI GUNST**

7 pour la Commission :

8 O.K.

9 Q Puis là, est-ce que vous pouvez m'expliquer,
10 là, les circonstances avec l'ordinateur de
11 monsieur Vaillancourt?

12 R Moi, j'ai suspendu, pour les raisons que je
13 vous ai expliquées tantôt, le... le... le...
14 le... le directeur général.

15 Donc, en étant suspendu, il ne peut pas,
16 lui, continuer à effectuer son travail de
17 directeur général.

18 Donc, au moment de sa suspension, je lui
19 ai demandé à la fois de me remettre son
20 téléphone portable et son ordinateur.

21 Là, il m'a informé que son téléphone
22 c'était son propre téléphone personnel,
23 c'était pas payé par la Ville.

24 J'ai dit : «D'accord», je me suis fié
25 à... sur lui, à... à sa bonne foi, mais j'ai

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 178 -

1 cependant demandé de récupérer son... son...
2 son ordi, non pas dans le but d'ouvrir l'ordi,
3 d'ailleurs ce que je n'ai pas fait, là, j'ai
4 tout simplement gar... - conservé l'ordinateur
5 et, par la suite, l'ordinateur a été remis à
6 un huissier, je pense, là, qui est venu... il
7 y a eu un échange courriel avec maître
8 Thivierge puis... euh... Michèle Hébert puis
9 on a - j'ai tout simplement remis le soir ou
10 le lendemain l'ordinateur du... du d.g.

11 Q O.K.

12 Puis avez-vous...

13 R C'était pas dans le but de l'ouvrir et de
14 sortir les courriels, là, de son... de
15 l'ordinateur, là.

16 Q Avez-vous demandé à... à quelqu'un de... de...
17 de sortir des... des courriels ou des textos
18 ou des...

19 R Ben moi, je les ai demandés à lui plusieurs
20 fois.

21 Après l'avoir suspendu, j'ai renvoyé une
22 lettre - j'ai pas demandé au greffier d'aller
23 ouvrir son ordinateur, j'ai redemandé, après
24 avoir - la même journée, j'ai demandé... j'ai
25 envoyé une lettre à Lapointe, le greffier de

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 179 -

1 la Ville : «En vertu de la loi - l'article 52
2 de la Loi des cités et villes, donnez-moi
3 accès à tous les courriels entre le... le d.g.
4 et des conseillers.»

5 Ça peut se faire, j'imagine, par les
6 serveurs de la Ville, là, t'as pas besoin
7 d'aller ouvrir l'ordinateur de... d'une
8 personne, là.

9 Donc, les communications entre les
10 conseillers relativement à mon chef de
11 cabinet.

12 Q O.K.

13 R (Inaudible).

14 Q Puis avez-vous demandé précisément pour les...
15 les courriels?

16 R Oui.

17 Je les ai demandés plusieurs fois.

18 Puis ils peuvent pas me... - encore là,
19 faut juste que j'aille devant la Cour, faut
20 que j'aille devant le Tribunal, je paie de ma
21 poche un avocat pour aller contester contre la
22 Ville pour qu'eux me donnent accès à
23 l'information qu'ils doivent me donner en
24 vertu de 52!

25 C'est une aberration!

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 180 -

1 Mais là, je... c'est...

2 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

3 pour M. Alain Laplante :

4 Q Tu choisis tes combats!

5 R C'est parce que j'ai "pus" de chef de cabinet,
6 en plus, ça fait que... t'sais, j'ai... je
7 suis quand même maire d'une ville de cent
8 mille (100 000) habitants, là, il y a des
9 événements, il y a des citoyens, faut que
10 j'aille voir... c'est de l'ouvrage, là.

11 Comme je vous dis, c'est quatre-vingts
12 (80) heures/semaine, là.

13 **M^e NAOMI GUNST**

14 pour la Commission :

15 Q Hum, hum.

16 O.K.

17 Mais donc, vous suspendez monsieur
18 Vaillancourt puis vous... vous... vous
19 saisissez son ordinateur.

20 Avant d'être chez l'huissier, vous l'avez
21 - comment ça s'est passé?

22 Vous...

23 R Moi, j'ai...

24 Q ... il vous l'a donné...

25 R Moi, j'ai été - je suis entré dans son bu... -

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 181 -

1 il était pas dans son bureau, il était dans la
2 petite salle à côté, j'ai demandé à le voir.

3 Je l'ai informé que... que, en vertu de
4 52, je... je le suspendais.

5 Il m'a menacé, il... il a dit plein de
6 choses.

7 Je lui ai demandé de me remettre son
8 ordinateur, je l'ai accompagné jusqu'à la
9 porte, ensuite je suis revenu à mon bureau,
10 j'ai mis le... le... l'ordinateur dans un
11 tiroir, j'ai laissé ça là.

12 Là, après ça, il y a eu des
13 communications avec la - Michèle Hébert, avec
14 l'avocate de la Ville et là, les... les... les
15 neuf (9) se sont empressés de convoquer une
16 assemblée extraordinaire pour le réintégrer le
17 plus vite possible.

18 Ça fait que le rapport de suspension, je
19 l'ai fait un petit peu en... en sauvette, là,
20 parce qu'ils ont comme provoqué ça... ils...
21 ils se sont empressés, la journée même, ils
22 ont convoqué la... la séance extraordinaire.

23 Ils se sont excusés, là, et ils ont pas
24 tenu - ils ont pas eu aucune considération
25 pour le rapport puis ce que j'avais dit - moi,

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 182 -

1 je demandais - je le suspendais le temps de
2 faire une enquête administrative sur ses
3 agissements, sur ses agissements partisans.

4 Parce qu'il a perdu son... son... - le
5 d.g. a perdu sa neutralité... euh... il a...
6 il adopte un comportement préjudiciable,
7 partisan, puis un problème de... de...
8 d'insubordination à l'endroit du comité
9 exécutif puis à l'endroit du maire et là, je
10 demande - je le suspends le temps d'une
11 enquête administrative à ce sujet-là.

12 Et là, les neuf (9) convoquent une
13 assemblée extraordinaire, le réintègrent, il
14 s'excuse puis on se fout de la... de l'enquête
15 administrative.

16 Q O.K.

17 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

18 pour M. Alain Laplante :

19 Comme quoi c'est la pierre angulaire de toute
20 l'histoire, en fait, parce qu'il s'est fâché,
21 le directeur général a pris ça personnel, il
22 s'est fâché contre son chef de cabinet, contre
23 lui, c'est sûr, ça fonctionne pas, le
24 directeur général, il est là depuis combien
25 d'années, le directeur général?

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 183 -

LE TÉMOIN :

R Deux (2) ans.

Q Puis... et puis... et puis tout d'un coup, lui, il instrumentalise le conseil pour que... pour arriver à ses fins, c'est-à-dire mater...

R Affaiblir le maire.

Q ... mater le maire!

Y enlever son - c'est lui le... le... c'est lui la pierre angulaire, ça fait que la réaction du maire c'est... c'est ce qui apparaît dans la description de ces... de ces faits-là.

Il le fait dans le cadre des pouvoirs qui lui sont octroyés à titre de maire mais il a pas la majorité au conseil, ça fait que c'est pour ça que ça... ça finit tout le temps qu'il se fait opposer, mais il le fait dans le cadre de ses droits cette démarche-là.

Pourquoi il peut pas - il pousse pas parce que, à un moment donné, il y a des limites à... à... à dépenser de l'argent pour faire reconnaître ton droit à titre de maire.

Il est, de toute façon, toujours en bataille du fait qu'il est minoritaire au conseil, ça fait qu'il fait...

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 184 -

1 R Sur tout.

2 Q Bien non, mais c'est ça.

3 **M^e NAOMI GUNST**

4 pour la Commission :

5 Q O.K.

6 Attendez, excusez-moi...

7 R Le 19, c'est Fasken, là, moi, je dis :
8 «Regarde, on... on... on n'adopte pas de
9 résolution sur Fasken tant que vous répondez
10 pas à mes questions : combien on a dépensé
11 déjà puis c'est quoi l'évaluation des coûts?»

12 Puis ils veulent pas répondre à ces
13 questions-là.

14 Puis quand - si vous réécoutez les... les
15 séances YouTube, là, quand j'adopte ça, c'est
16 exactement ce que je dis en public deux (2)
17 fois.

18 Je le dis une première fois quand je mets
19 mon veto, je dis : «Les élus n'ont pas en main
20 l'information nécessaire pour voter cette
21 résolution-là.

22 On a demandé l'évaluation des coûts puis
23 comment on avait déjà dépensé puis c'est quoi
24 l'expectative de dépenses puis on a rien eu
25 mais les réponses restent toujours non

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 185 -

1 répondues.

2 Je vote contre.»

3 Pas dans le but que la Ville ne soit pas
4 représentée, dans le but de pas donner un
5 chèque en blanc parce que l'objectif
6 poursuivi, comme pour monsieur Bessette, c'est
7 encore la même affaire, là, c'est peu importe
8 combien ça va coûter, là, on s'en fout, là,
9 parce que l'objectif, elle est politique.

10 Q Hum, hum.

11 R Et non pas dans l'intérêt politique - non pas
12 dans l'intérêt des contribuables, mais dans
13 l'intérêt partisan des neuf (9).

14 De là ma plainte, mes neuf (9) plaintes
15 que j'ai déposées.

16 Q O.K.

17 Euh... le dix-huit (18) mai, j'essaie de
18 voir, là... c'était dans les... les pièces,
19 là, P-40 - E-40, excusez, l'annexe...

20 R (Inaudible) demande à Alain Laplante de
21 soumettre en pièce plénière...

22 Mais c'était toujours la même affaire de
23 Fasken, là...

24 Q Oui.

25 Bien, le... le... dans le fond, les

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 186 -

1 circonstances entourant, là, le point 23 -
2 excusez, le... le... - oui, c'est ça, le point
3 23.

4 R Aïe ça, je le sais pas...

5 Q C'était un courriel, là, de madame Hébert à
6 monsieur Vaillancourt qui disait...

7 R Moi, ce que je comprends, là, ici, là -
8 premièrement, je sais pas si vous avez
9 remarqué, là, mais à toutes les... toutes les
10 décisions où l'intérêt public n'est pas pris
11 en compte, on prend des décisions non pas dans
12 l'intérêt pol... - l'intérêt des citoyens,
13 mais dans leur intérêt partisan,
14 systématiquement, j'appose mon veto,
15 systématiquement.

16 Je suis battu à tous les fois, là, mais
17 quand même, je... c'est pas vrai que je vais
18 laisser passer des... des décisions qui vont à
19 l'encontre des citoyens.

20 Le... le... le... le... ça fait que ça
21 prend pas la... la... la tête à Papineau, là,
22 ça prend pas un génie, là, pour dire : «Alain,
23 il va mettre son veto.»

24 La... la... à la dernière séance la
25 semaine passée, là, j'ai - il y a eu un... il

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 187 -

1 y a un terrain qui appartient à Nathalie «De
2 Malo», qui est la fille d'un mafieux italien à
3 Montréal, la Ville s'engage auprès du... du...
4 de... de... de... la... la Ville - afin de
5 permettre un projet de développement sur ce
6 terrain-là, on a un problème d'égout, on a -
7 on fait des déversements d'égout dans la
8 rivière et là, pour permettre le développement
9 de ce terrain-là, le ministère de
10 l'Environnement nous exige que la Ville
11 s'engage financièrement à... à compenser
12 les... les... les déversements.

13 Donc, cet engagement-là risque de coûter
14 extrêmement cher aux contribuables.

15 Moi, j'explique ça aux citoyens, on peut
16 pas voter ça, on n'a aucune idée, on peut pas
17 prendre l'engagement de compenser sans savoir
18 combien que ça va nous coûter.

19 Peu importe à qui appartient le terrain,
20 là, on... on peut pas, nous, signer un chèque
21 en blanc.

22 Donc, le... le... je vote contre, la
23 semaine passée puis là, le conseiller
24 Fontaine, il dit : «Monsieur le Maire, je le
25 sais, là, que vous allez mettre votre veto,

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 188 -

1 là, puis je vous le dis, là, on va réclam... -
2 on va... on va convoquer une assemblée
3 extraordinaire.»

4 Effectivement, ils l'ont convoquée, la
5 séance va être mardi prochain.

6 Fait que ça prend pas - même Jean
7 Fontaine, là, a comme prédit que j'allais
8 mettre mon veto sur cette décision-là!

9 Fait que, ici, on a un courriel de
10 Michèle Hébert, donc Michèle Hébert qui
11 apprend de François Vaillancourt, qui, lui, a
12 appris de Bernard Synnott, qui lui a appris de
13 monsieur Beauchemin, l'avocat de Guy Grenier,
14 que j'avais mis mon veto.

15 Ben, visiblement, je l'avais pas mis mon
16 veto, là, donc...

17 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

18 pour M. Alain Laplante :

19 Q Que t'allais mettre ton veto.

20 R Ben non, lui, il dit que j'ai mis mon veto,
21 mais je l'avais pas mis mon veto.

22 Parce que... quand... euh... euh...
23 Michèle Hébert apprend de la bouche de
24 Vaillancourt que, moi, j'ai mis mon veto.

25 Elle va voir le greffier puis le greffier

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 189 -

- 1 dit : «Ben non, il a pas mis son veto.»
2 Je l'ai mis plus tard dans la journée,
3 mais il y a quelqu'un qui avait eu une
4 information erronée dans le jeu du téléphone,
5 là.
6 Donc...
7 Q De toute façon, ça te concerne pas, là, ça,
8 c'est un courriel - c'est du ouï-dire,
9 c'est... c'est... c'est des informations
10 internes de Michèle Hébert avec... avec le
11 directeur général, ç'a aucun rapport avec le
12 maire, là, t'sais.
13 Puis il vient très bien de vous expliquer
14 dans quel contexte il met son veto.
15 Ça, ça le concerne pas, là, je veux
16 dire...
17 **M^e NAOMI GUNST**
18 pour la Commission :
19 Q Ah non - bien, j'essayais de comprendre, en
20 fait, si... si... si vous aviez des
21 communications avec monsieur Grenier puis
22 vous... son procureur en lui disant que vous
23 alliez apposer...
24 R Non.
25 Q ... votre droit de veto.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 190 -

1 R Ça, c'est quelque chose que je ne... je
2 n'informe personne de... de ça.

3 J'ai... mon... mon veto, je fais pas de
4 communication en disant : «Je vais mettre mon
5 veto.»

6 Je fais une communication : «J'ai mis mon
7 veto», c'est là que... - j'annonce pas - j'ai
8 pas annoncé, lundi dernier, que j'allais
9 mettre mon veto sur le... sur le... le... la
10 résolution pour le terrain - pour la
11 compensation auprès du Ministère, là, je l'ai
12 pas annoncé.

13 Puis je me garde toujours la latitude de
14 décider ce que je fais ou ce que je fais pas,
15 là.

16 Donc, j'ai - mais comme je... je... je me
17 comporte comme ça systématiquement, ben, le
18 monde, à un moment donné, il anticipe... il
19 anticipe mes actions, là!

20 Mais donc... moi, j'annon... - j'appelle
21 pas l'avocat de Guy Grenier pour y dire :
22 «J'ai - je... je... - j'ai mis mon veto», là.

23 Et là... tout... tout ce bon monde - tout
24 ce beau monde-là parle... Guy - je le sais
25 pas, là - tout ça, c'est de la fabulation, là,

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 191 -

1 mais visiblement, l'information qui émane de
2 Vaillancourt à Michèle - va à - mettons Guy
3 Grenier à son avocat, avocat à Synnott,
4 Synnott à Vaillancourt, Vaillancourt à Hébert,
5 il y a comme eu une... un petit brouillage de
6 l'information dans la... dans la chaîne de
7 communication, là.

8 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

9 pour M. Alain Laplante :

10 Q En tout cas, il vous a dit qu'il a jamais
11 parlé avec l'avocat de Grenier, là, je pense
12 que c'est ça qui est important là-dedans, là,
13 ça commence à faire un méchant... un méchant
14 jeu de... de... de...

15 R L'avocat de Guy Grenier, moi, je l'ai vu...

16 Q ... de téléphone arabe!

17 R ... je l'ai vu la première fois de ma vie le
18 trente (30) mai - j'y ai parlé la première
19 fois de ma vie le trente (30) mai.

20 Q Bon.

21 Bien, ça répond... ça répond à votre
22 question, je pense que ça répond à votre
23 question!

24 Puis ça démontre aussi qu'ils sont dans
25 un monde de fabulation, là, à commencer à se

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 192 -

1 poser des questions sur qu'est-ce qu'il va
2 faire le maire puis je te... je t'écis un
3 courriel pour te dire que ci, que ça.

4 Ça, je trouve que c'est plus ça qui est
5 intéressant avec cette pièce-là.

6 **M^e NAOMI GUNST**

7 pour la Commission :

8 Hum, hum.

9 O.K.

10 Euh... ça, c'est correct.

11 ... je pense qu'on a tout couvert...

12 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

13 pour M. Alain Laplante :

14 Je pense que oui.

15 **M^e NAOMI GUNST**

16 pour la Commission :

17 ... dans la trame factuelle.

18 ... est-ce que c'est bien...

19 **LE TÉMOIN :**

20 R Le plus drôle, là, c'est le... 39, le... la
21 séance extraordinaire qui recommence, qu'ils
22 convoquent une demi-heure (1/2) avant parce
23 qu'ils sont pas satisfaits du verbatim de
24 mon... de... de mon point, là.

25 Q Ah, les textos que vous m'avez fait lire

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 193 -

1 tantôt.
2 R En plus que j'avais dit à Berthelot : «Tu
3 vas... tu vas pouvoir adopter la résolution
4 que tu voudras.
5 - Il me dit : O.K., merci!»
6 Il se revire de bord puis il convoque une
7 assemblée une demi-heure (1/2) avant.
8 Q Vous m'avez demandé tantôt, là, concernant
9 le... le... le... la... la... la demande en...
10 en suspension, là, d'instance...
11 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
12 pour M. Alain Laplante :
13 Hum, hum.
14 **M^e NAOMI GUNST**
15 pour la Commission :
16 ... que vous avez faite.
17 Effectivement, là, je vais vérifier, je
18 vais vous le confirmer, mais je pense qu'il y
19 a eu un avis de convocation qui avait - non,
20 un avis d'audience qui avait été envoyé à
21 monsieur Berthelot, puisque c'est le plaignant
22 dans le dossier, là.
23 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
24 pour M. Alain Laplante :
25 Ç'a pu allumer leur attention.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 194 -

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Bien, je le sais pas.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Oui.

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Bien, c'est parce que là, je vous ai dit
tantôt que la procédure...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Ah, O.K.!

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

... avait pas été envoyée.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Qui a été envoyé à monsieur Berthelot!

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Oui, je vous ai dit...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Ah, O.K.!

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 195 -

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

... mais là - j'étais - je pense - je sais pas si la procédure a été envoyée, mais il y a eu un avis d'audience, là.

Ça fait que c'était juste pour pas...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Qui lui a été transmis.

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

... parce que là, je vous ai dit que la procédure avait été transmis, mais je voulais juste que ça soit... je vais vérifier...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

C'est super!

LE TÉMOIN :

R Ça... ça... ça explique tout, là.

Q Oui.

R Si... si, ça, ç'a été avisé - si monsieur Berthelot a été avisé qu'il y a une pièce qui a été déposée, c'est sûr que là...

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 196 -

1 Q Bien, il y a eu un avis d'audience, je peux
2 pas vous dire qu'il a été avisé...
3 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
4 pour M. Alain Laplante :
5 Non, mais au moins...
6 **M^e NAOMI GUNST**
7 pour la Commission :
8 Q ... (inaudible)...
9 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
10 pour M. Alain Laplante :
11 ... il était au courant, lui, qu'il se passait
12 quelque chose, ça fait qu'il a pu... il a pu
13 enquêter pour voir ce qui se passait, là.
14 **M^e NAOMI GUNST**
15 pour la Commission :
16 Oui.
17 Ça... ça, je le sais pas, mais c'est
18 juste...
19 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
20 pour M. Alain Laplante :
21 (Inaudible).
22 **M^e NAOMI GUNST**
23 pour la Commission :
24 ... pour pas que...
25 **M^e CHANTALE BOUCHARD**

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 197 -

1 pour M. Alain Laplante :
2 Qu'il y ait de... de... de... suspicion.
3 **M^e NAOMI GUNST**
4 pour la Commission :
5 Oui, oui, oui, oui, c'est ça...
6 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
7 pour M. Alain Laplante :
8 Non, non, mais...
9 **M^e NAOMI GUNST**
10 pour la Commission :
11 ... (inaudible) «ils nous ont pas dit ça»,
12 mais...
13 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
14 pour M. Alain Laplante :
15 Non, non, non, non!
16 **M^e NAOMI GUNST**
17 pour la Commission :
18 ... je viens de parler tantôt, là, c'est vrai,
19 je pense qu'il y a eu un avis de convocation
20 mais ça s'est passé tellement vite, je pense
21 que ç'a été transmis vendredi, mais je
22 pourrai...
23 **M^e CHANTALE BOUCHARD**
24 pour M. Alain Laplante :
25 Parfait.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 198 -

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

... aller vérifier si vous voulez voir, là.

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Mais on avait cent pour cent (100 %) confiance
que c'est sûrement pas vous qui avez... qui
avez coulé ça!!!

LE TÉMOIN :

R Mais... oui, là, je suis en train de faire...
(inaudible) pas ici, là.

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Mais par contre, on a eu... on a eu une
demande d'accès, là, pour ce... ce document-
là, là, ça, on l'a eue.

LE TÉMOIN :

R Oui, oui, mais il était au...

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

Oui.

Bon, bien, c'est ça.

Puis ça explique...

LE TÉMOIN :

R ... il le savait, là.

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 199 -

M^e CHANTALE BOUCHARD

pour M. Alain Laplante :

... la rapidité de la demande d'accès, en fait, c'est ça qui nous préoccupait : «Comment ils ont fait pour aller aussi rapidement à l'info?»!

T'sais, c'était... c'était plutôt ça.

Q Là, vous avez la réponse!

R Mais ceci dit, l'article est quand même... correct, là, il résume bien le...

Q Hum.

Tout à fait.

R Mais, c'est ça, moi, j'ai été content de voir le... les manquements allégués amendés, quand j'ai vu ça...

M^e NAOMI GUNST

pour la Commission :

Q Je peux... je peux terminer le... l'enregistrement...

R Oui, oui, oui.

Q ... dans le fond.

Je vais terminer l'enregistrement.

Il est midi vingt (12 h 20), puisque c'est - la déclaration est terminée.

* * * *

Le 25 janvier 2019

66841

ALAIN LAPLANTE

Interrogé

- 200 -

1 **- ET LE DÉPOSANT NE DIT PLUS RIEN -**

2 *** * * ***

3 Je soussigné, **ROGER BÉDARD**, sténotypiste
4 officiel, certifie sous mon serment d'office
5 que la preuve qui précède est la transcription
6 de l'enregistrement numérique.

7
8
9 **ROGER BÉDARD, s.o.**